

TITRE II.

DU POUVOIR LÉGISLATIF.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA LÉGISLATURE.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

76. Ainsi que le prescrit "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," la Législature de la province de Québec se compose du Lieutenant-Gouverneur, et de deux chambres appelées le Conseil Législatif de Québec et l'Assemblée Législative de Québec. A. U., s. 71, et 49-50 V., c. 97, s. 1.

Composition
de la législa-
ture.

77. Chaque élection générale des députés à l'assemblée législative constitue une nouvelle législature. S. R. C., c. 1, s. 25, et 49-50 V., c. 97, s. 2.

Effet d'une
élection géné-
rale.

78. Aucune législature de la province ne cesse ni n'est dissoute par le décès du souverain ; mais elle continue, et peut se réunir, s'assembler et siéger, procéder et agir malgré tel décès, de la même manière que si ce décès n'avait pas eu lieu. 32 V., c. 5, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 3.

Législature
dans le cas de
décès du sou-
verain.

SECTION II.

DU CONSEIL LÉGISLATIF.

§ 1.—*De la composition du conseil législatif.*

79. Le conseil législatif de Québec se compose de vingt-quatre membres, appelés conseillers législatifs.

Composition
du conseil lé-
gislatif.

Ils sont nommés à vie par le lieutenant-gouverneur, au nom de la reine, par instrument sous le grand sceau de la province de Québec, et doivent, chacun d'eux, représenter une des vingt-quatre divisions de la province pour le conseil législatif. A. U., s. 72, et 49-50 V., c. 97, s. 4.

Durée d'office,
etc.

§ 2.—*De l'orateur du conseil législatif.*

Nomination
de l'orateur.

80. Avant la première session de chaque législature, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un des membres du conseil législatif, orateur de ce conseil. 45 V., c. 3, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 5.

Durée de sa
charge.

81. L'orateur est nommé pour la durée de la législature. Il exerce ses fonctions nonobstant la dissolution de la législature jusqu'à la nomination de son successeur après cette dissolution. 45 V., c. 3, s. 2 ; 49-50 V., c. 97, s. 6, et 50 V., c. 8, s. 1.

Son remplace-
ment en cas de
vacance.

82. S'il survient une vacance dans cette charge, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un autre des membres du conseil législatif pour la remplir. 45 V., c. 3, s. 3, et 49-50 V., c. 97, s. 7.

Son remplace-
ment s'il
quitte le fau-
teuil pendant
une séance.

83. Si l'orateur quitte le fauteuil pendant le cours d'une séance, il est remplacé, en son absence, par le conseiller législatif qu'il choisit comme président temporaire. 45 V., c. 3, s. 5, et 49-50 V., c. 97, s. 8.

Son remplace-
ment en cas de
maladie.

84. Si l'orateur, par maladie ou autrement, ne peut pas être présent à l'ouverture d'une séance, le conseil législatif, étant informé de ce fait par le greffier, nomme un autre de ses membres comme président temporaire, pour le remplacer durant son absence de cette séance. 49-50 V., c. 97, s. 9.

Son remplace-
ment pour dé-
faut d'occu-
per le fauteuil
pendant 48
heures.

85. Si l'orateur n'occupe pas le fauteuil pendant quarante-huit heures consécutives, le conseil législatif peut nommer un autre de ses membres comme président temporaire, pour agir comme orateur durant l'absence de ce dernier. 45 V., c. 3, s. 4, et 49-50 V., c. 97, s. 10.

Orateur, exclu
du conseil
exécutif.

86. L'orateur ne peut pas être membre du conseil exécutif de la province. 45 V., c. 3, s. 7, et 49-50 V., c. 97, s. 11.

§ 3.—*De la nomination des officiers du conseil législatif.*

Nomination
du greffier,
etc.

87. Le greffier du conseil législatif et le gentilhomme huissier de la verge noire, sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 50 V., c. 8, s. 2.

Nomination
de l'assistant-
greffier.

88. L'assistant-greffier du conseil législatif est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du conseil législatif. 50 V., c. 8, s. 3.

Destitution
des officiers
nommés par le
lieut.-gouv.

89. Les officiers du conseil législatif nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ne peuvent être démis que sur une adresse du conseil législatif. 50 V., c. 8, s. 4.

SECTION III.

DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

§ 1 — *De la représentation.*

90. L'assemblée législative de Québec se compose de soixante cinq députés. A. U., s. 80, et 49-50 V., c. 97, s. 12. Composition de l'assemblée législative.

91. Chacun des districts électoraux des comtés d'Argenteuil, Bagot, Beauce, Beauharnois, Bellechasse, Berthier, Bonaventure, Brome, Chambly, Champlain, Charlevoix, Chateauguay, Compton, Deux-Montagnes, Dorchester, Gaspé, Hochelaga, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Kamouraska, Laprairie, L'Assomption, Laval, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Maskinongé, Mégantic, Missisquoi, Montcalm, Montmagny, Montmorency, Napierville, Nicolet, Ottawa, Pontiac, Portneuf, Québec, Richelieu, Rimouski, Rouville, Shefford, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Témiscouata, Terrebonne, Vaudreuil, Verchères et Yamaska, forme un collège électoral et envoie un député pour le représenter dans l'assemblée législative. S. R. C., c. 2, s. 10, et 49-50 V., c. 97, s. 13. Districts formant un collège électoral.

92. Les districts électoraux unis des comtés de Chicoutimi et Saguenay forment un seul collège électoral ; il en est ainsi des districts électoraux unis des comtés de Drummond et Arthabaska et des districts électoraux unis des comtés de Richmond et Wolfe. Districts unis formant un collège électoral.

Chacun de ces trois collèges électoraux envoie un député pour le représenter dans l'assemblée législative. S. R. C., c. 2, ss. 7 et 10, et 49-50 V., c. 97, s. 14. Députés qui les représentent.

93. Chacun des trois districts électoraux de la cité de Montréal, des trois districts électoraux de la cité de Québec, et des districts électoraux des cités de Sherbrooke et Trois-Rivières, forme un collège électoral et envoie un député pour le représenter dans l'assemblée législative. S. R. C., c. 2, s. 10 ; 23 V., c. 1, ss. 1, 2, 4, et 49-50 V., c. 97, s. 15. Cités formant des collèges électoraux.

§ 2. — *De l'éligibilité.*

94. Un député à l'assemblée législative doit être âgé de vingt-un ans, du sexe masculin, sujet de Sa Majesté par naissance ou naturalisation et exempt de toute incapacité légale. 45 V., c. 7, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 16. Voir art. 287 des présents stat. ref. Cens d'éligibilité des députés.

§ 3.—*De l'incompatibilité.*

Conseillers législatifs, incapables d'être députés.

95. Nul conseiller législatif n'est éligible comme député à l'assemblée législative, ni ne peut y siéger ou voter en cette qualité. 32 V., c. 3, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 17.

Membres du sénat, etc., incapables d'être députés.

96. Nul membre du sénat ou de la chambre des communes du Canada, n'est éligible comme député à l'assemblée législative, ni ne peut y siéger ou voter en cette qualité. 37 V., c. 4, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 18.

Député, candidat aux communes, etc., incapable de siéger au local.

97. Un député à l'assemblée législative, qui consent à se porter candidat à une élection pour la chambre des communes, ou accepte la charge de sénateur, rend son siège vacant, cesse d'être député et ne peut siéger ou voter en cette qualité. 37 V., c. 4, s. 2, et 49-50 V., c. 97, s. 19.

Amende pour infraction aux articles 96 ou 97.

Recouvrement d'icelle.

98. Quiconque commet une infraction aux dispositions des articles 96 ou 97, encourt une amende de mille piastres pour chaque jour qu'il siége ou vote.

Cette somme peut être recouvrée par celui qui en fait la poursuite devant tout tribunal compétent. 37 V., c. 4, s. 3, et 49-50 V., c. 97, s. 20.

§ 4.—*De l'inhabilité.*

Personnes trouvées coupables de manœuvres frauduleuses dans une élection, inéligibles.

Proviso.

99. Quiconque a été trouvé coupable de manœuvres frauduleuses, par un tribunal chargé de connaître des pétitions d'élection, est inéligible comme député à l'assemblée législative, et ne peut y siéger ou voter durant les sept années qui suivent la décision du tribunal; mais si les témoins, sur le témoignage desquels une personne a été ainsi rendue inhabile, ou quelqu'un d'eux, sont convaincus de parjure au sujet de leur témoignage, le tribunal, devant lequel la conviction de parjure a eu lieu, peut relever cette personne de son inhabilité. 38 V., c. 7, ss. 267, 270 et 271; 49-50 V., c. 97, s. 21, et 50 V., c. 10, s. 1.

§ 5.—*De la démission des députés.*

Résignation d'un député, de son siège.

100. Un député peut verbalement résigner son siège de sa place, dans l'assemblée législative. 32 V., c. 3, s. 8, et 49-50 V., c. 97, s. 23.

Mention qui en est faite par le greffier et mandat pour bref d'élection.

101. Le greffier doit faire mention de sa résignation dans les journaux de la chambre, et l'orateur, sous son seing, adresse son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un nou-

veau député, en remplacement du résignataire ; et un bref est émis en conséquence. 32 V., c. 3, s. 8, et 49-50 V., c. 97, s. 23.

102. Un député peut encore, durant une session, ou dans l'intervalle entre deux sessions, adresser et faire délivrer à l'orateur une déclaration de résignation par un écrit sous son seing, en présence de deux témoins.

Résignation d'un député par déclaration à l'orateur.

Sur la délivrance de cette déclaration, l'orateur, sous son seing, adresse son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un nouveau député, en remplacement du résignataire ; et un bref est émis en conséquence.

Mandat en conséquence pour bref d'élection.

Une entrée de cette déclaration est ensuite faite dans les journaux de la chambre. 32 V., c. 3, s. 9, et 49-50 V., c. 97, s. 24.

Entrée de la déclaration.

103. Si un député désire résigner son siège dans l'intervalle entre deux sessions et qu'il n'y ait pas alors d'orateur, ou que l'orateur soit absent de la province, ou si ce député est lui-même l'orateur, il peut adresser et faire remettre à deux députés une déclaration semblable.

Résignation d'un député en l'absence de l'orateur, entre deux sessions.

Sur la remise de cette déclaration, ces deux députés peuvent adresser, sous leurs seings, leur mandat au greffier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un nouveau député, en remplacement du résignataire ; et un bref est émis en conséquence.

Mandat pour bref d'élection dans ce cas.

Une entrée de cette déclaration est ensuite faite dans les journaux de la chambre. 32 V., c. 3, s. 10, et 49-50 V., c. 97, s. 25.

Entrée de la déclaration.

104. En adoptant un des procédés ci-dessus, un député rend son siège vacant, et cesse d'être député à l'assemblée législative. 32 V., c. 3, s. 11, et 49-50 V., c. 97, s. 26.

Effet des procédés ci-dessus.

105. Un député ne peut résigner son siège lorsque son élection est légalement contestée, ni avant l'expiration du temps durant lequel elle peut, en vertu de la loi, être contestée, sur d'autres motifs que ceux de corruption. 32 V., c. 3, s. 12, et 49-50 V., c. 97, s. 27.

Résignation, non valable si l'élection du député est contestée.

§ 6.—*Des vacances dans l'assemblée.*

106. S'il survient une vacance, dans l'assemblée législative, par le décès d'un député, ou parce qu'il a accepté une charge, une commission ou un emploi, ou qu'il est intéressé dans un contrat public, ou qu'il s'est porté candidat à une élection pour la chambre des communes du Canada, ou a accepté la charge de sénateur ou de conseiller législatif, l'orateur, étant informé de cette vacance par un dé-

Mandat pour bref d'élection dans le cas de décès d'un député, etc.

puté parlant de son siège, ou par avis par écrit sous les seings de deux députés, adresse son mandat au greffier de la couronne en chancellerie, afin qu'il émette un bref pour l'élection d'un député à l'effet de remplir cette vacance ; et un bref est émis en conséquence. 32 V., c. 3, s. 13, et 49-50 V., c. 97, s. 28.

Mandat par deux députés s'il n'y a pas d'orateur, etc.

107. Si, lors de la survenance de telle vacance, ou si, en tout temps ensuite avant l'émission du mandat, il n'y a pas d'orateur de la chambre, ou si l'orateur de la chambre est absent de la province, ou si le député dont le siège devient vacant est l'orateur lui-même, deux députés adressent, sous leurs seings, leur mandat au greffier de la couronne en chancellerie, pour qu'il émette ce bref ; et un bref est émis en conséquence. 32 V., c. 3, s. 14, et 49-50 V., c. 97, s. 29.

Nouvelle élection n'empêche pas de contester la précédente.

108. Si cette vacance a lieu subséquemment à une élection générale, et avant la première réunion de la nouvelle législature, l'élection qui doit se faire en vertu de tel bref, n'affecte pas les droits d'une personne qui peut avoir raison de contester l'élection précédente ; et le rapport du tribunal chargé de juger cette élection précédente, s'il est en faveur d'un candidat autre que la personne déclarée élue, rend nulle l'élection subséquente, et donne droit au candidat ainsi déclaré régulièrement élu à l'élection subséquente, de prendre son siège comme si l'élection subséquente n'avait pas eu lieu. 32 V., c. 3, s. 15 ; 38 V., c. 8, s. 8, et 49-50 V., c. 97, s. 30.

Effet du rapport sur l'élection.

§ 7.—*Du quorum de l'assemblée.*

Quorum de l'assemblée législative.

109. La présence de quinze députés à l'assemblée législative est suffisante pour constituer une assemblée de la chambre dans l'exercice de ses pouvoirs,—à cet effet l'orateur est compté comme un député. A. U., ss. 87, 88, 92 et 51-52 V., c. 4, s. 1.

§ 8.—*De la durée de l'assemblée.*

Durée de chaque assemblée.

110. La durée de chaque assemblée législative est de cinq années, à compter du jour du rapport des brefs pour l'élection générale des députés ; mais le lieutenant-gouverneur a toujours droit de la dissoudre plus tôt, s'il le juge à propos. 44-45 V., c. 7, ss. 1 et 2, et 49-50 V., c. 97, s. 31.

Proviso.

§ 9.—*De la législation financière.*

Bills qui doivent originer à l'assemblée.

111. Ainsi que le prescrit " l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," tout bill pour l'affectation de deniers publics, ou pour l'imposition de taxes ou la création d'impôts, doit originer dans l'assemblée législative. A. U., ss. 53 et 90, et 49-50 V., c. 97, s. 32.

112. Ainsi que le prescrit "l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867," l'assemblée législative n'adopte ni ne passe de vote, résolution, adresse ou bill, pour l'affectation de deniers formant partie du fonds consolidé du revenu, ou pour l'affectation de taxes ou impôts, à des objets qui n'ont pas été d'abord recommandés par un message du lieutenant-gouverneur durant la session où ces vote, résolution, adresse ou bill sont proposés. A. U. ss. 59 et 90, 31 V., c. 9, s. 5, et 49-50 V., c. 97, s. 33.

Message du
lieut.-gouver-
neur, exigible
dans certains
cas.

§ 10.—*De l'orateur de l'assemblée.*

113. Si l'orateur de l'assemblée législative quitte le fauteuil durant une séance, il doit appeler un député au fauteuil comme président temporaire, pour agir comme orateur durant le reste du jour, à moins qu'il ne reprenne lui-même le fauteuil avant la fin de la séance. 31 V., c. 4, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 34.

Président
temporaire de
l'assemblée
dans certains
cas.

2. Si, par maladie ou autrement, l'orateur ne peut être présent à l'ouverture d'une séance, l'assemblée législative, étant informée de ce fait par le greffier, nomme un député comme président temporaire, pour le remplacer durant son absence de cette séance. 49-50 V., c. 97, s. 35.

Président
temporaire en
cas de maladie
de l'orateur,
etc.

3. En tout temps, durant une session de la législature, si, pour une raison quelconque, l'orateur de l'assemblée législative, ne peut présider,—la chambre, sur information du fait par le greffier, de son siège, à la table, peut élire un de ses membres pour agir comme orateur suppléant, durant l'absence de l'orateur.

Nomination
d'un orateur
suppléant
dans certains
cas.

Cet orateur suppléant remplit les devoirs et exerce l'autorité de l'orateur relativement à toutes les procédures de la chambre.

Ses devoirs et
son autorité.

Toutes les délibérations ou procédures prises et toutes les choses faites par la chambre, dans l'exercice de ses pouvoirs et de son autorité, sont aussi valables et efficaces que si l'orateur eût lui-même présidé.

Validité des
délibérations
de l'orateur
suppléant.

Tous les actes faits, les documents, ordres ou mandats décernés, signés ou promulgués par l'orateur suppléant, au sujet des délibérations ou procédures de la chambre, qui auraient pu l'être par l'orateur lui-même, ont le même effet et la même validité. 51-52 V., c. 5, s. 1.

Validité des
actes, etc.,
faits et signés
par lui.

§ 11.—*De l'économie intérieure de l'assemblée.*

114. L'orateur de l'assemblée législative et trois membres du conseil exécutif étant députés, choisis par le lieutenant-gouverneur et dont les noms, qualités officielles et nomination, sont communiqués à l'assemblée par message du lieutenant-gouverneur dans la première semaine de chaque session, sont nommés et constitués commissaires aux fins de mettre les dispositions du présent paragraphe à exécution.

Commission
interne de
l'assemblée.

Quorum de la commission. Trois de ces commissaires, dont l'un doit être l'orateur, forment un quorum. 39 V., c. 12, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 36.

Etat annuel que doit préparer le greffier de l'assemblée. **115.** Le greffier de l'assemblée législative doit préparer, annuellement, un état estimatif des sommes que la législature sera probablement appelée à pourvoir pour le paiement de l'indemnité et des frais de route des députés, du traitement de l'orateur, et des salaires, allocations et dépenses contingentes de la chambre et des différents officiers et employés sous le contrôle du greffier, ainsi que de la papeterie de la chambre, pour l'exercice commençant le premier juillet suivant.

Etat par le sergent-d'armes. Le sergent-d'armes de l'assemblée législative doit aussi préparer, annuellement, un état estimatif des sommes que la législature sera probablement appelée à pourvoir pour le paiement des salaires et allocations des messagers, portiers et serviteurs de la chambre sous son contrôle, ainsi que des dépenses à encourir sous son autorité, pour l'exercice commençant le premier juillet suivant.

Approbation de ces états. Ces états estimatifs sont soumis à l'approbation de l'orateur, et peuvent être modifiés et approuvés selon que ce dernier le juge à propos.

Etat estimatif par l'orateur. L'orateur doit préparer un état estimatif des sommes nécessaires pour les différents services ci-haut énumérés et y apposer sa signature.

Transmission au trésorier de ces états par l'orateur. Ces différents états estimatifs, du greffier, du sergent-d'armes et de l'orateur sont, par ce dernier, transmis au trésorier pour son approbation, et doivent être mis séparément devant l'assemblée législative, avec le budget pour l'année. 39 V., c. 12, s. 2, et 49-50 V., c. 97, s. 37.

Sommes votées sur ces états, placées au crédit de la commission. **116.** Les sommes d'argent votées par la législature sur ces états estimatifs, ou payables aux députés pour leur indemnité et frais de route, ainsi qu'à l'orateur pour son traitement, sont remises et confiées au trésorier et placées à la disposition des commissaires ou de trois d'entre eux, dont l'un est l'orateur, et sont payées ou transférées à eux ou à leur ordre en tels montants qu'ils jugent nécessaires. 39 V., c. 12, s. 4, et 49-50 V., c. 97, s. 38.

Mode de paiement de telles sommes. **117.** Les sommes énumérées dans l'article précédent sont payées conformément aux ordres émis par les commissaires.

Comptable de l'assemblée. L'orateur nomme, dans ce but, un comptable de l'assemblée législative, et exige de lui qu'il donne en garantie de l'accomplissement fidèle de ses devoirs, un cautionnement pour le montant que les commissaires jugent convenable. 39 V., c. 12, s. 5, et 49-50 V., c. 97, s. 39.

118. Un compte est ouvert dans une des banques du Canada, au nom du comptable, et les commissaires paient ou transfèrent les sommes qu'ils croient nécessaires à cette fin, au crédit du comptable, au moyen d'un ordre signé par l'orateur et deux autres des commissaires.

Compte ouvert dans une banque au crédit du comptable.

Survenant le décès ou la démission du comptable, les sommes portées à son crédit dans ce compte sont immédiatement remises par la banque aux commissaires. 39 V., c. 12, s. 5, et 49-50 V., c. 97, s. 40.

Cas de décès du comptable

119. Dans le cas où les sommes votées par la législature seraient, pour un exercice, plus que suffisantes pour payer et acquitter les charges auxquelles elles doivent faire face, les commissaires sont tenus, à la fin de cet exercice, de remettre le surplus au trésorier, pour faire partie du fond consolidé du revenu. 39 V., c. 12, s. 7, et 49-50 V., c. 97, s. 41.

Remise au fonds consolidé de la balance s'il y a

120. Pour les fins du présent paragraphe, la personne qui remplit la charge d'orateur, lors de la dissolution de l'assemblée législative, est considérée comme orateur jusqu'à ce qu'un orateur ait été nommé par la nouvelle assemblée. 39 V., c. 12, s. 8, et 49-50 V., c. 97, s. 42

Pouvoirs de l'orateur après la dissolution de l'assemblée.

121. Dans le cas où l'orateur décède, devient inhabile à remplir ses fonctions, ou s'absente de la province pendant la dissolution ou la prorogation de la législature, les trois autres commissaires peuvent donner suite aux dispositions du présent paragraphe. 39 V., c. 12, s. 8 ; 43-44 V., c. 20, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 43.

Pouvoirs des commissaires en cas de décès, etc., de l'orateur après la dissolution.

§ 11.—*Des employés de l'assemblée.*

122. Si une plainte ou remontrance est faite à l'orateur, au sujet de l'inconduite ou de l'incompétence d'un officier, employé, messenger, portier ou serviteur de l'assemblée législative, l'orateur peut faire faire une enquête sur la conduite ou les aptitudes de cette personne.

Enquêtes par l'orateur sur plaintes contre un officier.

Si, à la suite de cette enquête, l'orateur est convaincu que cette personne s'est rendue coupable d'inconduite ou qu'elle est inhabile à remplir sa charge, il peut, si elle a été nommée par la couronne, la suspendre de ses fonctions et faire rapport de cette suspension au lieutenant-gouverneur ; mais si elle n'a pas été nommée par la couronne, l'orateur peut la suspendre ou la démettre, selon le cas. 39 V., c. 12, s. 9, et 49-50 V., c. 97, s. 44.

Suspension de cet officier.

123. Avant d'entrer en exercice, le greffier de l'assemblée législative doit prêter et souscrire le serment d'allégeance devant l'orateur, et tous les autres officiers, employés, messagers et portiers de l'assemblée, doivent le prêter devant le greffier.

Serment d'allégeance par les officiers.

Registre de
ces serments.

Le greffier doit garder un registre de ces serments. 39 V., c. 12, s. 10, et 49-50 V., c. 97, s. 45.

SECTION IV.

DES DEUX CHAMBRES.

§ 1.—*Des immunités et privilèges des deux chambres.*

Pouvoir des
chambres
d'obliger les
personnes à
comparaître.

124. Sauf les privilèges de l'autre chambre, chacune des chambres de la législature peut ordonner et rendre obligatoire, devant elle ou devant chacun de ses comités, la comparution de toute personne ou la production de toute pièce qu'elle juge nécessaire pour ses actes ou délibérations. 33 V., c. 5, s. 2, et 49-50 V., c. 97, s. 46.

Protection de
ceux qui
agissent en
vertu de l'au-
torité des
chambres.

125. Nulle personne ne peut être responsable en dommages, ou en tout autre recours, à raison d'actes accomplis sous l'autorité de l'une ou de l'autre chambre, dans la mesure de ses pouvoirs, ou en vertu d'un mandat émis sous cette autorité. 33 V., c. 5, s. 3, et 49-50 V., c. 97, s. 47.

Assistance en
vertu des
mandats émis
sous leur
autorité.

126. Les mandats émis sous l'autorité de l'une ou de l'autre chambre peuvent commander l'aide et l'assistance de tout shérif ou constable, ou de toute autre personne : et le refus ou le défaut de donner tels aide et assistance lorsque requis, constitue une violation des dispositions du présent paragraphe. 33 V., c. 5, s. 3, et 49-50 V., c. 97, s. 48.

Infraction au
présent para-
graphe.

Injures, etc.

127. Les actes suivants sont défendus et considérés comme infraction aux dispositions du présent paragraphe :

1. Commettre des voies de fait sur la personne d'un conseiller législatif ou d'un député, ou proférer des injures ou publier des écrits diffamatoires à son adresse, pendant la session, ou pendant les vingt jours qui précèdent et les vingt jours qui suivent chaque session ;

Intimida-
tions, etc.

2. Molester, menacer ou tenter de violenter ou d'intimider un conseiller législatif ou un député ;

Corruptions,
etc.

3. Chercher à corrompre un conseiller législatif ou un député, en lui offrant des présents, ou l'acceptation par l'un d'eux, de présents ainsi offerts ;

Molestation
des officiers.

4. Commettre des voies de fait sur la personne des officiers de l'une ou de l'autre chambre, et apporter des empêchements à l'accomplissement de leurs devoirs ;

Subornation
des témoins.

5. Suborner ou tenter de suborner des témoins au sujet du témoignage qu'ils doivent donner devant l'une ou l'autre chambre, ou devant tout comité de l'une ou de l'autre chambre ;

Falsification
de documents.

6. Présenter à l'une ou à l'autre chambre, ou à l'un des comités d'icelles, quelque document faux ou falsifié, dans le dessein de tromper la chambre ou le comité ;

7. Le fait de fabriquer, de falsifier ou d'altérer illégalement les archives de l'une ou de l'autre chambre, ou de l'un des comités d'icelles, ou les documents ou pétitions présentés ou produits devant la chambre ou le comité ou qui doivent l'être, ou le fait d'apposer ou de souscrire le nom d'une personne sur ces documents ou pétitions, dans le dessein de tromper ou d'induire en erreur. 33 V., c. 5, s. 4, et 49-50 V., c. 97, s. 49.

Falsification d'archives, etc.

128. Nul conseiller législatif ou député n'est sujet à une action, à une arrestation ou à un emprisonnement, ou à des dommages et intérêts, à raison d'une matière ou chose par lui présentée par pétition, bill, résolution, proposition ou autrement, devant la chambre, ou à raison de paroles par lui prononcées devant cette chambre.

Liberté de parole des conseillers et députés.

Le fait d'intenter une telle action, de procurer ou opérer une telle arrestation ou un tel emprisonnement et d'adjuger des dommages et intérêts, est considéré comme une violation des dispositions du présent paragraphe. 33 V., c. 5, s. 5, et 49-50 V., c. 97, s. 50.

Effet de la poursuite ou de l'arrestation.

129. Excepté pour une infraction aux dispositions du présent paragraphe, nul conseiller législatif ou député, ne peut être arrêté, détenu ou molesté à raison de dette ou cause quelconque d'une nature civile, pendant la durée des sessions, ni pendant les vingt jours qui précèdent ou les vingt jours qui suivent.

Exemption d'arrestation durant les sessions.

Toute telle arrestation, détention ou molestation, constitue une violation des dispositions du présent paragraphe. 33 V., c. 5, s. 6, et 49-50 V., c. 97, s. 51.

Effet de telle arrestation.

130. Durant les périodes de temps mentionnées dans l'article précédent, tout conseiller législatif et député, et tout officier et employé de l'une ou de l'autre chambre, et tout témoin assigné à comparaître devant ces chambres ou un comité d'icelles, sont exempts de servir ou d'assister comme jurés devant aucun tribunal en cette province, ou comme témoins dans les matières civiles. 33 V., c. 5, s. 7, et 49-50 V., c. 97, s. 52.

Exemption des membres et officiers de servir comme jurés, etc.

131. Quiconque commet une infraction aux dispositions du présent paragraphe, devient passible d'un emprisonnement pour telle période de la session alors tenante, qui est déterminée par la chambre qui s'est enquis de cette infraction. 33 V., c. 5, s. 8, et 49-50 V., c. 97, s. 53.

Punition pour infraction à ce paragraphe.

132. Toutes les infractions aux dispositions du présent paragraphe peuvent être l'objet d'une recherche sommaire de la part de la chambre contre laquelle elles ont été commises, de la manière et en la forme que la chambre juge à propos.

Enquêtes au sujet de ces infractions et leur punition.

Juridiction de la chambre dans ce cas.

Pour les fins du présent paragraphe, chacune des chambres est investie de tous les pouvoirs et de toute la juridiction nécessaires pour examiner, juger et prononcer sentence sur ces infractions, et pour infliger et faire exécuter la peine prescrite par le présent paragraphe pour telles infractions. 33 V., c. 5, s. 9, et 49-50 V., c. 97, s. 54.

Protection de ceux qui publient des documents des deux chambres.

133. Dans le cas où il est intenté une action civile à raison ou en conséquence de la publication de quelque exemplaire d'un rapport, d'un document, ou d'un procès-verbal des votes ou délibérations de l'une ou de l'autre chambre, le défendeur peut, en tout état de cause, produire devant le tribunal ou le juge, ce rapport, ce document, ou ce procès-verbal des votes ou délibérations, ainsi que tel exemplaire, accompagné d'un affidavit constatant l'identité du rapport, du document, ou du procès-verbal des votes ou délibérations et attestant la fidélité de l'exemplaire.

Devoirs du tribunal dans le cas d'actions à ce sujet.

Sur cette production, le tribunal ou le juge doit suspendre immédiatement les procédures civiles instituées, et le bref ou l'ordre émis ainsi que toutes les procédures dans la cause deviennent de nul effet et doivent être rejetés. 33 V., c. 5, s. 10, et 49-50 V., c. 97, s. 55.

Protection de ceux qui publient des extraits de ces documents.

134. Il est permis, dans toute action civile intentée à raison de l'impression de quelque extrait ou résumé de tels rapport, document, ou procès-verbal des votes ou délibérations, de les produire, à l'appui de la dénégation générale, et de démontrer que l'extrait ou le résumé en a été publié de bonne foi et sans malice ; si le tribunal ou le jury, selon le cas, est de cet avis, un jugement doit être prononcé ou un verdict doit être rendu en faveur du défendeur. 33 V., c. 5, s. 11, et 49-50 V., c. 97, s. 56.

Authenticité des copies des journaux des chambres.

135. Dans toute telle action, un exemplaire des journaux de l'une ou de l'autre chambre, imprimé ou paraissant être imprimé par son ordre, doit être admis comme preuve de ces journaux par tout tribunal, juge, magistrat et autre, sans qu'il soit nécessaire d'apporter d'autre preuve pour attester qu'ils ont été ainsi imprimés. 33 V., c. 5, s. 12, et 49-50 V., c. 97, s. 57.

§ 2.—De l'indépendance de la législature

Incapacité des personnes qui occupent une charge lucrative de la province d'être conseillers ou députés.

136. Sauf les dispositions spéciales ci-après, nul, acceptant ou occupant une charge, une commission ou un emploi, d'une nature permanente ou temporaire, en vertu d'une nomination de la couronne ou du lieutenant-gouverneur, auquel un traitement annuel, ou des honoraires,

allocations, émoluments ou profits d'un genre quelconque venant de la province, sont attachés, ne peut être nommé conseiller législatif, ni n'est éligible comme député, et ne peut siéger ou voter en l'une ou en l'autre qualité, tant qu'il occupe cette charge, cette commission ou cet emploi. 36 V., c. 4, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 58.

137. Rien dans l'article précédent ne rend, cependant, à raison du traitement, des honoraires ou des émoluments reçus en cette qualité, le président du conseil exécutif, le procureur général, le secrétaire de la province, le trésorier de la province, le commissaire des terres de la couronne, le commissaire de l'agriculture et de la colonisation et le commissaire des travaux publics, ni aucun autre membre du conseil exécutif, inhabiles à être nommés conseillers législatifs ou à siéger ou à voter en cette qualité, ni ne rend aucun d'eux inéligible comme député à l'assemblée législative ou inhabile à y siéger ou à y voter, s'ils sont élus pendant qu'ils occupent cette charge. 32 V., c. 3, s. 2 ; 45 V., c. 2, s. 2 ; 48 V., c. 6, s. 2 ; 49-50 V., c. 97, s. 59 ; 50 V., c. 7, s. 4, et 51-52 V., c. 8, s. 3.

Exception
quant aux
conseillers
exécutifs et
certains offi-
ciers.

138. Nul, acceptant ou occupant une charge, une commission ou un emploi, en vertu d'une nomination de la couronne, ou du gouverneur général, auquel un traitement annuel, ou des honoraires, allocations, émoluments ou profits d'un genre quelconque, tenant lieu de traitement annuel, venant de la Puissance, sont attachés, ne peut être nommé conseiller législatif, ni n'est éligible comme député à l'assemblée législative, ni ne peut siéger ou voter en l'une ou en l'autre qualité, pendant qu'il occupe cette charge, cette commission ou cet emploi.

Incapacité des
personnes qui
occupent une
charge lucrative
de la
Puissance
d'être conseil-
lers ou députés.

2. Rien dans le présent article ne rend, cependant, inhabiles à siéger ou à voter ainsi au conseil législatif, l'orateur du sénat, ni aucun sénateur, à raison du traitement, des honoraires ou des émoluments reçus en cette qualité, ni aucun membre du conseil privé qui n'est pas inhabile à siéger ou à voter dans la chambre des communes du Canada.

Exception
quant aux
sénateurs, etc

3. Rien non plus, dans le présent article, ne rend inéligibles, ou inhabiles à siéger ou à voter, à raison du salaire, des honoraires ou des émoluments reçus en cette qualité, un officier de milice ou un milicien qui ne reçoit pas de solde permanente comme officier de l'état major de la milice, ni un maître de poste dont l'emploi ne lui rapporte pas annuellement un salaire ou revenu total excédant cent piastres. 32 V., c. 3, s. 3 ; 37 V., c. 4, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 60.

Exception
quant aux
miliciens.

139. Nul, entreprenant, exécutant ou ayant directement ou indirectement, seul ou avec un autre, par lui-même ou par l'intermédiaire d'un préposé ou d'une tierce

Incapacité des
contracteurs
publics de la
province

d'être conseillers ou députés.

Exception quant aux conseillers et députés actionnaires dans certaines compagnies.

Amendes dans les cas des sections 136, 138 ou 139.

Prescription des actions.

Nouvelle action ne peut être portée.

Suspension des procédures dans certains cas.

Procédures après le prononcé du jugement.

Nullité de l'élection d'un député inéligible.

partie, un contrat ou marché avec Sa Majesté, ou avec un officier ou un département public de la province, se rattachant au service public de cette province, ou en vertu duquel des deniers publics de la province doivent être payés pour quelque service, ouvrage, matière ou chose, ne peut être nommé conseiller législatif, ni n'est éligible comme député, ni ne peut siéger ou voter en l'une ou en l'autre qualité.

2. Rien dans le présent article ne rend cependant inéligible, ou inhabile à siéger ou à voter, comme conseiller législatif ou député, une personne qui est actionnaire d'une compagnie constituée en corporation ayant un tel contrat ou marché, à l'exception d'une compagnie qui entreprend l'exécution de travaux publics. 32 V., c. 3, s. 4; 48 V., c. 3, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 61.

140. Quiconque, déclaré inéligible ou inhabile à siéger ou à voter par les articles 136, 138 ou 139, siège ou vote, encourt une amende de mille piastres pour chaque jour qu'il siège ou vote ainsi; cette somme peut être recouvrée par quiconque en fait la poursuite devant un tribunal compétent.

2. Ces poursuites, pour être valables, doivent être instituées dans les douze mois à compter de la date où cette personne a ainsi siégé ou voté contrairement aux dispositions de ce paragraphe.

3. Tant qu'une telle poursuite est pendante, il ne doit être pris aucune autre semblable poursuite contre le même défendeur.

4. Le tribunal devant lequel a été portée une telle autre poursuite contrairement au sens et à l'esprit du présent article doit, sur motion du défendeur, suspendre les procédures en icelle, si la poursuite, en premier lieu mentionnée, est poursuivie effectivement et sans fraude.

5. Lorsqu'une poursuite a été portée, et que jugement a été rendu contre le défendeur, il ne peut être adopté de procédures dans aucune autre semblable poursuite contre la même personne, pour toute semblable offense commise avant que ce jugement lui ait été signifié. 29 V., c. 1, s. 1; 32 V., c. 3, s. 5; 47 V., c. 2, s. 4, et 49-50 V., c. 97, s. 62.

141. Si une personne déclarée inéligible aux termes du présent paragraphe, comme député à l'assemblée législative ou inhabile à y siéger ou à y voter, est néanmoins élue et rapportée comme tel, son élection et ce rapport sont nuls et de nul effet. 32 V., c. 3, s. 5, et 49-50 V., c. 97, s. 63.

142. Si un député devient inhabile, aux termes du présent paragraphe, à siéger ou à voter dans l'assemblée législative, son élection devient nulle et son siège vacant, et un nouveau bref est émis immédiatement pour une nouvelle élection ; mais il peut être réélu, s'il est éligible aux termes de l'article 137. 32 V., c. 3, s. 6, et 49-50 V., c. 97, s. 64.

Vacance du
siège du dé-
puté inéligi-
ble

Proviso.

143. Néanmoins, chaque fois qu'une personne, remplissant la charge de président du conseil exécutif, de procureur général, de secrétaire de la province, de trésorier de la province, de commissaire des terres de la couronne, de commissaire de l'agriculture et de la colonisation, ou de commissaire des travaux publics, résigne sa charge, et que, dans un mois après sa résignation elle accepte quelque'une de ces charges, elle ne rend pas par là son siège vacant dans l'assemblée législative. 32 V., c. 3, s. 7 ; 45 V., c. 2, s. 2 ; 48 V., c. 6, s. 2 ; 49-50 V., c. 97, s. 65 ; 50 V., c. 7, s. 4, et 51-52 V., c. 8, ss. 1 et 3.

Effet de la dé-
mission d'un
fonctionnaire
de l'exécutif
acceptant
charge dans
un certain dé-
lai.

144. Lorsqu'un conseiller législatif devient inhabile, aux termes de ce paragraphe, les lettres patentes, en vertu desquelles il a été nommé, deviennent nulles, et une autre personne doit être appelée à sa place au conseil législatif.

Nullité des
lettres pa-
tentés d'un
conseiller de-
venu inhabile.

Toute personne ainsi inhabile, qui siéger ou vote au conseil législatif, que les lettres patentes le nommant au dit conseil aient été annulées ou non, encourt toutes les pénalités mentionnées en ce paragraphe. 32 V., c. 3, s. 16, et 49-50 V., c. 97, s. 66.

Pénalités
contre lui s'il
siège.

§ 3.—De l'assermentation des témoins.

145. Tout comité du conseil législatif ou de l'assemblée législative, siégeant dans l'exercice de ses fonctions, peut examiner les témoins sous serment, sur toute matière ayant rapport à l'affaire dont il s'occupe.

Examen des
témoins par
les comités
spéciaux des
chambres.

A cet effet le président, ou tout membre du comité, peut administrer le serment au témoin, d'après la formule suivante :

Serment.

FORMULE DE SERMENT.

“ Le témoignage que vous rendrez au comité, touchant,
“(mentionner ici l'affaire dont le comité s'occupe,) sera la vérité,
“ toute la vérité, et rien que la vérité : Ainsi, que Dieu vous
“ soit en aide. ” 32 V., c. 6, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 67.

§ 4.—Du traitement des orateurs.

146. L'orateur du conseil législatif reçoit un traitement annuel de deux mille piastres, sans préjudice de

Traitement de
l'orateur du
conseil.

l'indemnité législative. 45 V., c. 3, s. 6, et 49-50 V., c. 97 s. 68.

Traitement de l'orateur de l'assemblée.

147. L'orateur de l'assemblée législative reçoit un traitement annuel de deux mille piastres, sans préjudice de l'indemnité législative. 41-42 V., c. 2, s. 2, et 49-50 V., c. 97, s. 69.

§ 5.—*De l'indemnité législative.*

Indemnité des conseillers législatifs et députés.

148. Dans chaque session de la législature, il est alloué à chaque conseiller législatif et à chaque député, présent à telle session, six piastres pour chaque jour qu'il est présent, si la session ne s'étend pas au-delà de trente jours ; et si la session s'étend au-delà de trente jours, il est payé à chaque conseiller législatif et à chaque député, présent, une indemnité de huit cents piastres par session. 48 V., c. 4, s. 1 ; 49-50 V., c. 97, s. 70, et 51-52 V., c. 6, s. 1.

Déduction pour défaut d'assister aux séances.

149. Une déduction à raison de cinq piastre par jour est faite sur cette indemnité pour chaque jour qu'un conseiller législatif ou un député n'assiste pas à la séance de la chambre à laquelle il appartient, ou à la séance d'un de ses comités, pourvu que la chambre siège ce jour-là ; mais chaque jour, après le premier jour auquel ce conseiller législatif ou ce député est présent, qu'il n'y a point de séance de la chambre, ou qu'il n'a pu, pour cause de maladie, assister à la séance, et durant lequel il est à la capitale, est compté comme un jour pendant lequel il a été présent à cette session. 33 V., c. 4, s. 2, et 49-50 V., c. 97, s. 71.

Proviso.

150. Nul conseiller législatif ou député n'a droit à cette indemnité, s'il n'a été présent au moins trente et un jours, calculés comme susdit ; mais son indemnité pour tout nombre de jours moindre est de six piastres pour chaque jour qu'il est présent. 33 V., c. 4, s. 3, et 49-50 V., c. 97, s. 72.

Nombre de présences pour avoir droit à l'indemnité.

Époque du paiement de l'indemnité.

151. L'indemnité peut être payée, de temps à autre, selon que le conseiller législatif ou le député y a droit, jusqu'à concurrence de quatre piastres pour chaque jour qu'il a été présent ; le reste est retenu jusqu'à la fin de la session, et alors le paiement final en est effectué, 33 V., c. 4, s. 4 ; 39 V., c. 12, s. 12, et 49-50 V., c. 97, s. 73.

Indemnité s'il n'y a présence que pendant une partie de la session.

152. Si une personne n'est conseiller législatif ou député que pendant une partie de la session, elle a, dans ce cas, pourvu qu'elle l'ait été pendant plus de trente

jours durant cette session, droit à l'indemnité, sauf la déduction pour n'avoir pas été présente, et en outre, une déduction de six piastres pour chaque jour de la session qui s'est écoulé avant qu'elle soit devenue conseiller législatif ou député, ou après qu'elle a cessée de l'être; mais si elle ne l'est que pendant trente jours seulement ou moins, elle n'a droit qu'à six piastres pour chaque jour. 33 V., c. 4, s. 5, et 49-50 V., c. 97, s. 74.

153. Il est aussi alloué à chaque conseiller législatif et à chaque député, dix centins pour chaque mille de distance entre le lieu de sa résidence et la capitale, la distance devant être calculée, pour l'aller et le retour, en prenant pour base la route postale la plus courte, et être déterminée et certifiée par l'orateur du conseil législatif ou de l'assemblée législative, suivant le cas. 33 V., c. 4, s. 6, et 49-50 V., c. 97, s. 75.

Allouances
pour frais de
voyage.

154. Sur une déclaration solennelle faite et signée par le conseiller législatif ou le député, devant le greffier du conseil législatif ou le comptable de l'assemblée législative, suivant le cas, indiquant le nombre de jours pendant lesquels il a été présent et le nombre de milles de distance qui lui donnent droit à son indemnité, et le montant de cette indemnité, déduction faite du nombre de jours, s'il y en a, qui doivent être déduits, la somme qui lui est due, à la fin de chaque session, lui est payée par le greffier ou le comptable.

Déclaration
préalable au
paiement de
l'indemnité.

La déclaration peut être faite d'après la formule suivante et a le même effet qu'un affidavit dans la même forme.

Formule de la
déclaration.

Elle doit rester entre les mains du greffier ou du comptable, suivant le cas, pour être conservée. 33 V., c. 4, s. 7; 39 V., c. 12, s. 12, et 49-50 V., c. 97, s. 76.

Son dépôt.

FORMULE DE DÉCLARATION.

" Je, A. B., un des conseillers législatifs, (ou un des députés à l'assemblée législative,) déclare solennellement que
" je réside à dans à une distance de
" milles de la cité de Québec, calculée sur la route
" postale la plus courte telle que déterminée par l'orateur
" de cette chambre ;

" Que le premier jour de la session de la législature de
" Québec qui a commencé le jour de mil huit
" cent pendant lequel je fus présent dans la cité de
" Québec, étant le jour de mil huit cent ;

" Que ce jour et à chaque jour de la session après ce jour
" où il y a eu séance de la chambre, j'ai été présent à cette
" séance, ou à la séance d'un comité de la chambre, * excepté

“seulement..... * * pendant lesquels je n'ai pas pu
 “assister aux séances à cause de maladie, bien que présent
 “dans la cité de Québec. * * *

(Signature)

A. B.

“Déclaré devant moi à Québec, ce.....jour de.....
 mil huit cent.....

(Signature)

C. D.,

.. Greffier du conseil législatif.

(ou)

.. Comptable de l'assemblée législative.

Si la personne
 qui déclare a
 assisté à cha-
 que séance.

Si le conseiller législatif ou le député a assisté à la
 séance de la chambre ou d'un comité à chaque jour de
 séance après le premier jour qu'il a ainsi assisté, les mots
 depuis * à * * * sont omis ; et si son absence n'a pas
 été causée par maladie, les mots depuis * * à * * *
 sont omis.

Si elle devient
 conseiller, dé-
 puté ou cesse
 de l'être.

Si la personne faisant la déclaration est devenue conseil-
 ler législatif ou député, ou a cessé de l'être depuis le com-
 mencement de la session, la formule est changée de
 manière à constater exactement les faits sur lesquels la
 somme qui lui est due doit être calculée. 33 V., c. 4, s. 7.
 édule, et 49-50 V., c. 97, s. 76. édule.

Sommes affectées pour
 payer l'in-
 demnité.

155. Il est accordé à Sa Majesté, à même les deniers
 non appropriés formant partie du fonds consolidé du
 revenu, une somme suffisante pour mettre Sa Majesté en
 état d'avancer au greffier du conseil législatif et de remet-
 tre au trésorier de la province, respectivement, les sommes
 requises pour payer l'estimation du montant auquel doit
 s'élever cette indemnité. 33 V., c. 4, s. 8 ; 39 V., c. 12,
 s. 12, et 49-50 V., c. 97, s. 77.

Comptabilité
 du greffier et
 du comptable
 pour les
 sommes qu'ils
 ont reçues.

156. Le greffier du conseil législatif et le comptable de
 l'assemblée législative, doivent rendre compte des deniers
 qu'ils reçoivent en vertu du présent paragraphe, ainsi que
 du paragraphe quatrième de cette section, de la même ma-
 nière qu'ils sont tenus de rendre compte des dépenses
 contingentes du conseil législatif et de l'assemblée législa-
 tive : ils peuvent respectivement en employer le surplus
 au paiement des dépenses contingentes, et combler tout
 déficit dans le montant estimé, à même les deniers publics
 placés entre leurs mains, respectivement, applicables aux
 paiement de ces dépenses contingentes. 33 V., c. 4, s. 9 ;
 39 V., c. 12, s. 12, et 49-50 V., c. 97, s. 78.

Emploi du
 surplus.

§ 6.—*Des impressions.*

157. Il doit être préparé annuellement, par un officier agissant à cette fin sous l'autorité du conseil législatif et de l'assemblée législative, un état estimatif des sommes que la législature sera appelée à voter, pour le service d'impressions de l'exercice commençant le premier de juillet suivant, lequel état est transmis au trésorier de la province pour son approbation, et est mis devant la législature avec le budget de l'année. 39 V., c. 12, s. 3, et 49-50 V., c. 97, s. 79.

Etat estim.
des sommes à
voter pour im-
pressions.

158. Les sommes votées par la législature pour les impressions législatives sont versées entre les mains du trésorier de la province et employées par lui à défrayer ce service.

Dépôt de ces
sommes.

Un compte est ouvert pour ce service dans l'une des banques du Canada, sous le nom que prescrivent le conseil législatif et l'assemblée législative, et les sommes jugées nécessaires sont payées ou transférées, au nom de la personne choisie à cette fin, au fur et à mesure du progrès de l'ouvrage ; il en est rendu compte dans le bilan annuel des comptes d'impressions. 39 V., c. 12, s. 6, et 49-50 V., c. 97, s. 80.

Compte ou-
vert dans une
banque à cet
effet.

SECTION V.

DE LA BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE.

159. Les livres, peintures à l'huile, statues, cartes et autres articles qui sont en la possession collective du conseil législatif et de l'assemblée législative, appartiennent à Sa Majesté pour l'usage des deux chambres de la législature, et sont conservés dans des appartements convenables des édifices législatifs spécialement affectés à cet objet. 47 V., c. 4, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 81.

Propriété des
livres, etc., de
la biblio-
thèque.

160. La direction et le contrôle de la bibliothèque de la législature, ainsi que des officiers et employés y attachés, sont confiés à l'orateur du conseil législatif et à l'orateur de l'assemblée législative, lesquels sont assistés, pendant chaque session, par un comité collectif des deux chambres. 47 V., c. 4, s. 2, et 49-50 V., c. 97, s. 82.

Direction et
contrôle de la
bibliothèque.

161. Les orateurs des chambres, assistés par le comité collectif, ont le pouvoir de décerner et établir, pour la gouverne de la bibliothèque et l'application régulière des sommes d'argent votées par la législature pour l'achat de livres, peintures à l'huile, statues, cartes et autres articles, les règlements qu'ils jugent à propos, lesquels sont sujets à l'approbation des deux chambres. 47 V., c. 4, s. 3, et 49-50 V., c. 97, s. 83.

Pouvoirs des
deux orateurs
à ce sujet.

Personnel
de la biblio-
thèque.

162. Le personnel de la bibliothèque se compose d'un bibliothécaire et de deux commis, qui sont nommés par la couronne et restent en charge durant bon plaisir. 47 V., c. 4, s. 4, et 49-50 V., c. 97, s. 84.

Employés de
session de la
bibliothèque.

163. Les orateurs des chambres ont le pouvoir de nommer, pour le temps des sessions, tel nombre de commis, messagers et portiers qu'il est nécessaire pour le service effectif de la bibliothèque. 47 V., c. 4, s. 5, et 49-50 V., c. 97, s. 85.

Respon-
sabilité des
officiers.

164. Le bibliothécaire et les autres officiers et employés de la bibliothèque sont responsables de l'accomplissement fidèle de leurs devoirs officiels, tels que définis par les règlements. 47 V., c. 4, s. 6, et 49-50 V., c. 97, s. 86.

Leurs sa-
laires.

165. Les salaires des officiers permanents de la bibliothèque sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil et sont, ainsi que les dépenses incidentes s'y rattachant et la papeterie, payés sur les fonds votés à cet effet par la législature. 47 V., c. 4, s. 7, et 49-50 V., c. 97, s. 87.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE L'ÉLECTION DES DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

SECTION I.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Citation.

166. Le présent chapitre peut être désigné et cité sous le nom de "Loi électorale de Québec."

Application
de la loi.

Cette loi s'applique à toute élection d'un député à l'assemblée législative, soit que cette élection ait lieu lors des élections générales ou pour remplir une vacance particulière. 38 V., c. 7, s. 1.

Interpréta-
tion.

167. Dans l'interprétation de cette loi, à moins qu'il n'y soit autrement pourvu, ou qu'il n'y ait, dans le contexte de ses dispositions, quelque chose qui indique un sens différent ou demande une autre interprétation :

Municipalité.

1. Le mot "municipalité" désigne toute municipalité de paroisse, de partie de paroisse, de canton, de partie de cantons, de cantons-unis, de village et de ville, fonctionnant sous l'opération du code municipal, et toute municipalité de ville ou de cité constituée en corporation par charte ou par loi spéciale ;

Secrétaire-
trésorier.

2. Le mot "secrétaire-trésorier" comprend le greffier de toute municipalité de ville ou de cité ;

3. Le mot "propriétaire" s'entend de celui qui possède Propriétaire. ou dont la femme possède à titre de propriétaire ou d'usufruitier.

Lorsqu'une personne a la nue propriété d'un bien-fonds, et que quelque autre en a la jouissance et l'usufruit pour son propre usage et profit, la personne qui a la propriété nue du bien-fonds, n'a pas le droit de voter comme propriétaire, et l'usufruitier a seul droit de voter à raison d'icelui ;

4. Le mot "occupant" signifie la personne qui occupe Occupant. en son propre nom ou au nom de sa femme, un immeuble, à autre titre que celui de propriétaire, locataire ou usufruitier, et qui en retire les revenus ;

5. Le mot "locataire" comprend tant celui qui paie Locataire. loyer en argent que celui qui est obligé de donner au propriétaire une part quelconque des fruits et revenus de l'immeuble qu'il occupe ; et tel locataire doit tenir feu et lieu, sauf le locataire de magasin, de boutique ou de bureau d'affaires ;

6. Le mot "régistrateur" signifie le régistrateur de la Régistrateur. division d'enregistrement comprenant dans ses limites le district électoral où se fait l'élection.

Il signifie en même temps le régistrateur de la division d'enregistrement comprise dans les limites de tel district électoral ou dont les limites sont les mêmes que les limites du district électoral ;

7. Le terme "arrondissement de votation" comprend, Arrondissement de votation. pour les fins de la votation, toute municipalité dont le nombre des électeurs inscrits sur la liste en vigueur, n'exède pas deux cents ;

8. Le mot "voter" signifie donner son vote à l'élection Voter. d'un député à l'assemblée législative de cette province ;

9. L'expression "district électoral" signifie tout comté District électoral. ou autre lieu ou portion de cette province ayant le droit d'élire un député à l'assemblée législative ;

10. Le terme "officier d'élection" désigne l'officier-rapporteur, le secrétaire d'élection, et tout sous-officier-rapporteur et greffier de bureau de votation, nommés pour une élection ; Officier d'élection.

11. L'expression "dépenses personnelles" employée à l'égard des dépenses d'un candidat à propos de l'élection à laquelle il est candidat, comprend tous les frais de voyage raisonnables de ce candidat, et ses dépenses raisonnables aux hôtels ou autres lieux où il se retire, pour les fins et à l'égard de cette élection. 38 V., c. 7, s. 2, et 39 V., c. 13, ss. 1 et 8. Dépenses personnelles.

Formules.

168. Toute formule indiquée par lettre majuscule, dans les diverses dispositions de cette loi, se réfère à la formule correspondante contenue dans la cédula y annexée. 38 V., c. 7, s. 3.

Emploi des formules.

169. Chacune des formules contenues dans la cédula susdite suffit dans le cas pour lequel elle est proposée.

Toute autre formule ayant le même sens peut également être employée. 38 V., c. 7, s. 3.

Délai.

170. Si le temps fixé par cette loi pour l'accomplissement de quelque opération ou formalité prescrite par ses dispositions, expire ou tombe un dimanche ou un jour férié, le temps ainsi fixé est prolongé au premier jour suivant, qui n'est ni un dimanche ni un jour férié. 38 V., c. 7, s. 5.

Serment.

171. Toute personne devant laquelle un serment doit être prêté ou une affirmation doit être faite, aux termes de cette loi, est tenue, chaque fois qu'elle en est requise, d'administrer ce serment ou cette affirmation et d'en délivrer le certificat, sans honoraire. 38 V., c. 7, s. 6.

SECTION II.

DES ÉLECTEURS.

§ 1.—*Des conditions requises pour être électeurs.*

Inscription.

172. Nul n'a droit de suffrage à l'élection d'un député à l'assemblée législative de cette province, à moins qu'il ne soit, au moment de voter, inscrit comme propriétaire, locataire ou occupant, sur la liste des électeurs en vigueur. 38 V., c. 7, s. 7.

Cens élec-
toral.

173. Nul ne peut être inscrit sur la liste des électeurs, à moins qu'il ne réunisse les conditions suivantes :

1. Être du sexe masculin, majeur, et sujet de Sa Majesté par naissance ou par naturalisation ;

2 N'être frappé d'aucune incapacité légale ;

3 Être actuellement et de bonne foi, propriétaire ou occupant de biens-fonds estimés d'après le rôle d'évaluation en vigueur, à au moins trois cent piastres en valeur réelle, dans une municipalité de cité ayant droit d'élire un ou plusieurs membres à l'assemblée législative, à deux cents piastres en valeur réelle ou à vingt piastres en valeur annuelle, dans toute autre municipalité ; ou être locataire de bonne foi, payant pour des biens-fonds, un loyer annuel d'au moins trente piastres dans une municipalité de cité qui a le droit d'élire un ou plusieurs députés

à l'assemblée législative, et d'au moins vingt piastres dans toute autre municipalité ; à condition que ces biens soient estimés d'après tel rôle d'évaluation, à au moins trois cents piastres en valeur réelle, dans une municipalité de cité ayant droit d'élire un ou plusieurs députés à l'assemblée législative, et à deux cents piastres dans toute autre municipalité. 38 V., c. 7, s. 8.

174. Quand deux ou plusieurs personnes sont co-propriétaires, co-locataires, ou co-occupants, d'un bien-fonds évalué à un montant suffisant pour attribuer à la part de chacune d'elles le cens électoral, chacun de ces co-propriétaires, co-locataires, ou co-occupants, est électeur conformément à cette loi et doit être inscrit sur la liste des électeur-. Co-propriétaires, etc.

Celui dont la part ne s'élève pas au montant du cens électoral ne doit pas être inscrit comme électeur.

La part de chaque co-locataire s'entend de la quotité du loyer que chacun paie. 38 V., c. 7, s. 9.

175. Si une corporation est propriétaire, occupante, ou locataire de ce bien-fonds, aucun des membres de la corporation n'est électeur ni ne peut être inscrit sur la liste des électeurs, à raison de tel bien-fonds. 38 V., c. 7, s. 10. Corporations.

§ 2.—Des personnes qui ne peuvent être électeurs.

176. Ne peuvent être électeurs ni ne peuvent voter : Personnes inhabiles à voter.

1. Les juges de la cour du banc de la reine et de la cour supérieure, le juge de la cour de vice-amirauté, les juges des sessions, les magistrats de district, et les recorders ;

2. Les officiers de douane, greffiers de la couronne, greffiers de la paix, registrateurs, shérifs, députés-shérifs, députés-greffiers de la couronne, et les officiers et hommes du corps de police provinciale ou municipale ;

3. Les agents pour la vente des terres de la couronne et les maîtres de poste dans les cités et les villes, et tous les officiers employés à percevoir des droits payables à Sa Majesté, de la nature des droits d'accise, y compris les percepteurs du revenu fédéral ou local.

Si, sauf le cas de l'article 356, une des personnes désignées dans le présent article vote, elle encourt une amende au *maximum* de cinq cents piastres et au *minimum* de cent piastres, ou un emprisonnement de pas plus de douze mois à défaut de paiement de l'amende ; et son vote est nul et de nul effet. 38 V., c. 7, s. 11.

§ 3.—*De la confection de la liste des électeurs.*

Epoque et mode.

177. Chaque année, du premier au quinze du mois de mars, le secrétaire-trésorier de toute municipalité doit faire, en double, une liste par ordre alphabétique des personnes qui, d'après le rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité pour les fins d'écoles, paraissent être électeurs, à raison des biens-fonds possédés ou occupés par elles dans la municipalité à quelqu'un des titres mentionnés dans l'article 173.

Proviso, quant aux comtés de Gaspé, etc.

Néanmoins, dans les comtés de Gaspé et Bonaventure, le secrétaire-trésorier de chaque municipalité doit faire en double cette liste des électeurs, chaque année, du premier au quinze du mois de juillet. 38 V., c. 7, s. 12 et 48, V., c. 2, s. 1.

Distinction à faire.

178. Le secrétaire-trésorier, en faisant la liste des électeurs, doit distinguer les personnes qui paraissent avoir qualité comme propriétaires, de celles qui paraissent avoir qualité comme occupants ou locataires, et indiquer les biens-fonds à raison desquels ces personnes possèdent le cens électoral. 38 V., c. 7, s. 13.

Omissions.

179. Le secrétaire-trésorier doit omettre de la liste toute personne qui, d'après les articles 176, 426 et 429 et d'après toute autre disposition légale, n'a pas le droit de voter. 38 V., c. 7, et 39 V., c. 13, s. 2.

Cas de deux listes.

180. Si une municipalité se trouve située partie dans un district électoral et partie dans un autre, le secrétaire-trésorier prépare de la même manière, pour chacun de ces districts électoraux, une liste alphabétique des personnes qui y possèdent le cens électoral. 38 V., c. 7, s. 15.

Division de la liste.

181. Si la municipalité est divisée en arrondissements de votation, en vertu des articles 223, 224 et 225, le secrétaire-trésorier partage la liste en autant de parties qu'il y a d'arrondissements de votation dans la municipalité.

Chaque partie de la liste, qui est désignée par le nom et le numéro de l'arrondissement auquel elle se rapporte, ne comprend que la liste alphabétique des électeurs de cet arrondissement. 38 V., c. 7, s. 16.

Inscription de l'électeur.

182. Si une personne a le droit de suffrage dans une même municipalité à raison de plus d'un bien-fonds ou de plus d'un titre, son nom ne doit néanmoins être inscrit qu'une seule fois sur la liste des électeurs de la municipalité.

Si la liste est divisée par arrondissements.

Si la liste est divisée par arrondissements et qu'une personne paraisse posséder le cens électoral dans plus d'un arrondissement, son nom ne doit néanmoins être inscrit

que pour un seul arrondissement ; et si elle a le droit de suffrage dans l'arrondissement de son domicile, son nom doit être sur la liste pour cet arrondissement. 38 V., c. 7, s. 17.

183. Au cas de l'article 180, si quelqu'un est électeur dans plus d'un district électoral, son nom est inscrit sur la liste de chaque district électoral, mais pour un seul arrondissement par district où il est électeur, conformément à la règle émise dans les dispositions de l'article précédent. 38 V., c. 7, s. 18.

S'il est électeur dans plusieurs districts électoraux.

184. Le secrétaire-trésorier doit attester l'exactitude de la liste des électeurs faite par lui, sous le serment suivant prêté devant un juge de paix :

Attestation de la liste.

"Je (*nom du secrétaire-trésorier*) jure qu'au meilleur de ma connaissance et croyance, la liste des électeurs ci-dessus est correcte et que rien n'y a été inséré ou omis indûment ou frauduleusement : Ainsi, que Dieu me soit en aide.

Chacun des doubles de la liste doit être attesté séparément sous le serment précédent. 38 V., c. 7, s. 19.

Attestation des doubles.

185. Un des doubles de la liste ainsi attestée doit être tenu dans le bureau du secrétaire-trésorier, à la disposition et pour l'information de toute personne intéressée. 38 V., c. 7, s. 20.

Dépôt de la liste.

186. Le jour même qu'il prête le serment requis par l'article 184, le secrétaire-trésorier doit donner et publier un avis public, dans lequel il annonce que la liste des électeurs a été préparée suivant la loi et qu'un double en est déposée à son bureau, à la disposition et pour l'information de toute personne intéressée.

Avis du dépôt.

Cet avis est donné et publié de la même manière que le sont les avis municipaux dans la municipalité où la liste a été préparée. 38 V., c. 7, s. 21.

Mode de le donner.

187. La liste électorale peut être dressée d'après la formule A. 38 V., c. 7, s. 22.

Mode de dresser la liste.

188. Si, dans les quinze premiers jours du mois de mars, le secrétaire-trésorier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs, ou n'a pas donné ou publié l'avis requis par l'article 186, le juge de la cour supérieure pour le district, ou dans le cas que celui-ci est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, le magistrat de district, doit, sur requête sommaire du maire, du registrateur ou de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier *ad hoc*, pour préparer la liste alphabétique des électeurs. 38 V., c. 7, s. 23.

Greffier ad hoc. ne fait la liste qu'au cas de défaut du sec.-trés.

Responsa-
bilité du sec-
trésorier dans
ce cas.

189. Le secrétaire-trésorier est personnellement responsable des frais encourus sur cette requête et de ceux encourus pour la confection de la liste par le greffier *ad hoc*, à moins que, pour des raisons spéciales, le juge ou le magistrat de district, croit devoir en ordonner autrement, et dans ce cas, les frais sont laissés à leur discrétion.

Ses pouvoirs.

Le secrétaire-trésorier peut cependant faire et préparer la liste, tant que le greffier *ad hoc* n'a pas été nommé. 38 V., c. 7, s. 24.

Devoirs du
greffier *ad hoc*.

190. Dans les quinze jours de l'avis de sa nomination, le greffier *ad hoc* doit procéder à la confection de la liste des électeurs.

Ses pouvoirs
et resp.

Il devient, pour cette fin, un officier du conseil municipal ; il exerce les mêmes pouvoirs, remplit les mêmes devoirs, et en cas de défaut ou de négligence de sa part, il est sujet aux mêmes pénalités que le secrétaire-trésorier de la municipalité. 38 V., c. 7, s. 25.

Devoir du
maire, etc.

191. En autant qu'il dépend d'eux, le maire et les officiers du conseil sont, sous peine d'une amende n'excédant pas deux cents piastres, ou à défaut de paiement d'un emprisonnement n'excédant pas six mois, tenus de livrer au greffier *ad hoc*, sur sa demande, le rôle d'évaluation qui doit servir de base à la liste des électeurs. 39 V., c. 13, s. 3.

§ 4.—De l'examen et de la mise en vigueur de la liste.

Examen de la
liste.

192. Sur plainte produite à cet effet, en vertu de l'un ou l'autre des deux articles suivants, et non autrement, la liste des électeurs peut être examinée et corrigée par le conseil de la municipalité, dans les trente jours qui suivent la publication de l'avis donné en vertu de l'article 186. 39 V., c. 13, s. 4.

Plainte pour
omission de
noms, etc.

193. Quiconque se trouve lésé par l'insertion ou par l'omission de son nom sur la liste, peut, par lui-même ou par son agent, produire, à ce sujet, une plainte par écrit, dans le bureau du secrétaire-trésorier, dans les quinze jours qui suivent la publication de l'avis donné en vertu de l'article 186 précité. 38 V., c. 7, s. 28.

Plainte pour
insertion de
noms sans
droit.

194. Quiconque croit que le nom de quelque personne a été sans droit inscrit sur la liste, parce que cette personne n'a pas les qualités requises d'un électeur, ou que celui de quelque autre personne qui n'y a pas été inscrit aurait dû l'être, parce que cette autre personne a les qualités requises, peut, à ce sujet, produire dans le même délai de quinze jours, dans le bureau du secrétaire-trésorier une plainte par écrit. 39 V., c. 13, s. 5.

Avis avant
l'examen.

195. Avant de procéder à l'examen ou à la correction de la liste des électeurs, le conseil fait donner, par le secré-

taire-trésorier, le greffier *ad hoc*, ou quelque autre personne, un avis public du jour et de l'heure auxquels il doit commencer cet examen.

Avant de prendre en considération les plaintes par écrit, produites au bureau du conseil au sujet de la liste des électeurs, il doit aussi, en faire donner un avis spécial à toute personne dont la plainte a pour but de faire inscrire ou omettre le nom sur la liste.

Avis avant de considérer la plainte.

L'avis public et l'avis spécial, requis par le présent article, sont de cinq jours; et les avis doivent être donnés et publiés ou signifiés de la même manière que le sont les avis municipaux, dans la municipalité où la liste a été préparée.

Délais de l'avis.

Il est alloué au secrétaire-trésorier, aux frais du plaignant, un honoraire de vingt-cinq centins pour chaque avis spécial par lui donné à toute personne dont le nom n'est ni ajouté ni retranché de la liste par le conseil, ou par le juge s'il y a appel, tel que ci-après prévu.

Honoraires du secrétaire-trésorier.

L'avis public et les autres avis spéciaux font partie des devoirs généraux du secrétaire-trésorier. 38 V., c. 7, s. 30, et 49-50 V., c. 5, s. 1.

Avis fait partie de ses devoirs.

196. Le conseil, en procédant à l'examen de la liste, prend en considération toutes les plaintes écrites, faites au sujet de cette liste, et entend toutes les parties intéressées. 38 V., c. 7, s. 31.

Examen de la liste et audition des parties.

197. Par sa décision sur chaque plainte, le conseil peut confirmer ou corriger chaque un des doubles de la liste. 38 V., c. 7, s. 32.

Décision.

198. Si, sur preuve suffisante, le conseil est d'avis qu'une propriété a été louée, ou a été cédée ou transportée, en vertu d'un titre quelconque, dans le seul but de donner à une personne le droit d'être inscrite sur la liste des électeurs, il doit, sur plainte écrite à cet effet, biffer de la liste le nom de cette personne. 38 V., c. 7, s. 33.

Titre frauduleux.

199. Toute insertion, rature ou correction faites sur la liste, en vertu des deux articles précédents, doivent être authentiquées par les initiales ou la paraphe du président du conseil. 38 V., c. 7, s. 34.

Corrections, paraphées.

200. La liste des électeurs entre en vigueur à l'expiration des trente jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 186, telle qu'elle se trouve alors, et reste en vigueur jusqu'au mois de juillet suivant, s'il s'agit des comtés de Gaspé et Bonaventure, et jusqu'au mois de mars suivant, pour le reste de la province; et, ultérieurement, dans tous les cas jusqu'à ce qu'une nouvelle liste soit faite et mise en vigueur en vertu de la présente loi.

Entrée en vigueur de la liste et sa durée.

Durée de la
liste, s'il y a
appel.

Nonobstant l'appel au juge de la cour supérieure, ou au magistrat de district pour les districts où il n'y a pas de juge de la cour supérieure, touchant une partie de la liste, telle partie de la liste reste en vigueur jusqu'à la décision finale du tribunal saisi de la requête en appel. 38 V., c. 7, s. 35, et 48 V., c. 2, s. 1.

Valeur de la
liste

201. Sauf, néanmoins, toute correction faite en vertu de l'article 209, toute liste des électeurs ainsi mise en vigueur, lors même que le rôle d'évaluation qui a servi de base serait défectueux, ou serait cassé ou annulé, est, pendant le temps qu'elle reste en vigueur, censée être la seule liste exacte des électeurs dans la division territoriale à laquelle elle se rapporte. 38 V., c. 7, s. 36.

Certificat du
sect.-trés.

202. Aussitôt que la liste des électeurs est devenue en vigueur, il est du devoir du secrétaire-trésorier d'inscrire à la fin de cette liste, sur l'un et l'autre double, le certificat décrit dans la formule B. 38 V., c. 7, s. 37.

L'un des
doubles reste
aux archives,

203. Un des doubles de la liste des électeurs doit être conservé dans les archives de la municipalité, et y rester de record.

et l'autre est
remis au ré-
gistrateur.

Dans les huit jours qui suivent l'entrée en vigueur de telle liste, l'autre double doit être transmis au registrateur de la division d'enregistrement dans laquelle est située la municipalité, par le secrétaire-trésorier ou par le maire, sous peine, contre chacun d'eux, en cas de contravention à cette disposition, d'une amende de deux cents piastres ou d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement.

Proviso.

Néanmoins, la transmission du double de la liste au registrateur, après le délai prescrit par cet article ou le défaut de transmission, n'a pas l'effet d'invalidier cette liste. 38 V., c. 7, s. 38.

Si c'est une
copie.

204. Si, au lieu du double requis par l'article précédent, il a été transmis au registrateur une copie certifiée de la liste, cette copie est réputée être le double requis, et a le même effet que si le double lui-même avait été transmis. 38 V., c. 7, s. 39.

Les doubles
restent de re-
cord.

205. Les doubles ou copies de listes des électeurs, transmis au registrateur, en vertu des deux articles précédents, sont conservés par cet officier et restent de record dans son bureau.

Date de la ré-
ception.

En recevant ces doubles ou copies, le registrateur inscrit sur chacun d'eux, la date de sa réception. 38 V., c. 7, s. 40.

§ 5.—*De l'appel au juge.*

206. Au moyen d'une requête dans laquelle sont brièvement exposés les motifs d'appel, tout électeur de la division électorale peut appeler de toute décision du conseil confirmant, corrigeant ou amendant la liste, au juge de la cour supérieure, pour le district, dans les quinze jours qui suivent cette décision.

Appel des décisions du conseil.

La partie intimée peut, dans tout tel appel, obtenir la suspension des procédures jusqu'à ce que la partie appelante ait, à la discrétion du tribunal ou du juge, fourni le cautionnement qui est jugé nécessaire, ou déposé entre les mains du greffier de la cour, la somme déterminée par le tribunal ou le juge, pour payer les frais de cet appel. 43-44 V., c. 15, s. 1, et 46 V., c. 2, s. 1.

Cautionnement.

207. Si, dans le temps prescrit, le conseil a négligé ou refusé de prendre en considération une plainte produite en temps convenable, toute personne peut en appeler à tel juge, de la manière et dans le délai de quinze jours à compter de l'expiration des trente jours, mentionnés dans l'article 192. 39 V., c. 13, s. 7.

Appel pour refus de considérer.

208. Une copie de la requête en appel est signifiée au secrétaire-trésorier de la municipalité, lequel en donne aussitôt un avis spécial au maire et un avis public aux parties intéressées. 38 V., c. 7, s. 43.

Signification de la requête en appel.

209. Au jour par lui fixé, le juge de la cour supérieure a plein pouvoir et autorité d'entendre et de décider cet appel d'une manière sommaire, et doit procéder avec diligence de jour en jour, en terme ou en vacance.

Audition de l'appel.

Cet appel a préséance sur les autres causes. 38 V., c. 7, s. 44.

Préséance.

210. Le juge peut ordonner qu'un avis ultérieur soit donné à chacune des parties en cause, assigner devant lui et interroger, sous serment ou affirmation, toute partie ou témoin, et exiger la production de tout document, papier ou chose.

Pouvoir du juge d'assigner témoins.

Il a, pour ces fins, tous les pouvoirs conférés à la cour supérieure relativement aux affaires pendantes devant elle. 38 V., c. 7, s. 45.

Ses pouvoirs à cette fin.

211. Nulle procédure sur tel appel ne doit être annulée pour défaut de forme. 38 V., c. 7, s. 46.

Défauts de forme.

212. Les frais de l'appel sont taxés à la discrétion du juge, pour ou contre celle des parties qu'il croit juste, et sont recouvrables sur un bref d'exécution émis en la forme ordinaire. 38 V., c. 7, s. 47.

Frais d'appel.

Décision.

213. La décision du juge est finale. 38 V., c. 7, s. 48.

Correction.
de la liste

214. Le secrétaire-trésorier et le régistrateur doivent respectivement corriger le double de la liste des électeurs en leur possession, conformément à la décision du tribunal, aussitôt après qu'une copie authentique leur en a été signifiée. 38 V., c. 7 s. 49.

District où il
n'y a pas de
juge résident.

215. Dans tout district où il n'y a pas de juge de la cour supérieure résident, l'appel mentionné dans les articles 206 et 207, peut être porté devant le magistrat de district pour ce district, de la même manière et avec le même effet que devant le juge de la cour supérieure. 38 V., c. 7, s. 50.

§ 6.—*Dispositions diverses.*

Cas d'altéra-
tion.

216. Si, en tout temps, il lui est démontré, en terme ou en vacance, que le secrétaire-trésorier d'une municipalité ou le régistrateur de la division d'enregistrement, ont altéré ou falsifié, ou ont laissé altérer ou falsifier le double de la liste en leur possession, le juge doit requérir le secrétaire-trésorier, le régistrateur et toute personne ayant la garde du rôle d'évaluation qui a servi de base à la liste, de comparaître devant lui et de produire les rôles et les listes en leur possession. 38 V., c. 7, s. 51.

Corrections de
la liste par or-
dre du juge.

217. Au temps et au lieu fixés pour la comparution de ces personnes, le juge, après avoir examiné les doubles de la liste produits par le secrétaire-trésorier et le régistrateur, ainsi que le rôle d'évaluation, doit, avec ou sans plus de preuve, ordonner les modifications ou corrections qu'il croit nécessaires pour rendre correct et fidèle le double altéré ou falsifié. 38 V., c. 7, s. 52.

Livraison des
copies de la
liste, sur ho-
noraires.

218. Il est du devoir du secrétaire-trésorier de toute municipalité et du régistrateur de toute division d'enregistrement, ayant la garde d'une liste des électeurs, d'en délivrer des copies certifiées à quiconque en fait la demande et offre de payer pour le coût de toute telle copie, trois cents par chaque dix électeurs inscrits. 38 V., c. 7, s. 53.

Livr. gratuite
aux sous-offi-
ciers-rapport-
eurs.

219. Le secrétaire-trésorier de toute municipalité doit, sur demande à cet effet, donner gratuitement à tout sous-officier-rapporteur agissant dans les limites de la municipalité, une copie certifiée de la liste des électeurs qui doit servir à l'élection, ou de la partie de cette liste qui se rapporte à la localité pour laquelle le sous-officier-rapporteur agit. 38 V., c. 7, s. 54.

220. Le coût des copies de la liste des électeurs données par le registrateur, en conséquence du refus ou de la négligence du secrétaire-trésorier de les fournir, en vertu de l'article précédent, peut être recouvré de ce secrétaire-trésorier, ou de la corporation dont il est l'officier, par le registrateur qui a donné les copies ou par l'officier-rapporteur ou le sous-officier-rapporteur qui se les est procurées. 38 V., c. 7, s. 55.

Recours pour refus de les donner.

221. Tout secrétaire-trésorier qui refuse ou néglige de faire une liste alphabétique des électeurs telle que requise par cette loi, ou qui, en faisant cette liste, y inscrit ou en omet volontairement quelque nom qui ne doit pas être ainsi inscrit ou omis, devient passible d'une amende n'excédant pas cinq cents piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement pour une période n'excédant pas douze mois. 40 V., c. 27, s. 1.

Pénalité contre sec.-trés. pour fausses entrées, etc.

222. Toute personne, ayant la garde des listes des électeurs et tenue d'en délivrer des copies, qui a fait quelque insertion ou omission dans les copies fournies, comme il est dit dans l'article précédent, devient également passible de l'amende imposée par le même article. 40 V., c. 27, s. 1.

Pénalité pour offense contre gardiens de listes.

§ 7.—Des arrondissements de votation.

223. Lorsque, dans une municipalité, le nombre des électeurs dépasse deux cents, il est du devoir du conseil de cette municipalité de diviser, par un règlement fait en la manière ordinaire, la municipalité en arrondissements de votation, de telle sorte qu'il n'y ait pas plus de deux cents électeurs dans chaque arrondissement.

Division en arrondissements par le conseil.

Les limites de ces arrondissements doivent être bien définies et ne pas séparer un bien-fonds qui donne le droit de suffrage. 38 V., c. 7, s. 59, et 39 V., c. 13, s. 8.

Limites d'eux.

224. Aussitôt que quelqu'un des arrondissements de votation contient plus de deux cents électeurs, il est du devoir du conseil de subdiviser, par règlement, cette arrondissement en d'autres arrondissements ne contenant pas plus de deux cents électeurs chacun. 38 V., c. 7, s. 60, et 39 V., c. 13, s. 8.

Nouvelles divisions.

225. Pour la plus grande commodité des électeurs, le conseil peut, en tout temps, amender ou abroger tout règlement fait en vertu des articles 223 et 224, et faire une nouvelle division, telle que prescrit par l'article 223. 38 V., c. 7, s. 61.

Amendement des règlements à ce sujet.

Appel prohi-
bé.

226. Nul règlement fait en vertu des trois articles précédents n'est susceptible d'appel au conseil de comté. 38 V., c. 7, s. 62.

Anciens ar-
rondisse-
ments.

227. Tout règlement municipal divisant une municipalité en arrondissements de votation ou autres subdivisions analogues, en force lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, doit demeurer en vigueur jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé sous l'autorité de la même loi. 38 V., c. 7, s. 63.

Liste des élec-
teurs à Mont-
réal.

228. La liste des électeurs municipaux de la cité de Montréal, telle que faite, révisée et close annuellement sous l'autorité des lois en vigueur qui s'y rapportent, doit être, à toutes fins, la liste des électeurs, y comprises les personnes qui auraient été retranchées de la liste municipale pour défaut de paiement des droits municipaux dans le délai prescrit. 38 V., c. 7, s. 64.

SECTION III.

DE LA TENUE DES ÉLECTIONS.

§ 1.—*Dispositions générales.*

Un seul jour
pour les élec-
tions géné-
rales.

229. Chaque fois qu'une nouvelle assemblée législative est convoquée, et qu'une élection générale a lieu à cette fin, la présentation des candidats aux différentes élections, dans tous les districts électoraux de la province, doit avoir lieu et se faire le même jour.

Jour fixé.

Ce jour doit être fixé et arrêté par le lieutenant-gouverneur et énoncé dans la proclamation qui ordonne l'élection générale. 38 V., c. 7, s. 65.

Elections par-
ticulières.

230. S'il s'agit d'une élection particulière pour remplir une vacance, le jour de la présentation des candidats à cette élection doit être fixé par le lieutenant-gouverneur. 38 V., c. 7, s. 66.

Mention au
bref.

231. Tout bref d'élection doit mentionner le jour ainsi fixé pour la présentation des candidats à l'élection pour laquelle il a été émis. 38 V., c. 7, s. 67.

Exception.

232. Néanmoins, dans les districts électoraux de Gaspé, de Chicoutimi et Saguenay, le jour de la présentation des candidats est laissé au choix de l'officier-rapporteur, qui doit le fixer dans sa proclamation, selon qu'il le juge convenable, sauf l'application de l'article 264. 38 V., c. 7, s. 68.

Présentation.

233. La présentation des candidats ne peut pas être faite un jour férié. 38 V., c. 7, s. 69.

234. S'il arrive qu'un bref d'élection soit détruit ou perdu avant sa réception par l'officier-rapporteur, ou si ce dernier meurt avant la réception du bref, ou au cas de tout autre éventualité rendant impossible la tenue de l'élection au jour mentionné dans le bref, un nouveau bref peut être émis, dans lequel le jour de la présentation et celui du rapport peuvent être changés suivant que les circonstances l'exigent. 38 V., c. 7, s. 70.

Nouveau bref si le premier est perdu, etc.

235. Chaque bref d'élection est daté et rapporté les jours que le lieutenant-gouverneur a précédemment fixés. 38 V., c. 7, s. 71.

Date et rapport du bref.

236. Lors des élections générales, tous les brefs d'élection doivent être émis le même jour et porter la même date d'émission. 38 V., c. 7, s. 72.

Emission des brefs pour élections générales.

237. La votation, dans tous les districts électoraux doit se faire le septième jour après celui de la présentation des candidats, c'est-à-dire le jour correspondant de la semaine qui suit celle durant laquelle la présentation a eu lieu.

Jour de votation.

Si ce septième jour est un jour férié, la votation se fait le prochain jour non férié.

Dans les districts électoraux de Gaspé, Chicoutimi et Saguenay, le jour de la votation doit être fixé par l'officier-rapporteur ; pourvu que le jour ainsi fixé ne soit pas un jour férié, et qu'il ne soit pas éloigné de celui de la présentation, pour Gaspé, de pas moins de quinze jours ni de plus de trente jours, et pour Chicoutimi et Saguenay, de pas moins de huit jours ni de plus de quinze jours. 38 V., c. 7, ss. 73 et 74.

Exception.

238. Tout bref d'élection, est adressé nommément à l'une des personnes qui peuvent agir *ex-officio* comme officiers-rapporteurs, pour le district électoral, ou à défaut de telles personnes, à une personne compétente nommée par le lieutenant-gouverneur en vertu de l'article 244. 38 V., c. 7, s. 75.

Adresse du bref.

239. Ces brefs d'élection doivent être faits d'après la formule C ; et à moins que le lieutenant-gouverneur n'en ordonne autrement, ils doivent être transmis par la malle aux différents officiers-rapporteurs. 38 V., c. 7, s. 76.

Formule du bref.

240. Un avis de l'émission du bref, mentionnant le nom de l'officier-rapporteur, est en même temps adressé et transmis à tout registrateur du district électoral qui ne doit pas être officier-rapporteur. 38 V., c. 7, s. 77.

Avis d'émission du bref au registrateur.

§ 2.—*Des officiers-rapporteurs.*

Officiers-rapporteurs *ex-officio*.

241. Peuvent agir *ex-officio* comme officiers-rapporteurs :

1. Le régistrateur pour chaque district électoral compris en entier ou en partie dans les limites de la circonscription d'enregistrement dont il est l'officier ;

2. Le shérif, pour chaque district électoral compris en entier ou en partie dans le district pour lequel il est nommé. 38 V., c. 7, s. 78.

Si 2 personnes occupent la même charge.

242. Si deux personnes ou plus ont été nommées pour occuper une même charge de shérif ou de régistrateur, chacune de ces personnes peut agir *ex-officio* comme officier-rapporteur.

S'il y a 2 bureaux d'enregistrement dans le même district.

S'il y a dans un district électoral, deux bureaux d'enregistrement ou plus, et un régistrateur pour chacun de ces bureaux, chaque tel régistrateur peut agir *ex-officio* comme officier-rapporteur dans ce district électoral. 38 V., c. 7, s. 79.

Laquelle de plusieurs personnes agit.

243. Dans tous les cas, la personne à laquelle le bref d'élection a été adressé et transmis, agit seule comme officier-rapporteur à cette élection, bien qu'elle occupe conjointement avec une ou plusieurs autres l'emploi qui lui donne le droit d'agir *ex-officio* comme tel. 38 V., c. 7, s. 80.

Nomination d'officiers-rapporteurs.

244. S'il n'y a, dans un district électoral, aucune personne habile à agir *ex-officio* comme officier-rapporteur, ou si celles habiles à agir en cette qualité s'en trouvent empêchées ou refusent de remplir cette charge, le lieutenant-gouverneur peut nommer une personne compétente pour en remplir les devoirs. 38 V., c. 7, s. 81.

§ 3.—*Des procédures sur réception du bref d'élection.*

Date de réception, inscrite.

245. L'officier-rapporteur, à la réception du bref d'élection, doit inscrire, sans délai, au dos du bref la date de sa réception. 38 V., c. 7, s. 82.

Serment de l'officier-rapporteur.

246. Avant d'adopter aucun autre procédé, l'officier-rapporteur doit prêter et signer, devant un juge de paix, le serment décrit dans la formule D, et le juge de paix doit lui délivrer un certificat de la prestation du serment, suivant la formule DD. 38 V., c. 7, s. 83.

Régistrateur fournit des listes à l'officier-rapporteur.

247. A moins qu'il ne soit l'officier-rapporteur, chaque régistrateur doit, sous peine d'une amende n'excédant pas deux cents piastres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas six mois, à défaut de paiement, transmettre, sans délai, après la réception de l'avis donné en vertu de l'article 240, à l'officier-rapporteur, une copie certifiée par lui de chacune des listes d'électeurs en vigueur pour le district électoral, et déposées à son bureau.

Le régistrateur a droit à un honoraire de trois centins par chaque dix électeurs inscrits sur toute copie ainsi transmise. 38 V., c. 7, s. 84. Honoraire du régistrateur.

§ 4.—*De la nomination et des devoirs du secrétaire d'élection.*

248. L'officier-rapporteur doit nommer, sans délai, par une commission sous son seing, suivant la formule E, une personne compétente comme son secrétaire d'élection pour l'aider dans l'exécution de ses devoirs. 38 V., c. 7, s. 85. Secrétaire d'élection.

249. Avant d'agir en qualité officielle, le secrétaire d'élection doit prêter le serment décrit dans la formule F, devant l'officier-rapporteur ou un juge de paix, qui doit lui en donner un certificat suivant la formule FF. 38 V., c. 7, s. 86. Serment du secrétaire.

250. Si le secrétaire d'élection vient à mourir, ou s'il est empêché de remplir sa charge par maladie, absence ou autre cause, ou s'il refuse d'accepter cette charge ou néglige d'en remplir les devoirs, l'officier-rapporteur peut, de la même manière, nommer une autre personne compétente pour être son secrétaire d'élection. Nouveau secrétaire d'élection en cas de décès, etc.

Ce nouveau secrétaire d'élection est tenu de remplir toutes les obligations de cette charge, sous les mêmes pénalités que le premier, en cas de refus ou de négligence. 38 V., c. 7, s. 87. Devoirs d'ice-lui.

251. Toutes les fois que l'officier-rapporteur est incompetent, devient incapable de remplir les devoirs de sa charge, ou refuse de les remplir, et qu'il n'a pas été remplacé par un autre, le secrétaire d'élection devient officier-rapporteur de l'élection, de la même manière que s'il avait été nommé à cette charge, et en remplit toutes les obligations, sous les mêmes peines que celles portées contre l'officier-rapporteur, sans être tenu cependant de prêter un nouveau serment. 38 V., c. 7, s. 88. Quand le secrétaire agit comme officier-rapporteur.

§ 5.—*De l'établissement des bureaux de votation.*

252. L'officier-rapporteur doit établir un bureau de votation, dans chaque arrondissement de votation qui paraît, d'après la liste des électeurs, dans toute municipalité, avoir été établi en vertu des articles 223, 224 et 225. Bureaux de votation.

Il doit aussi fixer un bureau de votation dans toute municipalité où le nombre des électeurs ne dépasse pas deux cents. 38 V., c. 7, s. 89, et 39 V., c. 13, s. 8.

Quand l'officier-rapporteur fait les arrondissements.

253. S'il n'appert pas, par la liste des électeurs, dans une municipalité, que le conseil a divisé cette municipalité en arrondissements de votation, ainsi que requis par les articles 223 et 224, l'officier-rapporteur doit faire lui-même la division de toute la municipalité en arrondissements de votation ne contenant pas plus de deux cents électeurs chacun ; et il doit établir un bureau de votation dans chacun de ces arrondissements. 38 V., c. 7, s. 90.

Quand l'officier-rapporteur fait les arrondissements.

254. Si, après l'opération de cette division, il appert, par cette liste, que quelqu'un des arrondissements de votation contient plus de deux cents électeurs, l'officier-rapporteur doit subdiviser chaque tel arrondissement en d'autres arrondissements de votation ne contenant pas plus de deux cents électeurs chacun, et établir un bureau de votation dans chacun de ces derniers arrondissements. 38 V., c. 7, s. 91, et 39 V., c. 13, ss. 8 et 9.

Durée de cette division.

255. Toute division d'arrondissement de votation faite par l'officier-rapporteur, en vertu de l'un ou de l'autre des deux articles précédents, ne peut servir que pour l'élection au sujet de laquelle elle a été faite. 38 V., c. 7, s. 92.

Cas de plusieurs bureaux dans un arrondissement

256. Si l'étendue de l'arrondissement et l'éloignement d'un certain nombre d'électeurs du premier bureau de votation rendent cet établissement nécessaire, l'officier-rapporteur peut, s'il le juge à propos, bien que le nombre des électeurs y soit moindre que celui mentionné précédemment, établir un ou plusieurs autres bureaux de votation dans un arrondissement de votation. 38 V., c. 7, s. 93.

Places des bureaux, et leur distance.

257. Les bureaux de votation sont établis à des places centrales et commodes, et de manière à ne pas les rapprocher les uns des autres de plus de deux cents verges dans les municipalités de cité, de ville ou de village, et d'un mille dans toute autre municipalité. 38 V., c. 7, s. 94.

Où se donnent les votes.

258. Les électeurs ne doivent voter que dans l'arrondissement de votation où se trouve située la propriété sur laquelle repose leur droit de suffrage. 38 V., c. 7, s. 95.

§ 6.—*De la proclamation annonçant l'élection.*

Proclamation de l'off.-rapp.

259. Dans les huit jours après la réception du bref d'élection, l'officier-rapporteur doit, par proclamation sous son seing, rédigée suivant la formule G, et publiée dans les langues française et anglaise, indiquer :

1. Le lieu, le jour et l'heure auxquels la présentation des candidats aura lieu ;

2. Le jour durant lequel les bureaux de votation seront ouverts, si la votation devient nécessaire. 38 V., c. 7, s. 96, et 39 V., c. 13, s. 10.

260. L'endroit indiqué pour la présentation des candidats doit être le palais de justice, l'hôtel-de-ville, le bureau d'enregistrement, ou quelque autre édifice public ou particulier, dans la partie la plus centrale et la plus commode pour la masse des électeurs de chaque district électoral. 38 V., c. 7, s. 97.

Lieu de la présentation.

261. L'heure fixée pour la présentation des candidats doit être entre midi et une heure de l'après-midi. 38 V., c. 7, s. 98.

Heure.

262. L'officier-rapporteur doit publier au long et afficher en même temps et aux mêmes endroits que sa proclamation, les dispositions relatives aux manœuvres frauduleuses décrétées par les articles 404, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 431, 433, 588, 589, 590, et 591. 38 V., c. 7, s. 99; 39 V., c. 13, s. 11, et 39 V., c. 14, s. 3.

Publication de la loi contre la corruption.

263. L'officier-rapporteur doit faire afficher la proclamation au moins huit jours avant le jour de la présentation des candidats,—le jour de l'affichage et celui de la présentation n'étant pas compris dans ce délai,—à quatre des endroits les plus publics et les plus apparents de chaque municipalité ou partie de municipalité, comprises dans le district électoral.

Affichage de la proclamation.

Si une municipalité a été divisée en quartiers, la proclamation doit être affichée à quatre des endroits les plus publics et les plus apparents de chacun de ces quartiers. 38 V., c. 7, s. 100

Si la municip. est divisée en quartiers.

264. Toute proclamation annonçant une élection dans les districts électoraux de Gaspé, Chicoutimi et Saguenay, peut y être publiée et affichée dans les vingt jours après la réception du bref d'élection par l'officier-rapporteur; pourvu qu'elle soit affichée dans tout le district électoral, au moins quinze jours avant le jour de la présentation pour Gaspé, et huit jours pour Chicoutimi et Saguenay. 38 V., c. 7, s. 101, et 39 V., c. 13, s. 12.

Affichage dans Gaspé, Chicoutimi et Saguenay.

265. S'il s'agit de l'élection pour le district électoral de Gaspé, et que l'officier-rapporteur ne puisse, à cause des difficultés de la navigation, communiquer avec les Isles de la Magdeleine, l'élection ne doit pas être invalidée pour défaut de publication de la proclamation dans ces isles. 38 V., c. 7, s. 102.

Défaut de publication non préjudiciable à Gaspé.

Défaut d'affichage produit par accidents.

266. Si, par suite de retards imprévus, d'accidents ou autrement, la proclamation n'a pu être affichée de manière à laisser l'intervalle requis entre le jour de l'affichage et celui de la présentation, ou si l'une des personnes mises en candidature décède avant la clôture de la votation, l'officier-rapporteur peut fixer un autre jour pour la présentation des candidats.

Autre jour fixé.

Ce jour doit être le plus rapproché possible, après l'expiration du délai requis, entre le jour de l'affichage et celui de la présentation.

Mode de conduire l'élec.

Toute cette élection doit être, d'ailleurs, conduite comme les élections ordinaires.

Rapport spécial de l'officier-rapporteur.

Dans son rapport de l'élection, l'officier-rapporteur doit transmettre au greffier de la couronne en chancellerie, un rapport spécial des causes qui ont ainsi occasionné l'ajournement de l'élection. 38 V., c. 7, s. 103.

§ 7.—*De la présentation des candidats.*

Bulletin de présentation.

267. Tout candidat est présenté ou mis en candidature, au moyen d'un bulletin de présentation fait d'après les prescriptions ci-après mentionnées et selon la formule H. 38 V., c. 7, s. 104.

Signatures de 25 électeurs sur icelui.

268. Chaque bulletin de présentation doit être signé par au moins vingt-cinq électeurs habiles à voter dans le district électoral pour lequel l'élection est faite, et mentionner les nom, prénoms, résidence, profession ou description du candidat, de manière à ce que l'identité en puisse être suffisamment établie.

Marque par ceux qui ne savent écrire.

La marque apposée sur le bulletin de présentation par un électeur qui ne sait pas écrire, est réputée la signature requise, suivant l'intention de la présente loi. 38 V., c. 7, s. 105.

Consentement du candidat.

269. Chaque bulletin de présentation doit être accompagné du consentement écrit de la personne présentée, à moins qu'elle soit absente de la province.

Cas d'absence.

Dans ce dernier cas, le bulletin doit faire mention de l'absence. 39 V., c. 7, s. 106.

Remise du bulletin de présentation.

270. Les bulletins de présentation doivent être remis à l'officier-rapporteur, à l'heure et à l'endroit indiqués dans sa proclamation, par quelqu'un des électeurs signataires ou par la personne présentée ou de leur part. 38 V., c. 7, s. 107.

Remise avant le temps de la présentation.

271. Les bulletins de présentation peuvent, toutefois, être remis à l'officier-rapporteur, à tout autre endroit et en tout autre temps, entre la date de la proclamation et le

temps fixé pour la présentation, avec le même effet que s'ils avaient été remis au temps et au lieu mentionnés dans l'article précédent. 38 V., c. 7, s. 108.

272. Lors de la remise du bulletin de présentation à l'officier-rapporteur, une somme de deux cents piastres doit être versée entre ses mains par chaque candidat ; cette somme doit être remboursée au candidat élu ou qui, s'il n'est pas élu, obtient à la votation, au moins la moitié du nombre des votes inscrits en faveur du candidat élu, sinon cette somme appartient à la province.

Remboursement dans certain cas.

Les diverses sommes ainsi versées qui n'ont pas été retirées, doivent être appliquées par l'officier-rapporteur au paiement des dépenses de l'élection ; et il en est rendu compte au trésorier de la province. 38 V., c. 7, s. 109, et 39 V., c. 13, s. 13.

Application du dépôt.

273. Le reçu que l'officier-rapporteur doit donner sur demande, constitue une preuve suffisante que le bulletin de présentation et le consentement écrit du candidat ont été produits et que la somme requise a été payée. 38 V., c. 7, s. 110.

Reçu de l'off. rapp.

274. Chaque bulletin de présentation doit aussi être accompagné d'un ou de plusieurs affidavits rédigés suivant la formule I, assermentés devant l'officier-rapporteur ou un juge de paix, et attester :

Affidavit qui acc. le bulletin.

1. Que le déposant sait que les personnes signataires du bulletin de présentation, ou au moins vingt-cinq d'entre elles, sont inscrites sur quelqu'une des listes d'électeurs en vigueur dans le district électoral comme ayant le droit de suffrage, et qu'elles ont signé le bulletin, en sa présence ;

2. Que le consentement du candidat a été signé en la présence du déposant, ou que la personne présentée est absente de la province. 38 V., c. 7, s. 111.

275. La qualité d'électeur et la signature ou la marque de chacun des signataires du bulletin de présentation, ou d'au moins vingt-cinq de ces signataires, habiles à voter, doivent être ainsi attestées par affidavit, mais elles peuvent l'être dans un ou plusieurs affidavits différents et par une ou plusieurs personnes différentes. 38 V., c. 7, s. 112.

Attestation des signatures.

276. Le consentement du candidat peut aussi être attesté par le serment d'une personne différente. 38 V., c. 7, s. 113.

Attestation du consentement.

277. Si le bulletin de présentation est remis par le candidat lui-même, l'officier-rapporteur doit le requérir de jurer que la signature apposée au bas du consentement produit est la sienne ; et dans ce cas, l'affidavit de nulle autre personne au sujet du consentement du candidat n'est requis. 38 V., c. 7, s. 114.

Serment du candidat.

Validité des bulletins de présentation.

278. Nul bulletin de présentation n'est valide et mis à effet par l'officier-rapporteur, s'il n'est fait et remis d'après les formalités prescrites par les articles 267, 268, 269, 270, 271, 272, 274, 275, 276 et 277. 38 V., c. 7, s. 115.

Mention des affidavits au dos du bulletin.

279. L'officier-rapporteur doit mentionner, au dos du bulletin de présentation, la production de tout affidavit donné en vertu des articles 274, 275 ou 276, suivant le cas, et la prestation du serment fait en vertu de l'article 277. 38 V., c. 7, s. 116.

Election d'un seul candidat.

280. Si, à l'expiration du délai fixé pour la présentation, il n'y a qu'une seule personne mise en candidature, l'officier-rapporteur doit faire immédiatement, au greffier de la couronne en chancellerie, son rapport suivant la formule J, à l'effet que ce candidat a été élu. 38 V., c. 7, s. 117.

Rapport à l'élu.

281. Il doit transmettre, dans les quarante-huit heures suivantes, à la personne élue, un double ou une copie certifiée de son rapport. 38 V., c. 7, s. 118.

Procès-verbal accompagné rapport.

282. L'officier-rapporteur doit accompagner son rapport d'un procès-verbal de ses opérations, dans lequel il mentionne toute candidature proposée et qu'il a dû écarter pour cause d'inobservance des prescriptions de cette loi. 38 V., c. 7, s. 119.

Ajournement pour la votation.

283. Si, au contraire, il y a plus d'une personne en candidature, il est du devoir de l'officier-rapporteur d'ajourner l'élection pour l'ouverture de la votation. 38 V., c. 7, s. 120.

Liste des personnes mises en candidature.

284. Après l'expiration du délai fixé pour la présentation, l'officier-rapporteur doit délivrer gratuitement à chaque candidat ou à l'agent du candidat, sur demande à cet effet, une liste certifiée des noms des personnes mises en candidature.

Votes donnés pour d'autres, nuls.

Tous les votes donnés à l'élection pour d'autres personnes que celles ainsi présentées, sont nuls. 38 V., c. 7, s. 121.

Retraite des candidats.

285. Toute personne mise en candidature peut, en tout temps avant la clôture de la votation, se retirer, en transmettant à l'officier-rapporteur une déclaration à cet effet, signée par elle-même.

Déclaration à cet effet.

Pour être valable, cette déclaration doit être accompagnée d'un affidavit d'une ou de plusieurs personnes assermentées devant l'officier-rapporteur ou un juge de paix, attestant que le candidat résignant a, volontairement et après lecture faite, signé cette déclaration, en leur présence.

Votes au retraitant, nuls.

Tous les votes donnés en faveur d'un candidat qui s'est ainsi retiré, sont nuls et doivent être écartés. 38 V., c. 7, s. 122.

286. Si, par suite de telle retraite, il ne reste qu'un candidat, il devient du devoir de l'officier-rapporteur de le déclarer élu, sans attendre le jour fixé pour la votation, ou la clôture de la votation, si la retraite en question est signifiée le jour de la votation. 38 V., c. 7, s. 123.

Devoirs de l'officier-rapporteur.

§ 8.—*Des qualités pour être candidats.*

287. Nul ne peut être élu, ni voter ou siéger comme député à l'assemblée législative, s'il n'est âgé d'au moins vingt et un ans, du sexe masculin, sujet de Sa Majesté par naissance ou naturalisation et exempt de toute incapacité légale. 45 V., c. 7, s. 1, et 49-50 V., c. 97, s. 16. *

Qualités des députés.

§ 9.—*Des préliminaires de la votation.*

288. Quand la votation est nécessaire, l'officier-rapporteur doit faire afficher des avis, rédigés suivant la formule K, énonçant le fait que la votation aura lieu dans le district électoral, et indiquant les noms, domiciles et occupations des personnes mises en candidature, dans l'ordre dans lequel ils ont été imprimés sur les bulletins de vote mentionnés dans l'article 300.

Avis de la votation.

Il doit, en même temps, afficher des exemplaires imprimés des instructions qui doivent guider les électeurs dans la manière de voter, ainsi qu'une liste indiquant les différents bureaux de votation établis par lui, et les limites territoriales de chacun de ces bureaux de votation. 38 V., c. 7, s. 137, et 39 V., c. 13, s. 14.

Affiches des instructions, etc.

289. Ces avis et instructions sont affichés, aussitôt que possible après la présentation des candidats, à tous les endroits où la proclamation annonçant l'élection a été affichée. 38 V., c. 7, s. 138.

Endroits des affichages.

290. L'officier-rapporteur doit se procurer les différentes listes d'électeurs ou des copies ou extraits certifiés de ces listes, des registrateurs, greffiers, secrétaires-trésoriers ou autres officiers qui en sont les dépositaires en vertu de la loi.

Officier-rapporteur se procure les listes d'électeurs.

Tout officier qui néglige ou refuse de fournir ces copies ou extraits de listes d'électeurs dans un délai raisonnable, à l'officier-rapporteur qui les demande, devient passible d'une amende de deux cents piastres ou d'un emprisonnement de six mois, à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 139.

Pénalité pour refus de les donner.

291. L'officier-rapporteur ne peut, dans aucun cas, décider de la validité ou de la suffisance des listes d'électeurs. 38 V., c. 7, s. 140.

Il ne décide pas de leur valeur.

* Voir art. 94 des présents stat. ref.

§ 10.—*Des sous-officiers-rapporteurs.*

Sous-officier
rapporteur.

292. L'officier-rapporteur doit, par commission émise sous son seing et rédigée suivant la formule L, nommer une personne compétente pour agir comme sous-officier-rapporteur à chaque bureau de votation établi par lui. 38 V., c. 7, s. 141.

Nouveau sous-
officier-rap-
porteur, dans
le cas de
décès.

293. Si un sous-officier-rapporteur vient à mourir, ou s'il est empêché de remplir sa charge par maladie, absence ou autre cause, ou s'il refuse d'accepter cette charge ou néglige d'en remplir les devoirs, l'officier-rapporteur doit nommer une autre personne compétente pour agir comme sous-officier-rapporteur.

Devoirs de ce
dernier.

Le nouveau sous-officier-rapporteur est tenu de remplir toutes les obligations de cette charge, sous les mêmes peines que le premier, en cas de refus ou de négligence. 38 V., c. 7, s. 142.

Serment du
sous-offi-rap.

294. Chaque sous-officier-rapporteur doit, avant d'entrer en fonctions, prêter et signer, devant l'officier-rapporteur ou un juge de paix, le serment décrit dans la formule M, et un certificat de la prestation de ce serment rédigé suivant la formule N, et sous le seing de l'officier-rapporteur ou du juge de paix, qui doit lui être délivré par celui qui le lui a administré. 38 V., c. 7, s. 143.

L'officier-rap-
porteur lui
fournit une
liste ;

295. Il est du devoir de l'officier-rapporteur de fournir à chaque sous-officier-rapporteur, la liste, ou une copie ou un extrait de la liste, qui contiennent les noms des électeurs ayant droit de voter au bureau de votation pour lequel ce sous-officier-rapporteur est nommé.

Attestation
d'icelle.

Chaque copie ou extrait de liste doit être certifié par l'officier-rapporteur ou par le dépositaire légal des listes dont les copies ou extraits sont tirés. 38 V., c. 7, s. 144.

Nouvelle liste
en cas de per-
te de la liste.

296. Si la liste, ou l'extrait ou copie d'icelle, en la possession d'un sous-officier-rapporteur, a été perdue ou détruite l'officier-rapporteur doit veiller à ce qu'une autre liste, ou un autre extrait ou copie certifié d'icelle lui soit fourni. 38 V., c. 7, s. 145.

Boîte de scrutin.

297. L'officier-rapporteur doit remettre, au moins deux jours avant la votation, à chaque sous-officier-rapporteur une boîte de scrutin pour recevoir les bulletins de vote des électeurs.

Mode de sa
construction.

Cette boîte de scrutin, sur le dessus de laquelle une ouverture étroite doit être pratiquée de manière que les bulletins puissent y être introduits et n'en puissent être retirés sans ouvrir la boîte, doit être construite de matériaux solides et munie d'une serrure et d'une clef. 38 V., c. 7, s. 146.

298. Lorsque l'officier-rapporteur n'a pas fourni à un sous-officier-rapporteur la boîte de scrutin dans le délai prescrit par l'article précédent, il est du devoir de ce sous-officier-rapporteur d'en faire faire une. 38 V., c. 7, s. 147.

Le sous-officier-rapporteur en fait faire s'il ne l'en a pas été fourni

299. L'officier-rapporteur doit remettre au sous-officier-rapporteur de chaque bureau de votation des bulletins de votes en nombre suffisant pour en fournir à tous les électeurs qui ont droit de voter à ce bureau, ainsi que les instruments nécessaires pour marquer les bulletins de vote.

Bulletins de votes fournis par offi-rapp.

Tous les bulletins doivent être de la même description et aussi semblables que possible. 38 V., c. 7, s. 148.

Description d'iceux.

300. Le bulletin de vote de chaque électeur doit être un papier imprimé avec annexe, fait suivant la formule O, indiquant les noms et la description des candidats, inscrits alphabétiquement dans l'ordre des noms de famille, ou des prénoms pour les candidats qui ont le même nom de famille.

Formule de bulletins de vote.

Les noms et la description de chaque candidat doivent être indiqués sur le bulletin de vote, tels qu'ils ont été mis sur le bulletin de présentation. 38 V., c. 7, s. 149 ; 39 V., c. 13, s. 16, et 46 V., c. 2, s. 4.

Leur contenu.

301. L'officier-rapporteur doit aussi remettre à chaque sous-officier-rapporteur, au moins dix exemplaires imprimés des instructions qui doivent guider les électeurs dans leur manière de voter.

Instructions de l'offi-rapp.

Le jour de la votation, le sous-officier-rapporteur doit faire afficher des exemplaires de ces instructions, à l'ouverture de la votation, ou avant, dans quelques endroits apparents, hors du bureau de votation ainsi que dans chaque compartiment du bureau. 38 V., c. 7, s. 150.

Affichage d'iceux.

§ 11.—Des greffiers de bureau de votation.

302. Chaque sous-officier-rapporteur doit nommer immédiatement, par une commission sous son seing et rédigée suivant la formule P, une personne compétente comme greffier du bureau de votation pour l'aider dans l'exécution de ses devoirs. 38 V., c. 7, s. 151.

Greffier de bureau de votation.

303. Si le greffier du bureau de votation vient à mourir, s'il est empêché de remplir sa charge par maladie, absence ou autre cause, ou s'il refuse d'accepter cette charge ou néglige d'en remplir les devoirs, le sous-officier-rapporteur doit nommer une autre personne compétente pour agir comme greffier du bureau de votation.

Nouveau greffier en cas de décès.

Ses devoirs. Le nouveau greffier du bureau de votation est tenu de remplir toutes les obligations de cette charge, sous les mêmes pénalités que le premier, en cas de refus ou négligence de remplir ces devoirs. 38 V., c. 7, s. 152.

Serment du greffier. **304.** Tout greffier de bureau de votation doit, avant d'entrer en fonctions, prêter et signer devant l'officier-rapporteur, ou le sous-officier-rapporteur qui l'a nommé, ou un juge de paix, le serment décrit dans la formule Q.

Certificat d'icelui. Un certificat de la prestation de ce serment doit être délivré suivant la formule R, par celui qui le lui a administré et sous son seing. 38 V., c. 7, s. 153.

Devoirs du greffier vis-à-vis l'offi-rapp. **305.** Le greffier, du bureau de votation est obligé d'aider et d'assister dans l'exécution de ses devoirs, le sous-officier-rapporteur nommé pour tenir le bureau de votation pour lequel il a été nommé, et d'obéir à ses ordres. 38 V., c. 7, s. 154.

Il remplace le sous-officier-rapporteur. **306.** Si le sous-officier-rapporteur refuse ou néglige de remplir ses devoirs, ou devient incapable d'agir, et qu'il ne se présente aucun sous-officier-rapporteur nommé en remplacement du premier, le greffier du bureau de votation doit, sous les mêmes pénalités que celles imposées à un sous-officier-rapporteur, agir sans être tenu de prêter un nouveau serment, comme sous-officier-rapporteur et en remplir toutes les obligations, de même que s'il avait été nommé sous-officier-rapporteur. 38 V., c. 7, s. 155.

Il se nomme un assistant. **307.** Toutes les fois qu'un greffier de bureau de votation agit dans le cas prévu par l'article précédent, il peut nommer, par une commission sous son seing, suivant la formule S, une autre personne comme greffier du bureau de votation, pour l'aider et l'assister, et lui administrer le serment requis d'un greffier de bureau de votation par la présente loi.

Devoirs de ce dernier. Ce greffier de bureau de votation remplit, sous les mêmes pénalités en cas de refus ou de négligence, les mêmes devoirs que s'il avait été nommé par le sous-officier-rapporteur. 38 V., c. 7, s. 156.

§ 12.—*De la votation.*

Lieu de la votation. **308.** La votation doit se faire dans une salle ou dans un édifice d'un accès facile, ayant une porte pour l'admission des votants et, si c'est possible, une autre pour leur sortie après avoir voté. 38 V., c. 7, s. 157.

309. Un ou deux compartiments doivent être ménagés dans la salle de votation, et installés de manière à ce que chaque votant soit soustrait à la vue, et puisse marquer son bulletin de vote, sans interruption ou intervention de la part de qui que ce soit. 38 V., c. 7, s. 158.

Compartiments dans la salle de votation.

310. Chaque sous-officier-rapporteur doit ouvrir le bureau de votation qui lui est assigné à neuf heures du matin et le tenir ouvert jusqu'à cinq heures de l'après-midi.

Heures de la votation.

Il doit recevoir, pendant ce temps, en la manière ci-après prescrite, tous les votes des électeurs qui ont droit de voter à ce bureau et qui demandent à le faire. 38 V., c. 7, s. 159.

Réception des votes.

311. Pendant tout le temps que le bureau reste ouvert, nul autre que les candidats et leurs agents, au nombre de pas plus de deux pour chaque candidat, du sous-officier-rapporteur et du greffier du bureau de votation, ne doit être admis à se tenir dans la salle où se donnent les votes.

Personnes qui demeurent dans la salle de votation.

A défaut d'agents d'un candidat, deux électeurs peuvent le représenter, sur leur demande à cet effet. 38 V., c. 7, s. 160.

312. L'un des agents de chaque candidat, ou, en l'absence d'agent, l'un des électeurs représentant un candidat en vertu de l'article précédent, doit prêter serment, suivant la formule T, de garder le secret sur les noms des candidats en faveur desquels les électeurs peuvent marquer leurs bulletins de vote, en leur présence, ainsi que prescrit par l'article 323. 38 V., c. 7, s. 161.

Serments des agents.

313. A l'heure fixée pour l'ouverture du bureau de votation, le sous-officier-rapporteur et le greffier du bureau de votation, ouvrent, en présence des candidats, de leurs agents ou des électeurs présents, la boîte du scrutin, et constatent qu'elle ne renferme aucun bulletin de vote, ni aucun papier quelconque.

Examen de la boîte du scrutin.

La boîte est immédiatement fermée à clé, et cette clé reste en la possession du sous-officier-rapporteur. 38 V., c. 7, s. 162.

Fermeture d'icelle.

314. Immédiatement après que la boîte du scrutin a été fermée à clé, le sous-officier-rapporteur invite les électeurs à voter. 38 V., c. 7, s. 163.

Commencement de la votation.

315. Il est du devoir du sous-officier-rapporteur de faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de votation, et de veiller à ce qu'il ne soit ni gêné, ni molesté à l'intérieur ou aux abords du bureau. 38 V., c. 7, s. 164.

Facilités pour voter.

316. Chaque électeur, étant introduit un seul à la fois par chaque compartiment, dans la salle où se tient le

Enregistrement des

nom sur le
cahier.

scrutin, doit décliner ses nom, prénoms et occupations, qui sont enregistrés sans délai, sur un cahier de votation tenu à cet effet suivant la formule U, par le greffier du bureau de votation. 38 V., c. 7, s. 165.

Réception des
bulletins de
vote.

317. Si ce nom se trouve sur la liste des électeurs pour l'arrondissement de votation de ce bureau, le votant reçoit du sous-officier-rapporteur un bulletin de vote sur le dos duquel celui-ci a préalablement apposé ses initiales et sur l'annexe un numéro correspondant à celui du nom du votant, sur le cahier de votation. 38 V., c. 7, s. 166.

Serment du
votant si re-
quis.

318. Néanmoins, tout électeur qui se présente ainsi doit, avant de recevoir son bulletin de vote, s'il en est requis par le sous-officier-rapporteur, le greffier du bureau de votation, l'un des candidats ou de leurs agents, ou par quelque électeur présent, prêter le serment ou l'affirmation suivant, et répondre, sous tel serment ou affirmation, affirmativement aux questions numéros 1, 2, 3, et négativement aux questions numéros 4, 5, 6 et 7, de la formule de cet article :

FORMULE DU SERMENT OU DE L'AFFIRMATION.

Formule du
serment.

“ Vous jurez, ou affirmez, de répondre la vérité et rien autre chose que la vérité aux questions qui vont vous être faites ? Ainsi, Dieu vous soit en aide ;

“ 1. Etes-vous (*nom de l'électeur tel que inscrit sur la liste*) dont le nom est inscrit sur la liste des électeurs à vous maintenant exhibée (*exhibant la liste à l'électeur*) ?

“ 2. Etes-vous sujet de Sa Majesté ?

“ 3. Avez-vous vingt et un ans accomplis ?

“ 4. Avez-vous auparavant voté à cette élection pour ce district électoral, à ce bureau de votation, ou à quelque autre ?

5. Quelque promesse vous a-t-elle été faite à vous, ou à votre femme ou à quelqu'un de vos parents, amis ou à quelque autre pour vous engager à voter à cette élection ?

“ 6. Avez-vous reçu quelque chose, soit par vous-même, soit par votre femme ou par quelque membre de votre famille ou de quelque autre manière, pour vous engager à voter à cette élection, ou relativement à votre vote à la présente élection, ou agissez-vous, avez-vous agi, ou devez-vous agir dans l'intérêt de l'un des candidats à la présente élection, soit comme charretier ou cabaleur payé, dans la vue de recevoir quelque chose pour votre trouble ?

“ 7. Avez-vous commis quelque autre manœuvre frauduleuse vous rendant inhabile à voter à cette élection.”
38 V., c. 7, s. 167

319. Il ne doit pas être donné de bulletin de vote à un électeur qui a refusé de prêter le serment ou l'affirmation mentionné dans l'article précédent s'il en a été requis, ou qui, l'ayant prêté, n'a pas répondu ainsi que prescrit par cet article. 38 V., c. 7, s. 168.

Refus de prêter serment.

320. Chaque fois qu'il a lieu de savoir ou de croire, qu'une personne offrant de voter, a déjà voté à l'élection et se présente pour voter de nouveau, ou que cette personne offre de voter sous un faux nom ou une désignation fausse, ou se donne ou se représente faussement comme étant inscrite sur la liste des électeurs, le sous-officier-rapporteur, qu'il en soit ou non requis, doit administrer à cette personne le serment ou l'affirmation autorisé par la loi. 38 V., c. 7, s. 169.

Serment requis par le sous-officier-rapporteur.

321. L'électeur, en recevant le bulletin de vote, se rend immédiatement dans un des compartiments du bureau, et y marque son bulletin, en faisant une croix avec un crayon en regard du nom du candidat en faveur duquel il veut voter, après quoi il le plie et le remet au sous-officier-rapporteur.

Préparation du bulletin.

Cet officier doit constater, par l'examen de ses initiales et du numéro, sans le déplier, que ce bulletin de vote est le même que celui qu'il a fourni au votant, et après avoir détaché et détruit l'annexe, le dépose immédiatement et en présence du votant, dans la boîte du scrutin. 38 V., c. 7, s. 170, et 39 V., c. 13, s. 17.

Constatation du bulletin et son dépôt dans la boîte.

322. Le greffier du bureau de votation inscrit sur le cahier de votation, en regard du nom de chaque électeur qui s'est présenté pour voter :

Entrée sur le cahier de votation.

1. Le mot " voté, " aussitôt que le bulletin de vote de l'électeur a été déposé dans la boîte du scrutin ;
 2. Le mot " assermenté " ou " affirmé, " si l'électeur a fait le serment ou l'affirmation ;
 3. Le terme " refusé de jurer " ou " refusé d'affirmer " si l'électeur a refusé de faire le serment ou l'affirmation.
- 38, V., c. 7, s. 171.

323. Le sous-officier-rapporteur, à la demande de tout électeur qui ne sait pas lire ou écrire, ou qui, pour cause de cécité ou autre infirmité physique, est incapable de voter en la manière prescrite par cette loi, doit aider cet électeur :

Aide dans la préparation du bulletin.

1. En marquant, en présence seulement des agents assermentés ou des électeurs assermentés, selon le cas, son bulletin de vote en faveur du candidat que l'électeur nomme ;
 2. En déposant le bulletin dans la boîte du scrutin.
- 38, V., c. 7, s. 172.

Mention du fait au cahier.

324. Chaque fois qu'un votant a fait préparer son bulletin de vote conformément à l'article précédent, il en est fait mention au cahier de votation, en regard de son nom. 38 V., c. 7, s. 173.

Vote des officiers d'élection.

325. Toute personne qui a droit de voter dans le district électoral où se fait l'élection et qui a été nommée sous-officier-rapporteur, greffier de bureau de votation ou agent de l'un des candidats, pour un bureau de votation autre que celui où elle a droit de voter, peut, sur demande, obtenir de l'officier-rapporteur, un certificat constatant son droit d'électeur et l'autorisant à voter au bureau de votation où elle est employée.

Mode de voter.

Sur présentation de ce certificat, telle personne, si elle est réellement employée à un bureau de votation comme sous-officier-rapporteur, greffier de bureau de votation ou agent d'un candidat, peut voter en la manière ordinaire à ce bureau, au lieu de voter au bureau où autrement elle aurait droit de le faire.

Mention du fait au cahier

Il doit être fait mention, au cahier de votation, en regard du nom de ce votant, du fait que tel votant a voté en vertu du présent article. 38 V., c. 7, s. 174

Bulletins déchirés.

326. Si un électeur a, par inadvertance, marqué, maculé ou déchiré le bulletin qui a été remis, de manière qu'il ne puisse convenablement s'en servir, il peut, en le remettant au sous-officier-rapporteur, obtenir un autre bulletin de vote. 38 V., c. 7, s. 175.

Limitation du vote.

327. Nul ne doit voter plus d'une fois dans le même district électoral. 38 V., c. 7, s. 176.

Vote offert après un premier vote sous le même nom.

328. Si quelqu'un se présente comme étant un électeur dont le nom figure sur la liste des électeurs et demande un bulletin de vote, après qu'un autre a voté sous ce nom, le requérant, en prêtant le serment ou l'affirmation mentionné dans l'article 318, a le droit de voter comme tout électeur.

Mention du fait au cahier.

Il est fait mention au cahier de votation, du fait que ce votant a voté sur un second bulletin de vote délivré sous le même nom, et qu'il a, sur demande, prêté le serment ou l'affirmation mentionné dans l'article 318, ainsi que des objections faites à ce vote, au nom de quelqu'un des candidats avec indication du nom de ce candidat. 38 V., c. 7, s. 177.

Interprète.

329. Lorsque le sous-officier-rapporteur ne comprend pas la langue parlée par un électeur qui se présente pour voter, il assermenté un interprète, qui sert d'intermédiaire entre cet électeur et lui, pour tout ce qui est nécessaire à l'exercice du droit de vote de ce dernier. 38 V., c. 7, s. 178.

330. Chaque électeur doit voter sans retard inutile, et sortir du bureau de votation aussitôt que son bulletin de vote a été déposé dans la boîte du scrutin. 38 V., c. 7, s. 179.

Diligence à voter.

331. Nul électeur ne doit emporter son bulletin de vote hors du bureau de votation, sous peine d'être *ipso facto* privé de son droit de voter, et en outre, d'une amende n'excédant pas deux cents piastres ou d'un emprisonnement n'excédant pas six mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 180.

Défense d'emporter le bulletin.

332. Nul ne doit engager, directement ou indirectement, un votant à déployer son bulletin après qu'il l'a marqué, de manière à faire connaître le nom du candidat pour ou contre lequel il a ainsi marqué son bulletin de vote. 38 V., c. 7, s. 181.

Défense de le déployer.

333. Sauf le cas de l'article 323, nul ne doit intervenir ni tenter d'intervenir auprès d'un électeur, lorsqu'il prépare son bulletin de vote, ou tenter autrement de se procurer, au bureau de votation, quelque renseignement sur le nom du candidat en faveur duquel un électeur se propose de voter ou a voté à ce bureau. 38 V., c. 7, s. 182.

Défense d'intervenir.

334. Tout officier d'élection, candidat, agent, et électeur présent, à un bureau de votation, doivent maintenir et aider à maintenir le secret de la votation à ce bureau ; et aucune de ces personnes ne doit donner d'informations avant la clôture du scrutin, au sujet de quelqu'un inscrit sur la liste des électeurs, qui a ou n'a pas réclamé son bulletin ou voté à ce bureau. 38 V., c. 7, s. 183.

Secret au sujet des bulletins demandés.

335. Nul officier d'élection, candidat, agent, électeur ou autre personne, ne doit, en aucun temps, communiquer à qui que ce soit, quelque renseignement obtenu à l'intérieur du bureau de votation, sur le nom du candidat pour lequel un électeur se propose de voter ou a voté. 38 V., c. 7, s. 184.

Secret au sujet des bulletins déposés.

336. Quiconque agit en contravention à quelque'une des dispositions des quatre articles précédents, devient passible d'une amende au maximum de deux cents piastres ou d'un emprisonnement de pas plus de six mois, à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 185.

Pénalité pour contraventions.

337. Quiconque :

1. Dépose frauduleusement dans une boîte de scrutin quelque papier autre que le bulletin qu'il est autorisé par la loi à y déposer, ou

Pénalité, pour dépôt d'autres papiers, etc.

2. Soustrait frauduleusement d'un bureau de votation un ou plusieurs bulletins de vote, ou

3. Tente de commettre quelqu'un des actes spécifiés dans cet article,

Encourt pour chaque contravention :

Si c'est un officier d'élection ou autre employé à l'élection, une amende de mille piastres ou un emprisonnement de deux ans à défaut de paiement, ou

Si c'est une autre personne, une amende de cinq cents piastres ou un emprisonnement de six mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 186.

Secret protégé en justice.

338. Nul ne peut être contraint de déclarer, dans aucune procédure légale, pour qui il a voté à une élection. 38 V., c. 7, s. 187.

Dispense de comp. comme témoin, le jour de la votation.

339. Nul électeur, assigné comme témoin devant un juge ou un tribunal quelconque dans la province, n'est tenu de comparaître et d'être présent devant ce juge ou ce tribunal, le jour de la votation, dans un district électoral où il a droit de voter. 38 V., c. 7, s. 188.

§ 13.—*Du dépouillement du scrutin*

Dépouillement du scrutin.

340. Immédiatement après la clôture de la votation, le sous-officier-rapporteur doit ouvrir, dans la salle de votation et en présence du greffier du bureau de votation et des candidats ou de leurs agents, ou, en l'absence de quelqu'un des candidats ou de ses agents, en présence d'au moins trois électeurs, la boîte contenant les bulletins de vote, et faire le dépouillement du scrutin en comptant le nombre des suffrages donnés à chaque candidat. 38 V., c. 7, s. 189.

Bulletins écartés.

341. Le sous-officier-rapporteur, en lisant et comptant les suffrages, doit écarter :

1. Tous les bulletins qui ne sont pas semblables à ceux fournis par lui ;

2. Tous ceux par lesquels il a été donné plus d'un vote ;

3. Tous ceux sur lesquels est écrit quelque mot ou est faite quelque marque ou indication qui peut faire connaître le votant. 38 V., c. 7, s. 190.

Bulletins comptés, et remis dans la boîte.

342. Après que les autres bulletins ont été comptés, et qu'un état a été fait du nombre de suffrages donnés à chaque candidat et du nombre de bulletins écartés, tous les bulletins indiquant les votes donnés à chaque candidat doivent être mis dans des enveloppes ou paquets distincts ; de même, ceux qui ont été écartés doivent aussi être placés dans une enveloppe ou un paquet séparé.

Endossement.

Tous ces paquets, après avoir été endossés de manière à indiquer leur contenu, sont remis dans la boîte du scrutin. 38 V., c. 7, s. 191.

343. Le sous-officier-rapporteur doit prendre note de chaque objection faite par un candidat, son agent ou un électeur présent, à un bulletin de vote trouvé dans la boîte du scrutin, et décider toute question soulevée par cette objection.

Objections notées et dé-
cidées.

Sa décision est définitive et ne peut être infirmée que sur pétition contestant l'élection ou le rapport.

Chaque objection est numérotée, et un numéro correspondant est placé sur le dos du bulletin avec les initiales du sous-officier-rapporteur. 38 V., c. 7, s. 192.

344. Le sous-officier-rapporteur, doit préparer un relevé indiquant le nombre :

Relève des
bulletins.

1. Des bulletins admis ;
2. Des suffrages donnés à chaque candidat ;
3. Des bulletins écartés ;
4. Des bulletins maculés et remis ; et
5. Des bulletins qui n'ont pas été employés et qu'il

renvoie.

Il fait et garde une copie de ce relevé et en met l'original dans la boîte du scrutin. 38 V., c. 7, s. 193.

Original mis
dans la boîte.

345. Il met aussi, dans la boîte du scrutin, toute liste d'électeurs dont il s'est servi, après avoir écrit, au bas de chacune d'elles, un état certifié du nombre total des électeurs qui ont voté sur chaque liste.

Documents
mis dans la
boîte.

Le cahier de votation, sa commission, celle du greffier du bureau de votation, leurs serments d'office, les bulletins de vote qui n'ont pas servi et toutes autres pièces ou listes qui ont été employées ou requises à l'élection, sont également mis, par le sous-officier-rapporteur, dans la boîte du scrutin. 38 V., c. 7, s. 194.

346. La boîte du scrutin est alors formée à clé, scellée, et remise à l'officier-rapporteur ou au secrétaire d'élection. 38 V., c. 7, s. 195.

Remise de la
boîte.

347. Si l'un ou l'autre de ces officiers est dans l'impossibilité de recevoir ou de recueillir les boîtes de scrutin, ces boîtes doivent être remises à une ou plusieurs personnes spécialement autorisées à cette fin par l'officier-rapporteur.

Messagers
spéciaux.

Ces personnes, en remettant les boîtes de scrutin à l'officier-rapporteur, doivent prêter le serment décrit dans la formule W. 38 V., c. 7, s. 196.

Serment d'i-
ceux

348. Le sous-officier-rapporteur et le greffier du bureau de votation doivent aussi prêter, chacun suivant ce qui lui est propre, le serment rédigé d'après les formules X et XX.

Serment du
sous-officier-
rapporteur et
du greffier.

Le sous-officier-rapporteur peut prêter ce serment devant le greffier du bureau de votation.

Prestation d'i-
celui.

Annexion
d'ice lui.

Ces serments sont annexés au relevé mentionné dans l'article 344. 38 V., c. 7, s. 197.

Certificat du
nombre de
votes.

349. Sur demande à cet effet, le sous-officier-rapporteur doit donner gratuitement à chaque candidat ou à ses agents, ou, en leur absence, aux électeurs qui le représentent, un certificat du nombre de suffrages donnés à chaque candidat et du nombre de bulletins de votes écartés. 38 V., c. 7, s. 198.

Secret au
dépouille-
ment.

350. Tout officier d'élection, candidat, agent ou électeur présent au dépouillement du scrutin, doit maintenir et aider à maintenir le secret de la votation ; et aucune de ces personnes ne doit chercher à constater, pendant ce dépouillement, le nom de l'électeur dont le vote est exprimé dans un bulletin, ni communiquer à qui que ce soit, aucun renseignement obtenu à ce sujet, lors de ce dépouillement.

Pénalités
pour contra-
ventions.

Toute contravention à quelque disposition de cet article, rend le contrevenant passible d'une amende n'excédant pas deux cents piastres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas six mois, à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 199.

§ 14.—*De la clôture de l'élection.*

Ouverture
des boîtes par
l'officier-rap-
porteur.

351. L'officier-rapporteur, aussitôt après avoir reçu toutes les boîtes de scrutin, doit ouvrir ces boîtes en présence du secrétaire de l'élection et d'un autre témoin, ainsi que des candidats ou de leurs agents respectifs notifiés du jour et de l'heure, et constater le nombre des votes donnés à chaque candidat, d'après les relevés trouvés dans chacune des boîtes de scrutin remises par les sous-officiers-rapporteurs. 38 V., c. 7, s. 200.

Perte des
boîtes.

352. Si les boîtes de scrutin ou quelqu'une d'entre elles sont détruites, perdues, ou ne peuvent être produites, l'officier-rapporteur doit constater, avec toute la diligence possible, la cause de cette disparition, et se procurer du sous-officier-rapporteur dont la boîte manque, ou de toute autre personne les ayant en sa possession, les listes, relevés et certificats requis par la présente loi ou des copies de ces documents.

Vérif. des do-
cuments.

Chacun de ces documents doit être vérifié sous serment prêté devant l'officier-rapporteur. 38 V., c. 7, s. 201.

Mode de cons-
tater l'élu
dans le cas
précédent.

353. Si, au cas de l'article précédent, les listes, relevés, certificats ou leurs copies ne peuvent être obtenus, l'officier-rapporteur doit constater, par la meilleure preuve qu'il peut se procurer, le nombre total de votes donnés à chaque candidat aux différents bureaux de votation dont les boîtes manquent. 38 V., c. 7, s. 202.

354. Au cas des deux articles précédents, l'officier-rapporteur doit mentionner, dans son rapport, les circonstances qui ont accompagné la disparition des boîtes, et les moyens qu'il a pris pour constater le nombre de suffrages donnés à chaque candidat. 38 V., c. 7, s. 203.

Rapport de l'officier-rapporteur, dans ce cas.

355. Le candidat qui, à l'addition définitive des votes, se trouve avoir le plus grand nombre de suffrages est déclaré élu. 38 V., c. 7, s. 204.

Candidats déclarés élus.

356. Lorsque, à l'addition définitive des suffrages, il y a égalité de votes entre quelques-uns des candidats, et que l'addition d'un vote donnerait à l'un d'eux le droit d'être déclaré élu, il est du devoir de l'officier-rapporteur de donner immédiatement, en présence du secrétaire d'élection et du témoin, ce vote additionnel ou prépondérant, en déclarant, par écrit signé de lui, pour qui il vote.

Vote prépondérant de l'officier-rapporteur.

Dans aucun autre cas l'officier-rapporteur n'a le droit de voter. 38 V., c. 7, s. 205.

357. Immédiatement après l'addition définitive des votes, l'officier-rapporteur doit faire, au greffier de la couronne en chancellerie, son rapport indiquant la personne élue pour le district électoral.

Rapport de l'officier-rapporteur.

Au cas de l'article précédent, l'officier-rapporteur doit indiquer, dans son rapport, le nom du candidat pour qui il a donné son vote prépondérant. 38 V., c. 7, s. 206.

358. L'officier-rapporteur doit transmettre, sans délai, une copie de son rapport à chacun des candidats, et de plus au candidat élu un certificat fait selon la formule Y. 38 V., c. 7, s. 207.

Copie d'écrit remis aux candidats.

359. L'officier-rapporteur doit accompagner son rapport au greffier de la couronne en chancellerie, d'un procès-verbal de ses opérations, dans lequel, outre les mentions déjà requises, il fait les observations qu'il croit utiles relativement à l'état des boîtes de scrutin ou des bulletins de vote qu'il a reçus. 38 V., c. 7, s. 208.

Procès-verbal accompagnant le rapport.

360. L'officier-rapporteur doit aussi transmettre au greffier de la couronne en chancellerie, avec son rapport, le bref de l'élection, son serment d'office, la commission du secrétaire d'élection et le serment d'office de cet officier, les relevés originaux mentionnés dans l'article 351, ainsi que les bulletins de vote, les listes des électeurs employées dans les différents bureaux de votation, et toutes autres listes ou pièces employées ou requises à cette élection ou qui peuvent lui avoir été remises par les sous-officiers-rapporteurs. 38 V., c. 7, s. 209.

Documents à transmettre au greffier de la couronne en chancellerie.

Mode de transmission.

361. Les diverses transmissions requises par les quatre articles précédents sont faites par la malle, avec enregistrement.

Elles peuvent aussi être faites aux destinataires en personne, mais sans frais de route. 38 V., c. 7, s. 210.

Garde des boîtes de scrutin.

362. Après la clôture de l'élection, l'officier-rapporteur doit faire remettre les boîtes de scrutin qui ont servi à l'élection à la garde du shérif du district, ou à celle du registrateur de la division d'enregistrement où la présentation des candidats a eu lieu.

S'il est lui-même le shérif ou le registrateur, il les garde en sa possession. 38 V., c. 7, s. 211.

Usage subéquent des boîtes.

363. A l'élection suivante, ces boîtes doivent être remises à l'officier-rapporteur nommé pour cette élection par quiconque en est alors le possesseur. 38 V., c. 7, s. 212.

§ 15.—*Du décompte devant le juge.*

Nouveau dépouillement des bulletins de votation dans certains cas.

364. Si, dans les quatre jours qui suivent celui auquel l'officier-rapporteur a fait l'addition définitive des suffrages dans le but de déclarer le ou les candidats élus, il est, par l'affidavit d'un témoin digne de foi, démontré à un juge de la cour supérieure remplissant ordinairement les devoirs de sa charge dans un district judiciaire dans lequel est situé le district électoral en tout ou en partie, que ce témoin croit qu'un sous-officier-rapporteur à une élection tenue dans ce district électoral, en comptant les suffrages, a improprement compté ou écarté quelque bulletin de vote à cette élection, ou que le sous-officier-rapporteur a mal additionné les votes, et

Epoque du dépouillement, fixée par le juge.

Si le requérant dépose, dans le délai susdit, entre les mains du greffier du tribunal, la somme de cinquante piastres comme garantie des frais à encourir au sujet du nouveau dépouillement du scrutin, par le candidat qui paraît, par l'addition, avoir été élu, tel juge fixe un temps, dans les quatre jours qui suivent la réception de cet affidavit, pour recompter les suffrages, ou pour en faire l'addition finale, suivant le cas. 42-43 V., c. 15, s. 1, et 44-45 V., c. 8, s. 1.

Avis aux candidats, etc., par le juge.

365. Le juge doit aussi donner avis par écrit aux candidats ou à leurs agents de la date et du lieu auxquels il procédera à compter de nouveau ces votes ou à faire cette addition finale, suivant le cas, et doit assigner l'officier-rapporteur et son secrétaire d'élection, et leur ordonner de s'y rendre et d'apporter les paquets contenant les bulletins employés à l'élection, auquel ordre l'officier-rapporteur et son secrétaire d'élection doivent obéir. 42-43 V., c. 15, s. 1.

366. Le juge, l'officier-rapporteur et son secrétaire d'élection, et chaque candidat et agent autorisé à assister au nouveau dépouillement des votes, ou, si un candidat ne peut y assister, un agent au plus de ce candidat, et si les candidats et leurs agents sont absents, trois électeurs au moins, doivent être présents au nouveau dépouillement des votes. 42-43 V., c. 15, s. 2.

Personnes
présentes au
nouveau dé-
pouillement.

367. A l'époque et au lieu indiqués, le juge doit procéder à compter de nouveau tous les votes ou bulletins de votes transmis par les différents sous-officiers-rapporteurs, et, en présence des personnes ci-dessus, si elles sont présentes, il ouvre les paquets scellés contenant :

Formalités du
dépouille-
ment.

1. Les bulletins de vote employés qui ont été comptés ;
2. Les bulletins de vote écartés ;
3. Les bulletins maculés, mais non d'autres bulletins de vote, en procédant par ordre alphabétique et de numéros des bureaux de votation. 42-43 V., c. 15, s. 3.

368. Le juge doit, autant que possible, poursuivre ce nouveau dépouillement des votes sans interruption, sauf les dimanches et les autres jours non juridiques ainsi que pour le goûter, et en excluant, — à moins d'un accord entre lui et les personnes susdites, — le temps compris entre six heures du soir et neuf heures du lendemain matin.

Jours et
heures aux-
quels le dé-
pouillement
se fait.

Durant le temps exclu et le temps du goûter, le juge doit placer les bulletins de vote et autres documents relatifs à l'élection, sous enveloppe scellée de son sceau et des sceaux de celles des parties qui désirent les y apposer, et prendre d'ailleurs les précautions nécessaires pour la sûreté de ces bulletins et documents. 42-43 V., c. 15, s. 4.

Scellée des
bulletins, etc.,
pendant l'a-
journement.

369. Le juge procède à recompter les suffrages conformément aux règles prescrites par l'article 340, et vérifie ou rectifie le compte des bulletins et l'état du nombre de suffrages donnés pour chaque candidat, en décidant les objections sans délai et au fur et à mesure qu'elles sont faites.

Règles pour
le décompte
des suffrages.

Lorsqu'il a fini de les recompter, ou aussitôt qu'il a ainsi constaté le véritable état de la votation, il doit sceller les dits bulletins de vote dans des paquets distincts, et en transmettre immédiatement le résultat certifié à l'officier-rapporteur, qui doit proclamer alors élu le candidat qui a reçu le plus grand nombre de suffrages.

Scellée des
bulletins
après le dé-
compte.

S'il y a égalité de suffrages, l'officier-rapporteur doit donner son vote prépondérant de la même manière qu'il est prescrit par l'article 356. 42-43 V., c. 15, s. 5.

Vote prépon-
dérant de
l'officier-rap-
porteur.

Envoi du rapport du greffier en chancellerie, différé s'il y a décompte.

370. L'officier-rapporteur, après avoir reçu du juge avis qu'il doit recompter les suffrages, doit différer l'envoi de son rapport au greffier de la couronne en chancellerie jusqu'à ce qu'il ait reçu du juge un certificat du résultat de ce nouveau dépouillement, et sur réception de ce certificat, il fait son rapport suivant la formule Y. 42-43 V., c. 15, s. 6.

Frais du nouveau dépouillement.

371. Si le nouveau dépouillement ou l'addition des votes ne change pas le résultat de la votation de manière à affecter l'élection, le juge ordonne que les frais du candidat paraissant avoir été élu soient payés par le requérant ; et le dépôt doit être remis au candidat, à compte de ces frais, autant que nécessaire pour les couvrir, lesquels frais sont taxés par le juge en même temps qu'il rend sa décision ;—si le dépôt est insuffisant, la partie en faveur de laquelle les frais sont adjugés, a un droit d'action pour la balance. 42-43 V., c. 15, s. 7.

§ 16.—*Dispositions diverses.*

Publication de l'élection.

372. Le greffier de la couronne en chancellerie, en recevant le rapport de l'élection d'un député à l'assemblée législative, doit publier le nom du candidat élu dans l'édition ordinaire de la gazette officielle de Québec. 38 V., c. 7, s. 213.

Le greffier de la C. en C. conserve les documents un certain temps.

373. Le greffier de la couronne en chancellerie doit conserver en sa possession les pièces à lui transmises par tout officier-rapporteur avec son rapport, pendant au moins un an si l'élection ou le rapport n'est pas contesté dans l'intervalle, et s'il y a contestation, pendant au moins un an après la décision de la contestation. 38 V., c. 7, s. 214.

Il en donne des copies.

374. Il doit délivrer, sur demande à cet effet et sur paiement d'un honoraire de dix centins par cent mots, des copies certifiées des brefs, cahiers de votation, procès-verbaux, rapports ou autres documents en sa possession, concernant toute élection, excepté des bulletins de vote.

Chaque copie ainsi certifiée fait preuve *prima facie* devant tout juge, toute cour d'élection, et tout tribunal dans la province. 38 V., c. 7, s. 215.

Examen des bulletins de vote sur ordre du tribunal.

375. Nul ne doit être reçu à examiner les bulletins de vote admis ou écartés, qui ont été remis à la garde du greffier de la couronne en chancellerie, ou à en obtenir la production, excepté en vertu d'une règle ou d'un ordre de la cour supérieure ou de l'un de ses juges.

Cette règle ou cet ordre est accordé par le tribunal ou le juge, sur preuve assermentée que l'examen ou la production de ces bulletins de vote est nécessaire pour permettre l'institution ou le maintien d'une poursuite pour infraction commise à l'égard de ces bulletins de vote, ou pour permettre de faire ou maintenir une pétition contestant une élection ou le rapport.

Octroi de l'ordre.

Tout ordre émis pour l'examen ou la production de bulletins de vote peut être sujet, quant aux personnes, au temps, au lieu ou au mode d'examen ou de production, aux conditions que le juge ou le tribunal juge utiles, et il est donné aux candidats avis du jour et de l'heure de l'examen.

Condition de l'ordre.

Chaque telle règle ou tel ordre est définitif et sans appel ; et le greffier de la couronne en chancellerie est tenu de s'y conformer, sous peine d'être puni pour mépris de cour. 38 V., c. 7, s. 216.

Effet d'icelui.

376. La propriété des boîtes de scrutin, des bulletins de vote et des instruments servant à marquer les bulletins fournis ou employés pour une élection, est attribuée à Sa Majesté. 38, V., c. 7, s. 217.

Propriété des boîtes, bulletins, etc.

377. Quiconque, en tout temps, avant, pendant ou après la votation :

Pénalités.

1. Efface ou détruit un bulletin de vote ; ou,
2. Sans autorité, fournit un ou plusieurs bulletins de vote à qui que ce soit ou les marque ; ou,
3. Détruit, prend, ouvre ou manipule, sans autorité, une boîte de scrutin, ou un paquet de bulletins de vote qui servent ou ont servi à une élection ; ou,
4. Tente de commettre quelque infraction aux dispositions de cet article,

Encourt, pour chaque contravention :

Si c'est un officier d'élection ou un autre employé à l'élection, une amende de mille piastres, ou un emprisonnement de deux ans à défaut de paiement ; et,

Si c'est une autre personne, une amende de cinq cents piastres ou un emprisonnement de six mois à défaut de paiement. 38, V., c. 7, s. 218, et 40 V., c. 27, s. 1.

378. Quiconque présente, en tout temps, à l'officier-rapporteur ou à un sous-officier-rapporteur, une autorisation écrite d'un candidat pour le représenter à l'élection ou à quelque opération de l'élection, est réputé l'agent de ce candidat suivant l'intention de la présente loi. 38, V., c. 7, s. 219.

Agent autorisé.

379. Un candidat peut lui-même remplir les fonctions qu'un de ses agents, s'il en avait nommé, aurait pu remplir, ou peut aider son agent dans l'accomplissement de ces fonctions.

Le candidat est son agent.

Sa présence. Il peut être présent partout où la présence de son agent est autorisé par la présente loi. 38 V., c. 7, s. 220.

Présence des agents. **380.** Lorsque, dans la présente loi, une disposition prescrit ou autorise de faire quelque chose ou implique que quelque chose doit être accomplie, en présence des agents des candidats, cette disposition est réputée s'appliquer à tels agents des candidats, qui ont été autorisés à être présents, et qui de fait ont été présents au temps et au lieu où la chose a été faite.

Défaut de présence. L'absence des agents n'a pas pour effet d'invalidier un acte fait, si d'ailleurs cet acte a été dûment accompli. 38 V., c. 7, s. 221.

Défauts ou erreurs qui n'annulent pas l'élection. **381.** Nulle élection ne peut être annulée à raison :

1. Du défaut d'accomplissement des formalités prescrites par cette loi pour les opérations de la votation, ou pour le dépouillement du scrutin ou pour l'addition des votes ;

2. D'aucune erreur dans l'emploi des formules annexées à cette loi ;

S'il appert au tribunal, chargé de décider la question, que l'élection a été conduite conformément aux principes de cette loi, et que tel inaccomplissement ou erreur n'a pas changé le résultat de l'élection. 38 V., c. 7, s. 222.

§ 17—*Dispositions applicables aux divers officiers d'élection.*

Qui ne peut être officier d'élection. **382.** Ne peuvent être nommés officiers - rapporteurs, secrétaires d'élection, sous-officiers-rapporteurs, ou greffiers de bureau de votation :

1. Les membres du conseil privé de Sa Majesté, du sénat et des communes du Canada ;

2. Les membres du conseil exécutif, du conseil législatif et de l'assemblée législative de cette province, et de toute autre province de la Puissance ;

3. Tout prêtre, ecclésiastique ou tout ministre d'une religion ou dénomination religieuse quelconque ;

4. Les juges de la cour du banc de la reine, de la cour supérieure, de la cour de vice-amirauté, et des sessions générales de la paix, les recorders et les magistrats de district ou de police ;

5. Toute personne qui a servi comme membre de l'assemblée législative ou du conseil législatif dans la session qui a précédé immédiatement l'élection ou dans la session alors tenante si l'élection a lieu durant une session de la législature ;

6. Tout shérif, régistrateur ou autre personne, que l'assemblée législative, un tribunal chargé de l'instruction des élections contestées, ou un tribunal compétent quelconque,

a trouvé coupable d'inexécution de ses devoirs ou de quelque infraction ou contravention à la présente loi. 38 V., c. 7, s. 223.

383. Quiconque a été mis en candidature à une élection ne peut ensuite être nommé officier d'élection pour la même élection. 38 V., c. 7, s. 224.

Candidats incapables de l'être

384. Quiconque est déclaré, par les deux articles précédents, inhabile à agir comme officier-rapporteur, secrétaire d'élection, sous-officier-rapporteur ou greffier de bureau de votation, ne peut, dans aucun cas, agir dans quelqu'une de ces qualités, sous peine d'une amende de cent piastres, ou d'un emprisonnement de trois mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 225.

Pénalités contre officiers inhabiles à agir.

385. Aucune des personnes suivantes, à moins qu'elle ne soit shérif ou régistrateur, n'est obligée d'agir comme officier-rapporteur, secrétaire d'élection, sous-officier-rapporteur, ou greffier de bureau de votation :

Exemption de charges.

1. Les professeurs des universités, collèges, séminaires, lycées ou académies ;

2. Les médecins, chirurgiens ou dentistes ;

3. Les meuniers ;

4. Les maîtres de poste et officiers de douane, ou les employés des bureaux de poste et des douanes ;

5. Les personnes âgées de soixante ans ou plus ;

6. Les personnes qui ont déjà servi comme officiers-rapporteurs dans l'élection précédente. 38 V., c. 7, s. 226, et 46 V., c. 34, s. 23.

386. Nul n'est tenu d'agir comme sous-officier-rapporteur ou greffier de bureau de votation dans une municipalité où il n'a pas son domicile. 38 V., c. 7, s. 227.

Idem, pour défaut de domicile dans la municipalité.

387. Toute personne, même shérif ou régistrateur, qui a l'intention de se faire mettre en candidature à une élection, est exempté d'agir comme officier-rapporteur, secrétaire d'élection, sous-officier-rapporteur ou greffier de bureau d'élection, à cette élection. 38 V., c. 7, s. 228.

Idem, si l'officier est candidat.

388. Quiconque a droit de réclamer l'exemption accordée par l'un ou l'autre des articles 385, 186 et 387, doit réclamer telle exemption dans les deux jours après la réception du bref d'élection ou de la commission selon le cas, par une lettre adressée à l'officier qui a émis la commission ou transmis le bref de l'élection, exposant le motif de sa réclamation.

Réclamation d'exemption.

A défaut de ce faire il ne peut plus être reçu à réclamer son droit d'exemption, et est sujet à la pénalité prescrite pour le refus d'acceptation. 38 V., c. 7, s. 229, et 39 V., c. 13, s. 18.

Défaut de la faire.

Personnes
tenues d'ac-
cepter char-
ges.

389. Quiconque est habile à agir comme officier-rapporteur, secrétaire d'élection, sous-officier-rapporteur ou greffier de bureau de votation, est tenu d'accepter cette charge, à moins qu'il en soit exempt et ait réclamé l'exemption dans le délai prescrit, sous peine d'une amende de deux cents piastres, ou d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 230.

Pénalité pour
refus ou né-
gligence de
remplir de-
voirs.

390. Tout officier-rapporteur, secrétaire d'élection, sous-officier-rapporteur ou greffier de bureau de votation qui refuse ou néglige d'accomplir quelque une des obligations ou formalités requises de lui par la présente loi, encourt pour chaque tel refus ou négligence, une pénalité de deux cents piastres, ou un emprisonnement de six mois à défaut de paiement, sauf les cas pour lesquels il est autrement prescrit. 38 V., c. 7, s. 231.

Pouvoirs de
l'off.-rapp.
d'administrer
serment.

391. L'officier-rapporteur, à toute élection, a le droit de déférer tous les serments ou affirmations requis par cette loi, à l'égard de cette élection.

Idem du sous-
officier-rapp.

Chaque sous officier-rapporteur a aussi le droit de déférer ces serments et affirmations, sauf seulement ceux que doit prêter l'officier-rapporteur. 38 V., c. 7, s. 232.

Mode de don-
ner les avis.

392. L'officier-rapporteur ou le sous-officier-rapporteur, chaque fois qu'il doit donner un avis public en vertu de cette loi, peut, si aucun mode spécial de le donner n'est prescrit, le faire par annonces, placards, affiches, circulaires, ou par tout autre moyen qu'il juge le plus propre à porter les faits à la connaissance des électeurs. 38 V., c. 7, s. 233.

Qui ne peut
être agent.

393. Nul officier-rapporteur ou sous-officier rapporteur et nul associé, clerc ou commis de l'un ou de l'autre, ne peut agir comme agent d'un candidat dans l'organisation ou la conduite de son élection pour le district électoral, sous peine d'une amende de deux cents piastres, ou d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 234.

Pénalités
contre l'off.-r.
qui néglige
de déclarer
le candidat
élu.

394. Tout officier-rapporteur qui diffère, néglige ou refuse volontairement de déclarer élu député à l'assemblée législative, pour un district électoral, une personne qui devrait l'être, est passible d'une amende de mille piastres; et cette personne a de plus son recours en loi contre tel officier-rapporteur, pour tous dommages soufferts par elle en conséquence, si, lors de l'instruction d'une pétition en rapport avec l'élection de ce district électoral, il est décidé que cette personne aurait dû être déclarée élue.

Toutefois l'action, en recouvrement de cette amende et des dommages, doit être intentée, à peine de déchéance, dans l'année de la commission de l'acte sur lequel elle est basée, ou dans les six mois après la fin des procédures relatives à la contestation de l'élection. 38 V., c. 7, s. 235, et 40 V., c. 27, s. 1.

Prescription
des actions.

§ 18.—*Du maintien de la paix et du bon ordre.*

395. Tout officier-rapporteur et tout sous-officier-rapporteur, depuis qu'ils ont respectivement prêté le serment d'office jusqu'au lendemain de la clôture de la votation, sont des conservateurs de la paix et revêtus de tous les pouvoirs attribués à un juge de paix. 38 V., c. 7, s. 236.

Off.-r. et s.-
off.-r. con-
servateurs de
la paix.

396. L'officier-rapporteur ou le sous-officier-rapporteur peut requérir l'assistance de tout juge de paix, constable, ou autre personne présente, pour l'aider à maintenir la paix et le bon ordre pendant l'élection ; il peut aussi, sur demande écrite d'un candidat ou de son agent, ou de deux électeurs, assermenter autant de constables spéciaux qu'il juge nécessaires. 38 V., c. 7, s. 237.

Assistance
qu'ils pen-
vent requérir.

397. L'officier-rapporteur ou le sous-officier-rapporteur peut arrêter ou faire arrêter sur un ordre verbal, et placer sous la garde de constables ou autres personnes, quiconque trouble la paix ou le bon ordre pendant l'élection, ou peut le faire emprisonner en vertu d'un ordre signé par lui pour toute période ne dépassant pas le temps de la clôture de la votation. 38 V., c. 7, s. 238, et 40 V., c. 27, s. 1.

Arrestation
des contre-
venants.

398. L'officier-rapporteur ou le sous-officier-rapporteur, durant le jour de la présentation des candidats et celui de la votation, peut se faire remettre par toute personne, dans un rayon d'un demi mille du lieu de la présentation ou de la votation, les armes, armes à feu, épées, bâtons, assommoirs ou autres armes offensives qu'elle a entre ses mains ou en sa possession.

Livraison des
armes.

Toute personne qui refuse de livrer ces armes est passible d'une amende de cent piastres ou d'un emprisonnement de trois mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 239.

Amende pour
refus.

399. Il est défendu à toute personne, n'ayant pas de résidence fixe dans un arrondissement de votation ou dans un quartier d'une cité, de venir pendant la votation, dans cet arrondissement ou dans ce quartier, avec des armes offensives d'aucune espèce, telles que armes à feu, épées, bâtons, assommoirs, ou autres armes semblables. 38 V., c. 7, s. 240.

Port d'armes
prohibé à la
votation par
étrangers à
l'arrondisse-
ment.

Port d'armes
prohibé le
jour de la vo-
tation dans
l'arrondisse-
ment.

400. Il est également défendu à toute personne, étant dans un arrondissement de votation ou dans un quartier, de porter, pendant le jour de la votation, aucune arme offensive ou de s'approcher, ainsi armée, à une distance d'un mille du lieu où un bureau de votation est tenu, à moins qu'elle ne soit appelée à le faire par l'autorité légale. 38 V., c. 7, s. 241.

Exception
pour les offi-
ciers.

401. Les défenses mentionnées dans les deux articles précédents ne s'étendent pas à l'officier-rapporteur, au secrétaire d'élection, au sous-officier-rapporteur, au greffier du bureau de votation, aux constables, ni aux constables spéciaux à une élection. 38 V., c. 7, s. 242.

Défense de
donner des
drapeaux, etc.

402. Nul candidat ou autre personne ne doit fournir ni procurer à qui que ce soit des drapeaux, étendards, pavillons, bannières, couleurs distinctives, rubans, écriteaux, cocardes ou autres choses semblables, pour les faire porter et servir, dans un district électoral, depuis le huitième jour avant le jour de la présentation jusqu'au lendemain de la clôture de la votation, comme bannières ou signes de parti, pour en faire reconnaître les porteurs ou ceux qui les suivent comme partisans d'un candidat ou des opinions réelles ou supposées de ce candidat. 38 V., c. 7, s. 243.

Défense de
les porter.

403. Nul ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, porter quelque drapeau, étendard, pavillon, bannière, couleur distinctive, ruban, écriteau, cocarde, ou autre chose semblable, ni s'en servir, comme bannière ou signe de parti politique, dans les limites d'un district électoral, depuis le jour de la présentation jusqu'au lendemain de la clôture de la votation. 38 V., c. 7, s. 244.

Défense de
traiter.

404. Nul candidat à une élection, ni aucune autre personne ne doit fournir ou donner, aux frais du candidat, des boissons ou autres rafraîchissements à quelque électeur pendant cette élection, payer, ou faire payer, ou s'engager à payer pour ces boissons ou autres rafraîchissements. 38 V., c. 7, s. 245.

Pénalités.

405. Quiconque contrevient à quelqu'une des dispositions des six articles précédents encourt une amende n'excédant pas deux cents piastres, ou un emprisonnement n'excédant pas six mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 246.

Fermeture des
hôtels.

406. Tout hôtel, toute auberge ou boutique ou tout magasin, sous licence ou non, où il se vend ordinairement des liqueurs ou boissons spiritueuses ou fermentées, doit être fermé durant le jour de la votation dans les arrondisse-

ments, ou dans les quartiers d'une cité, dans lesquels les bureaux de votation sont tenus, sous peine d'une amende de deux cents piastres, ou d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement.

Nulle liqueur ou boisson spiritueuse ou fermentée ne doit être vendue ou donnée à qui que ce soit dans les limites d'un arrondissement de votation ou d'un quartier d'une cité, durant ce temps, sous peine d'une amende de deux cents piastres, ou d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 247.

Vente de liqueurs, prohibée.

SECTION IV.

DES MANŒUVRES FRAUDULEUSES, — DES DÉPENSES D'ÉLECTION, — DES PÉNALITÉS, — DES POURSUITES, — ET DES HONORAIRES ET DÉPENSES.

§ 1.—*Des manœuvres frauduleuses.*

407. Tout acte ou contravention punissable, en vertu de quelqu'une des dispositions des articles 408, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420 et 421, et aussi le paiement de deniers ou autre valeur fait à toute personne pour travailler ou pour avoir travaillé comme cabaleur, est une manœuvre frauduleuse suivant l'intention du présent chapitre et du chapitre qui suit, concernant les élections contestées. 38 V., c. 7, s. 248, et 39 V., c. 13, s. 19.

Manœuvre frauduleuse définie.

408. Sont réputés avoir commis un acte de corruption et punissables en conséquence :

Corruption.

1. Quiconque, directement ou indirectement, par lui-même ou par le moyen d'une autre personne de sa part, donne, prête ou convient de donner ou prêter, ou offre ou promet, ou s'efforce de procurer des deniers ou valeurs à quelque électeur, ou de payer pour quelque électeur, ou à quelque personne ou pour quelque personne pour un électeur, ou à quelque personne ou pour quelque personne aux fins d'induire un électeur à voter ou à s'abstenir de voter, ou commet quelqu'un de ces actes, à raison de ce que cet électeur a voté ou s'est abstenu de voter à une élection ;

Don ou prêt de valeurs, etc., pour engager à voter ou à s'abstenir.

2. Quiconque, directement ou indirectement, par lui-même ou par le moyen d'un autre de sa part, donne ou procure, ou convient de donner ou procurer, ou offre, ou promet quelque charge, place ou emploi, ou promet ou s'efforce de procurer quelque charge, place ou emploi, à quelque électeur ou pour quelque électeur, ou à quelque personne ou pour quelque autre personne, aux fins d'induire cet électeur à voter ou à s'abstenir de voter, ou commet quelqu'un de ces actes de corruption parce que cet électeur a voté ou s'est abstenu de voter à une élection ;

Don ou promesse, de, etc., charge ou emploi dans le même but.

Mêmes actes pour engager à favoriser une élection.

3. Quiconque, directement ou indirectement, par lui-même ou par le moyen d'un autre de sa part, fait quelque don, prêt, offre, promesse ou convention comme susdit, à quelque personne ou pour quelque personne, afin de l'induire à favoriser ou à s'efforcer de favoriser l'élection d'un candidat à l'assemblée législative ou d'obtenir le vote d'un électeur à une élection ;

Travaux faits à une élection, par suite de ces actes.

4. Quiconque, à cause ou en considération de tout tel don, prêt, offre, promesse ou convention, favorise, promet ou s'efforce de favoriser l'élection d'un candidat à l'assemblée législative ou d'obtenir le vote d'un électeur à une élection ;

Avance ou paiement de deniers pour corrompre.

5. Quiconque avance, ou paie, ou fait payer une somme d'argent à une autre personne ou pour son usage, dans l'intention d'employer cette somme, en tout ou en partie, à corrompre les électeurs ou à des manœuvres frauduleuses à une élection, ou, sciemment, paie ou fait payer une somme d'argent à quelque personne, en liquidation ou remboursement de deniers employés, en tout ou en partie, à corrompre les électeurs ou à des manœuvres frauduleuses à une élection. 38 V., c. 7, s. 249.

Dépenses légales exceptées.

409. Toutefois, les dépenses personnelles réelles de tout candidat, ses dépenses pour services professionnels réellement rendus, et les sommes raisonnables payées de bonne foi pour les impressions et annonces nécessaires, sont considérées comme dépenses encourues légalement et dont le paiement ne constitue pas une infraction à la présente loi. 38 V., c. 7, s. 250.

Corruption.

410. Sont réputés avoir commis un acte de corruption et punissables en conséquence :

Electeur qui reçoit don, etc., avant ou pendant l'élection.

1. Tout électeur qui, soit avant, soit durant le temps d'une élection, directement ou indirectement, par lui-même ou par toute autre personne en son nom, reçoit, convient de recevoir ou stipule quelque somme d'argent, don, prêt ou valeur, charge, place ou emploi, pour lui-même ou pour toute autre personne, pour voter ou consentir à donner son vote, ou s'abstenir, ou consentir à s'abstenir de voter à une élection ;

Ou après l'élection.

2. Toute personne qui, après une élection, directement ou indirectement, par elle-même ou par quelque autre en son nom, reçoit quelque somme d'argent, don, prêt, valeur charge, place ou emploi, pour avoir voté ou s'être abstenu de voter, ou pour avoir engagé une autre personne à voter ou à s'abstenir de voter à une élection. 38 V., c. 7, s. 251.

411. Est réputé avoir commis un acte de corruption et punissable en conséquence, quiconque, pour induire une personne à se laisser mettre en candidature, ou à ne pas se laisser mettre en candidature, ou à se retirer si elle l'a été :

Corruption à l'égard d'un candidat.

1. Donne ou prête des deniers, valeurs ou considérations quelconques, ou convient d'en donner ou prêter, ou en offre ou en promet, ou promet ou s'efforce d'en procurer à telle personne ou à quelque autre ; ou

2. Donne ou procure quelque charge, place ou emploi, ou convient d'en donner ou procurer, ou en offre ou en promet, ou promet ou s'efforce d'en procurer à telle personne ou à quelque autre. 38 V., c. 7, s. 252.

412. Quiconque, en considération d'un don, prêt, offre, promesse ou convention, tel que mentionné dans l'article précédent, se laisse mettre en candidature, ou refuse de se laisser mettre en candidature, ou se retire s'il l'a été, est réputé avoir commis un acte de corruption et est punissable en conséquence. 38 V., c. 7, s. 253.

Corruption pour être ou n'être pas candidat.

413. Tout candidat ou son agent, engagé dans un pari ou une gageure quelconque, au sujet ou à l'occasion d'une élection, avec un électeur habile à voter, est, ainsi que tel électeur, réputés avoir commis un acte de corruption et sont punissables en conséquence. 48 V., c. 7, s. 254.

Paris prohibés.

414. Quiconque commet quelqu'un des actes de corruption, mentionnés dans les articles 408, 410, 411, 412 et 413, est passible d'une amende de deux cents piastres, ou d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 255.

Pénalités.

415. Tout candidat qui, dans un motif de corruption, par lui-même ou par quelque autre, ou avec quelque autre personne, ou de toute autre manière en son nom ou dans son intérêt, en tout temps, avant, pendant ou après l'élection, directement ou indirectement, donne ou fournit, ou fait donner ou fournir, ou concourt à donner ou fournir, ou paie, en tout ou en partie, quelques dépenses encourues pour les donner ou fournir, des mets, boissons, rafraîchissements ou provisions à quelque personne, dans le but de se faire élire, ou pour avoir été élu, ou dans le but d'influencer indûment cette personne ou toute autre personne à donner ou à s'abstenir de donner son vote à cette élection, est réputé avoir commis l'acte appelé " avoir traité, " et est passible d'une amende de deux cents piastres, ou d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement.

Traité par un candidat.

Pénalité.

Lors de l'instruction d'une pétition d'élection, il doit être retranché du nombre des suffrages donnés à ce can-

Votes retranchés.

didat, un vote pour chaque personne qui a ainsi voté et qui est prouvé à cette instruction avoir accepté ou pris, par motifs de corruption, quelque'un de ces mets, boissons, rafraichissements ou provisions. 38 V., c. 7, s. 256.

Traité par
un candidat,
etc.

416. Le fait de donner ou faire donner à un électeur, le jour de la présentation des candidats ou de la votation, à raison de ce que cet électeur a voté ou est sur le point de voter, quelques mets, boissons, ou rafraichissements ou quelque argent ou billet, pour mettre cet électeur en état de se procurer des rafraichissements, est réputé un acte illégal.

Pénalité.

Quiconque commet cet acte illégal, est, pour chaque infraction, passible d'une amende de dix piastres ou d'un emprisonnement d'un mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 257.

Influence in-
due : pénalité.

417. Sont réputés avoir commis l'acte appelé " influence indue," et passibles en conséquence d'une amende de deux cents piastres, ou d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement :

Menaces.

1. Quiconque, directement ou indirectement, par lui-même ou par quelque autre en son nom, emploie, ou menace d'employer la force, la violence ou la contrainte, ou inflige ou menace d'infliger par lui-même, ou par l'entremise de toute autre personne, quelque lésion, dommage, préjudice ou perte d'emploi, ou de toute manière que ce soit, a recours à l'intimidation contre quelque personne pour induire ou forcer cette personne à voter ou à s'abstenir de voter, ou parcequ'elle a voté ou s'est abstenue de voter à une élection ;

Obstruction
à la franchise
électorale.

2. Quiconque, par enlèvement, contrainte ou autre moyen frauduleux, empêche, arrête ou gêne le libre exercice de la franchise d'un électeur, ou par ces moyens, force, induit ou engage un électeur soit à voter, soit à s'abstenir de voter à une élection. 38 V., c. 7, s. 258.

Subornation.

418. Toute personne qui, d'une manière quelconque, induit ou contraint, ou tente d'induire ou de contraindre quelqu'un à faire un faux serment, dans toute matière où le serment est requis en vertu de la présente loi, est, pour les fins de cette loi, en outre de toute autre punition à laquelle elle est exposée pour telle offense, passible d'une amende de deux cents piastres, ou d'un emprisonnement de six mois, à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 259.

Pénalité.

Supposition
de personnes.

419. Sont réputés avoir commis un acte de supposition de personnes et passibles en conséquence d'une amende de cinq cents piastres, ou d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement :

Pénalités.

1. Quiconque, à la votation, à une élection, réclame un bulletin de vote, ou se présente pour voter au nom d'une autre personne, que ce nom soit celui d'une personne morte ou vivante ou d'une personne imaginaire ;

2. Quiconque, ayant déjà voté à une élection, réclame, à la même élection, un autre bulletin de vote en son propre nom, ou se présente pour voter de nouveau ;

3. Quiconque aide, provoque, conseille ou facilite la commission par qui que ce soit, d'une infraction de quelque disposition de cet article. 38 V., c. 7, s. 260.

420. Le louage, ou la promesse de payer, ou le paiement pour l'usage de chevaux, attelages, voitures, cabriolets ou autres véhicules, par un candidat, ou pour une autre personne au nom de ce candidat, pour transporter des électeurs au bureau ou du bureau de votation aux environs ou des environs du bureau de votation, à une élection, ou le paiement par un candidat, ou par quelque personne au nom de ce candidat, des dépenses de voyage et autres dépenses d'un électeur pour se rendre à une élection ou s'en retourner, sont des actes illégaux. Transport des électeurs.

Quiconque a commis quelqu'un de ces actes est passible d'une amende de cent piastres, ou d'un emprisonnement de trois mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 261. Pénalité.

421. Quiconque donne ou prend en louage un cheval, un cabriolet, une charrette, un wagon, traîneau, carrosse ou autre véhicule pour un candidat ou pour l'agent d'un candidat, dans le but de transporter les électeurs, aller et retour, aux bureaux de votation, encourt, pour chaque semblable contravention, une amende de cent piastres, ou un emprisonnement de trois mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 262. Louage de voitures.
Pénalité.

422. Sauf le cas de l'article 338, nulle personne n'est exempte de répondre à chaque question qui lui est posée dans une action, un procès ou autre procédure devant un juge, un commissaire ou tout tribunal, au sujet d'une élection ou de la conduite de quelqu'un à cette élection, ou y ayant trait, parce que la réponse à cette question l'exposerait à quelque poursuite ou condamnation en vertu de cette loi. Obligation de répondre dans les procès.

Mais nulle réponse donnée par cette personne ne peut être alléguée à son préjudice dans une action civile, intentée contre elle, si le juge, le commissaire ou le tribunal a donné au témoin un certificat constatant qu'il a réclamé le droit d'être exempté de répondre pour la raison ci-dessus mentionnée, et qu'il a fait des réponses complètes et véridiques à la satisfaction du juge, du commissaire ou du tribunal. 38 V., c. 7, s. 263. Protection.

Perte du droit
de vote.

423. Tout électeur qui, à une élection, a commis un acte constituant une manœuvre frauduleuse ou a été partie à la commission d'un tel acte, est *ipso facto* privé du droit de voter à cette élection. 38 V., c. 7, s. 264.

Votes biffés.

424. Lors de l'instruction d'une pétition d'élection, il doit être retranché du nombre des suffrages donnés à un candidat, un vote pour chaque personne qui est prouvée avoir commis une manœuvre frauduleuse, à l'instigation de ce candidat, d'un de ses agents ou de toute autre personne agissant au nom ou dans l'intérêt de ce candidat. 38 V., c. 7, s. 265.

Nullité de cer-
tains contrats.

425. Tout contrat, et toute promesse ou convention se rapportant d'une manière quelconque à une élection, en vertu de la présente loi, ou en provenant ou en dépendant, même pour le paiement de dépenses légitimes ou l'exécution d'un acte légal, est nul en loi.

Proviso.

Toutefois, cette disposition ne confère à aucune personne le droit de se faire restituer quelque somme d'argent, ou autre considération, payée pour les dépenses légitimes se rattachant à cette élection. 38 V., c. 7, s. 266.

Conséquence
de la commis-
sion d'une
man. fraud.
par un candi-
dat.

426. S'il est prouvé, devant un tribunal ou un juge chargé de connaître des pétitions d'élection, que quelque manœuvre frauduleuse a été pratiquée par ou à la connaissance véritable, et du consentement d'un candidat à une élection, l'élection de ce candidat, s'il a été élu, est nulle.

Inhabilité de
7 ans.

Ce candidat, durant les sept années qui suivent la décision du tribunal ne peut être élu, ni siéger dans l'assemblée législative, ni voter à une élection d'un député de cette chambre, ni remplir aucune charge à la nomination de la couronne ou du lieutenant-gouverneur dans la province. 38 V., c. 7, s. 267.

Si les manœu-
vres ont été
faites par les
agents.

427. S'il est déclaré, dans le rapport d'un tribunal ou d'un juge chargé de connaître des pétitions d'élection, que quelque manœuvre frauduleuse a été pratiquée par un ou plusieurs agents d'un candidat à une élection, que ce soit ou non à la connaissance véritable et du consentement du candidat, l'élection de ce candidat, s'il a été élu, est nulle. 38 V., c. 7, s. 268.

Effet de l'em-
ploi d'un ca-
baleur déqua-
lifié, dans une
élection.

428. Si, à l'instruction d'une pétition d'élection, il est prouvé qu'un candidat a engagé personnellement à l'élection, à laquelle la pétition se rapporte, comme cabaleur ou agent au sujet de l'élection, quelque personne qu'il sait avoir été, dans les trois années qui précèdent un pareil engagement, trouvée, en vertu des dispositions de cette loi, coupable de quelque manœuvre frauduleuse, par un

tribunal légal compétent ou par le rapport du juge ou autre tribunal chargé de l'instruction des pétitions d'élection, l'élection de ce candidat, s'il a été élu, est nulle. 50 V., c. 10, s. 1.

429. Toute personne autre qu'un candidat, trouvée, en vertu des dispositions de cette loi, coupable de quelque manœuvre frauduleuse dans toute procédure dans laquelle, après l'avis de l'accusation, elle a eu l'occasion d'être entendue, ne peut, durant les sept années qui suivent la date à laquelle elle a été trouvée coupable, être élue ni siéger à l'assemblée législative, ni voter à une élection d'un membre de cette chambre, ni remplir aucune charge à la nomination de la couronne ou du lieutenant-gouverneur dans la province. 50 V., c. 10, s. 1.

Inhabilité de 7 ans, des personnes coupables de manœuvres frauduleuses.

430. Si, après qu'une personne a été rendue inhabile— en vertu de quelqu'un des quatre articles précédents, les témoins, sur le témoignage desquels cette personne a été ainsi rendue inhabile, ou quelqu'un d'eux, sont convaincus de parjure au sujet de leur témoignage,—telle personne peut obtenir du tribunal, devant lequel la conviction a eu lieu, un ordre prescrivant la cessation de cette inhabilité.

Cessation de l'inhabilité.

Ce tribunal, s'il est parfaitement convaincu que l'inhabilité a été prononcée sur le témoignage de ce parjure, doit donner cet ordre.

Ordre du tribunal à cette fin.

En conséquence de cet ordre, l'inhabilité cesse et prend fin dès lors. 38 V., c. 7, s. 271.

Effet d'icelui.

431. Lorsqu'il paraît au tribunal ou au juge chargé de connaître d'une pétition d'élection, que quelque personne a enfreint quelqu'une des dispositions de cette loi, le juge ou le tribunal peut ordonner que cette personne soit sommée de comparaître aux lieu, jour et heure fixés dans la sommation, pour être entendue. 38 V., c. 7, s. 272.

Sommation à une personne paraissant coupable.

432. Si, au temps fixé dans la sommation, la partie sommée ne comparait pas, elle est condamnée, sur la preuve déjà produite lors de l'instruction de la pétition d'élection, à payer l'amende, ou à défaut de paiement, à subir l'emprisonnement dont elle est passible pour cette infraction, conformément à l'article 456. 38 V., c. 7, s. 273.

Défaut de comparaître.

433. Si, au contraire, la partie sommée comparait, le tribunal ou le juge, après l'avoir entendue ainsi que les témoignages qu'elle produit, rend tel jugement que la loi ou la justice peuvent exiger. 38 V., c. 7, s. 274.

Comparution: décision.

Emploi des
amendes.

434. Toutes les amendes recouvrées en vertu des trois articles précédents appartiennent à Sa Majesté, et font partie des fonds consolidés de la province. 38 V., c. 7, s. 275.

Peines infligées.

435. Nulle pénalité ne peut être infligée en vertu des articles 432 et 433 :

1. S'il appert au juge ou au tribunal que le délinquant a déjà été poursuivi pour la même offense, ou

2. S'il n'a pas d'autre preuve de l'infraction que le témoignage ou l'admission du contrevenant. 38 V., c. 7, s. 276.

§ 2.—*Des dépenses d'élections.*

Dépenses
payées par
agents.

436. Sauf pour les dépenses personnelles d'un candidat à une élection, aucun paiement, prêt ou dépôt ne peut être fait par ce candidat, ou en son nom, avant, pendant ou après l'élection, à raison de cette élection, autrement que par l'entremise d'un ou de plusieurs agents dont les noms et les adresses ont été déclarés par écrit à l'officier-rapporteur le ou avant le jour de la présentation, ou par l'entremise d'un ou de plusieurs agents nommés à leur place, tel que prescrit par l'article 438.

Nomination
d'agents.

Pénalités.

Quiconque fait un tel paiement, avance, prêt ou dépôt, autrement que par l'entremise de quelque agent nommé en vertu du présent article ou de l'article 438, encourt une amende de deux cents piastres ou un emprisonnement de six mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 278.

Publication
des noms d'agents.

437. Il est du devoir de l'officier-rapporteur de publier, le ou avant le jour de la présentation des candidats, le nom et l'adresse de chaque agent nommé en vertu de l'article précédent. 38 V., c. 7, s. 279.

Nouveaux
agents en cas
de décès.

438. Advenant le décès ou l'incapacité légale d'un agent, nommé en vertu de l'article 436, le candidat doit nommer immédiatement un autre agent pour le remplacer, en donnant avis du nom et de l'adresse de la personne ainsi nommée à l'officier-rapporteur, lequel doit les publier immédiatement ainsi que prescrit par l'article précédent. 38 V., c. 7, s. 280.

Production
des comptes.

439. Les personnes ayant des comptes ou réclamations contre un candidat, au sujet d'une élection, doivent envoyer ces comptes ou réclamations, sous un mois après le jour de la déclaration de l'élection, à l'agent ou aux agents du candidat, sans quoi ces personnes perdent leur droit au recouvrement de ces comptes ou réclamations, ou de tout ou partie de ces comptes ou réclamations. 38 V., c. 7, s. 281.

440. Néanmoins, au cas de décès, dans le cours de ce mois, de quelque personne demandant le paiement d'un compte ou d'une réclamation, le représentant légal de cette personne doit envoyer ce compte ou cette réclamation sous un mois après qu'il a été autorisé à agir comme tel représentant, sans quoi il perd le droit de recouvrer ce compte ou cette réclamation.

Délai pour les
produire dans
le cas de
décès.

Ces comptes et réclamations doivent et peuvent être envoyés aussi au candidat, s'il n'y a pas, et tant qu'il n'y a pas, dans le cours du mois, en conséquence de décès ou d'incapacité légale, d'agent du candidat. 38 V., c. 7, s. 282.

Transmission
d'iceux au
candidat.

441. L'agent ne doit payer ces comptes, frais ou réclamations qu'après y avoir donné son approbation et obtenu celle du candidat. 38 V., c. 7, s. 283.

Approbation
requis.

442. Un état détaillé de toute les dépenses d'élection, encourues par un candidat ou en son nom, y compris les paiements à faire comme susdit, est, dans les deux mois qui suivent l'élection, préparé et signé par l'agent, ou s'il y en a plus d'un, par chaque agent qui les a payés, et par le candidat dans le cas de paiement faits par lui, et remis à l'officier-rapporteur avec les comptes et pièces justificatives qui s'y rattachent.

Etat des dé-
penses.

Si, à raison du décès du créancier, un compte n'a pas été envoyé dans les deux mois après l'élection, un état additionnel à l'état préparé suivant l'article précédent et comprenant le compte du créancier décédé, doit être fait et remis comme ci-dessus prescrit, dans le cours d'un mois après la réception de ce compte. 38 V., c. 7, s. 284.

Etat addition-
nel.

443. L'officier-rapporteur doit publier dans la gazette officielle de Québec, aux frais du candidat, dans les quatorze jours, un extrait de cet état, avec la signature de l'agent y apposée. 38 V., c. 7, s. 285.

Publication
de l'état.

444. Tout agent ou candidat qui manque de remettre à l'officier-rapporteur les états exigés par l'article 442, encourt une amende de deux cents piastres, ou un emprisonnement de six mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 286.

Pénalité pour
défaut d'é-
tats.

445. Tout agent ou candidat qui fournit, sciemment, à l'officier-rapporteur un état inexact, encourt une amende de cinq cents piastres, ou un emprisonnement de douze mois à défaut de paiement. 38 V., c. 7, s. 287.

Pénalité pour
état faux.

446. L'officier-rapporteur doit conserver tous ces comptes et pièces justificatives, et, durant les six mois après qu'ils lui ont été remis, il doit permettre à tout électeur de les consulter et examiner sur paiement d'un honoraire de vingt centins. 38 V., c. 7, s. 288.

Garde des
comptes : leur
examen sur
honoraire.

§ 3.—*Des pénalités.*

Pénalités.

447. Est passible d'une amende n'excédant pas deux mille piastres, ou d'un emprisonnement de douze mois à défaut de paiement, quiconque :

Enlèvement
de documents
d'élection.

1. Enlève illégalement ou malicieusement, soit par violence soit furtivement, à un officier-rapporteur, sous-officier-rapporteur, ou greffier de bureau de votation, ou à tout autre officier ou personne qui en est le dépositaire légal, ou du lieu où ils sont alors légalement déposés, une liste d'électeurs, une copie ou un extrait d'une liste d'électeurs, un bref d'élection, un rapport d'un bref d'élection, un procès-verbal, un certificat, un affidavit, ou tout autre document ou papier préparé ou dressé conformément à la présente loi, ou pour satisfaire à quelqu'une de ses dispositions ; ou

Destruction
d'iceux.

2. Illégalement ou malicieusement les détruit, lacère ou oblitère, ou de propos délibéré ou malicieusement les fait détruire, lacérer ou oblitérer ; ou

Interpolation
de noms.

3. Fait ou fait faire quelque rature, addition ou interpolation de noms dans quelqu'un de ces documents ou papiers ; ou

Aide à les faire

4. Aide, incite ou contribue à les enlever, détruire, lacérer ou oblitérer, ou à y faire des ratures, additions ou interpolations de noms. 38 V., c. 7, s. 289.

§ 4.—*Des poursuites.*Qui peut pour-
suivre.

448. Toute poursuite, au sujet d'une pénalité imposée par la présente loi, peut être intentée par un électeur de la division électorale dans laquelle il est allégué que l'infraction a été commise, par action de dette, devant tout tribunal ayant juridiction en matière civile dans le district électoral pour le montant réclamé. 46 V., c. 2, s. 2.

Allégations
requises.

449. Il suffit que le demandeur, dans cette action ou poursuite, allègue dans sa déclaration, que le défendeur lui doit la somme d'argent qu'il réclame, que l'acte pour lequel l'action ou poursuite est intentée a été commis, et que le défendeur a agi contrairement à la présente loi, sans faire mention du bref d'élection ou du rapport sur ce bref. 38 V., c. 7, s. 293.

Affidavit.

450. Nulle telle poursuite ne peut être intentée à moins qu'il ne soit produit, avec le *præcipe* ou demande de sommation, un affidavit du demandeur, fait d'après la formule Z.

Cautionne-
ment pour les
frais.

Le défendeur peut, dans cette poursuite, obtenir, avant de plaider, la suspension des procédures jusqu'à ce que la partie poursuivante ait, à la discrétion du tribunal ou du

juge, fourni le cautionnement qui est jugé nécessaire, ou déposé entre les mains du greffier du tribunal, toute somme qui est déterminée par le tribunal ou le juge, pour payer les frais à encourir sur la poursuite. 38 V., c. 7, s. 294, et 46 V., c. 2, s. 3.

451. Il n'est pas nécessaire, lors de l'instruction de cette poursuite, de produire le bref d'élection, le rapport de ce bref, ni l'autorité de l'officier-rapporteur ; mais la preuve verbale de ces faits constitue une preuve suffisante. Preuve générale

Le certificat de l'officier-rapporteur à cet effet est une preuve suffisante de la tenue de l'élection et du fait de la candidature de toute personne désignée comme candidat dans ce certificat. 38 V., c. 7, s. 295. Certificat de l'officier-rapporteur

452. Le montant de toute amende, qu'un défendeur est condamné à payer, appartient au poursuivant. 38 V., c. 7, s. 296. A qui appartient l'amende.

453. A moins que, pour des raisons spéciales, le tribunal juge convenable d'en ordonner autrement, la partie perdante, dans toute telle poursuite, doit supporter les frais, et si c'est le défendeur, ces frais sont payables en outre de la pénalité infligée. 38 V., c. 7, s. 297. Frais.

454. Toute action ou poursuite, portée en vertu de cette loi, doit être commencée dans l'espace de douze mois immédiatement après les faits commis et non plus tard, à moins que le défendeur ne se soit soustrait par la fuite à la juridiction du tribunal. Limitation des actions.

Cette action ou poursuite, une fois commencée, doit être continuée et poursuivie sans délai volontaire. 38 V., c. 7, s. 298. Continuation des procédés.

455. Au cas de suspension ou de délai, en tout état de la cause, le juge ou le tribunal qui en est saisie peut permettre à une ou à plusieurs personnes d'intervenir, et de mener la procédure à jugement et exécution ; et alors la pénalité et les frais appartiennent à l'intervenant qui les a fait prélever. 38 V., c. 7, s. 299. Intervention.

456. S'il appert, par le rapport sur un bref d'exécution ou par les procédures subséquentes, que le défendeur, condamné à l'amende et aux frais, n'a pas de biens, ou que ses biens ne sont pas suffisants pour satisfaire au jugement, ce défendeur est emprisonné, sur un bref à cet effet émis sur l'ordre du tribunal ou d'un juge, pour toute la période de temps prescrite par la disposition de la présente loi en vertu de laquelle la pénalité a été infligée. Emprisonnement à défaut de paiement.

Libération. Néanmoins, le défendeur peut se libérer de l'emprisonnement en payant en entier le montant de l'amende avec intérêts, et les frais encourus tant avant qu'après le jugement. 38 V., c. 7, s. 300.

§ 5.—*Des honoraires et dépenses.*

Honoraires. 457. Il est accordé aux divers officiers d'élections, pour leurs services et déboursés, les allocations et sommes suivantes :

10.—AUX OFFICIERS-RAPPORTEURS.

- | | |
|-------------------------|--|
| Off.-rap. | 1. Pour les services personnels de l'officier-rapporteur, cinquante piastres, qu'il y ait votation ou non ; |
| Sec. d'él. | 2. Pour les services personnels du secrétaire d'élection, quatre piastres, ou, s'il y a votation, huit piastres ; |
| Constables. | 3. Pour les services d'un constable, s'il est considéré nécessaire, à la présentation des candidats, une piastre ; |
| Impressions. | 4. Pour l'impression des proclamations, des listes des candidats et des instructions aux électeurs, le coût réel ; |
| Affichage des
procl. | 5. Pour l'affichage des proclamations, le coût réel n'excédant pas dix centins par mille nécessairement parcouru, aller et retour ; |
| Voyages | 6. Pour chaque mille nécessairement parcouru par l'officier-rapporteur et le secrétaire d'élection, pour se rendre au lieu de la présentation des candidats, et retour, le coût réel n'excédant pas dix centins par mille ; |
| Affichage des
avis. | 7. Pour afficher les avis de votation, nommer et assermenter les sous-officiers-rapporteurs et leur fournir des boîtes de scrutin, des bulletins de vote, des instructions imprimées pour la gouverne des électeurs, et des listes électorales, le coût réel n'excédant pas dix centins par mille nécessairement parcouru, aller et retour ; |
| Etab. des
arrondis. | 8. Pour établir des arrondissements de votation, quand ils n'ont pas été établis par les autorités locales, le coût réel n'excédant pas dix centins par mille nécessairement parcouru, aller et retour ; |
| Copies des
listes. | 9. Pour copies des listes électorales, dûment certifiées par le dépositaire légal, trois centins par chaque dix électeurs ; |
| Certificats. | 10. Pour chaque certificat donné par tel dépositaire, cinquante centins ; |
| Boîtes de
scrutin. | 11. Pour recueillir les boîtes de scrutin et les listes électorales employées à chaque bureau de votation, et assermenter les sous-officiers-rapporteurs après la clôture de la votation, le coût réel, n'excédant pas dix centins par mille nécessairement parcouru, aller et retour ; |

12. Pour transmettre les rapports d'élections au greffier de la couronne en chancellerie, y compris les frais de port et les télégrammes, le coût réel ; Rapports au greff. C. C.

13. Pour l'usage d'une bâtisse privée pour la présentation des candidats, lorsqu'on ne peut obtenir un édifice public, le coût réel n'excédant pas quatre piastres ; Bureau de présentation.

14. Pour des boîtes de scrutin, lorsqu'elles sont fournies par lui, pour des bulletins de vote, et pour tous autres déboursés absolument nécessaires, et auxquels il n'est point pourvu ci-dessus, les déboursés réels ; Boîtes de scrutin.

20.—AUX SOUS-OFFICIERS-RAPPORTEURS.

15. Pour assermenter le greffier du bureau de votation avant et après la votation, une piastre ; Asser. du greff.

16. Pour ses services, quatre piastres ;

17. Pour les services du greffier de bureau de votation, deux piastres ; Greffier.

18. Pour les services d'un constable, s'il est considéré nécessaire, une piastre ; Constable.

19. Pour les frais de route du sous-officier-rapporteur et du greffier de bureau de votation, en allant au bureau de votation, et retour, la route n'excédant, dans aucun cas, vingt milles, le coût réel n'excédant pas dix centins par mille ; Frais de route

20. Les dépenses réellement encourues pour l'usage des bureaux de votation n'excédant point dix piastres dans les cités, ni quatre piastres dans les autres districts électoraux ; Bureau de votation.

21. Pour faire une division ou placer un écran dans le bureau de votation, s'il est nécessaire, une somme n'excédant pas trois piastres. 38 V., c. 7, s. 301. Divisions dans le bureau de votation

458. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il est d'avis que les allocations et honoraires ci-dessus ne sont pas suffisants pour les services requis dans les districts électoraux de Gaspé, de Chicoutimi et Saguenay, autoriser le paiement de toutes sommes additionnelles qu'il croit juste. 38 V., c. 7, s. 302. Sommes additionnelles pour certaines localités.

459. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il croit que le tarif prescrit par l'article 457, n'est pas convenable ou suffisant, faire un nouveau tarif d'honoraires, frais et dépenses à payer aux divers officiers d'élection. Nouveau tarif, etc.

Il peut aussi, de temps à autre, reviser et amender tel tarif, lequel tarif amendé est substitué, pour toute élection subséquente, à celui ci-dessus mentionné.

Soumission
du tarif à la
lég.

Une copie de tout tarif et de tout amendement à un tarif, fait en vertu de cet article, est soumise à l'assemblée législative, à la session alors prochaine de la législature. 38 V., c. 7, s. 303.

Paiement des
honoraires,
etc.

460. Ces honoraires, frais et allocations, sont payés à l'officier-rapporteur, à même le fonds consolidé de la province, et distribués par lui aux divers officiers et personnes qui y ont droit.

Rapport.

L'officier-rapporteur fait rapport de cette distribution par l'intermédiaire du secrétaire de la province. 38 V., c. 7, s. 304.

Nuls frais
pour aller prê-
ter serment.

461. Nul officier-rapporteur, secrétaire d'élection, sous-officier-rapporteur ou greffier de bureau de votation, n'a droit aux frais ou dépenses qu'ils ont encourus pour se rendre auprès de la personne devant laquelle ils doivent prêter quelque serment requis de lui. 38 V., c. 7, s. 305.

SECTION V.

DISPOSITIONS FINALES.

Distribution
de cette loi et
des instruc-
tions.

462. Une copie de la présente loi et des instructions sanctionnées par le lieutenant-gouverneur en conseil, qui peuvent être nécessaires pour la conduite des élections conformément à cette loi, avec un index alphabétique détaillé placé au commencement, pour l'officier-rapporteur, et une autre pour chacun de ses sous-officiers-rapporteurs, doivent être transmises avec le bref d'élection à chaque officier-rapporteur dans la province. 38 V., c. 7, s. 307.

Boîtes de
scrutin pour
la 1^{re} élection.

463. Le greffier de la couronne en chancellerie peut faire faire, pour chaque district électoral, quand les boîtes déjà faites deviennent insuffisantes ou sont égarées, autant de nouvelles boîtes de scrutin qu'il en faut, ou peut donner aux officiers-rapporteurs les instructions qu'il juge nécessaires pour se procurer des boîtes de grandeur et de modèle uniformes, ainsi que sur le mode de faire les compartiments dans le bureau de votation.

Approbation
des instruc-
tions.

Ces instructions sont préalablement approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil. 38 V., c. 7, s. 308.

PROVINCE DE QUÉBEC,
MUNICIPALITÉ DE (la paroisse de Saint-
Jacques dans le comté de Lévis).

Liste des électeurs pour l'Assemblée législative.

Arrondissement de votation numéro un.

Noms.	Prénoms.	Professions.	Propriétaires, locataires ou occupants.	Indication des biens-fonds.
Aubin.....	Jean-Baptiste.....	Cultivateur.....	Propriétaire.....	Concession des Pins.
Bédard.....	Joseph.....	Marchand.....	Locataire.....	Canton Ely, 1er rang, No. 19.
Charette.....	Jacques.....	Gentilhomme.....	Occupant.....	Côte Saint-Michel.

Arrondissement de votation numéro deux.

Araud.....	Paul.....	Notaire.....	Propriétaire.....	Rue Saint-Amable, No. 4.
Béland.....	Jérémie.....	Avocat.....	Locataire.....	" Saint-Pierre, No. 19.
Carreau, père.....	Homère.....	Cordonnier.....	Occupant.....	" " No. 11.
Carreau, fils.....	Homère.....	Forgeron.....	Propriétaire.....	" Saint-Paul, No. 4.

Faite en double, ce

jour du mois de

, mil huit cent

Je, P. P., jure qu'au meilleur de ma connaissance et croyance, la liste des électeurs ci-dessus est correcte, et que rien n'y a été inséré ou omis indûment ou frauduleusement. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

(Signature) P. P.,
Secrétaire-trésorier.

Assermenté à ce jour de 18 devant le soussigné, }
(Signature) F. F.,
Juge de paix.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 187.

CÉDULE A.

DE LA LOI ÉLECTORALE.

Si la municipalité a été cadastrée, l'indication des biens-jonds peut être faite par le numéro correspondant du plan et du livre de renvoi.

La liste des électeurs doit être faite en double, c'est-à-dire que le secrétaire-trésorier, après avoir dressé correctement et tiré au net la liste des électeurs, en fait une autre semblable en tout à la première.

Le secrétaire-trésorier doit prêter deux serments distincts, un serment sur un des doubles, et l'autre serment sur l'autre double de la liste. Les deux serments doivent être prêtés, le même jour.

Le secrétaire-trésorier donne, le même jour, l'avis requis par l'article 186, en la manière ordinaire suivie pour les affaires municipales, et à l'expiration des 30 jours qui suivent cet avis il met, à la fin de la liste, sur l'un et l'autre double, le certificat décrit dans la formule suivante.

38 V., c. 7, céd. A.

CÉDULE B.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 202.

Je, P. P., soussigné, secrétaire-trésorier, certifie, sous mon serment d'office :

1. Que j'ai donné l'avis requis par la loi électorale de Québec, article 186 des statuts refondus de la province de Québec ;

2. Que depuis la date de cet avis, un des doubles de la liste ci-dessus a été tenu dans mon bureau à la disposition de tout intéressé ;

3. Que cette liste a été examinée (et corrigée si elle a été corrigée) par le conseil de cette municipalité dans les trente jours après le dit jour (date de la publication de l'avis requis par l'article 186), savoir aux séances du conseil tenues les (jours où les séances ont été tenus), et que les corrections (s'il en a été faites) ont été paraphées par B. B, maire (ou C. C., conseiller, président le conseil en l'absence du maire selon le cas.)

(ou si la liste n'a pas été examinée) :

Que cette liste n'a pas été examinée par le conseil de cette municipalité dans les trente jours après le dit jour (date de la publication de l'avis requis par l'article 186) ;

4. Qu'ainsi la liste des électeurs ci-dessus est devenue en vigueur le jour du mois de mil huit étant le trentième jour après la (date de la publication de l'avis requis par l'article 186.)

Fait sur l'un et l'autre double de la liste, à ce jour du mois de 18

(Signature)

P. P.,
Secrétaire-trésorier.

38 V., c. 7, céd. B.

CÉDULE C.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 239.

Bref d'élection.

CANADA.

Province de Québec.

VICTORIA, par la grâce de Dieu, REINE du Royaume-
Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la
Foi—

Au shérif (régistrateur ou autre officier-rapporteur, selon le
cas) du district (ou selon le cas) de ,

SALUT :

CONSIDERANT que, sur l'avis de Notre Conseil Exé-
cutif pour Notre Province de Québec, Nous avons
ordonné qu'une Assemblée Législative soit tenue à Québec,
le jour d prochain ; (*omettez ce préambule pour le
cas d'une élection particulière*) ;

Nous vous ordonnons de faire faire, après qu'avis de
l'époque et du lieu de l'élection aura été dûment donné,
une élection, conformément à la loi, d'un député à l'As-
semblée Législative de Notre dite Province de Québec,
pour le district électoral d (dans le cas
d'une élection particulière, insérez ici : pour remplacer

décédé, ou autrement indiquant la cause de la vacance) ; et
(excepté dans les districts électoraux mentionnés dans l'article
232) que vous fassiez faire la présentation des candidats à
cette élection le jour d prochain ; et
que vous fassiez rapport du nom de ce député, lorsqu'il
sera élu, qu'il soit présent ou absent, à notre greffier de la
couronne en chancellerie, le ou avant le
jour d prochain.

En foi de quoi Nous avons fait rendre Nos présentes
Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau
de Notre Province de Québec.

Témoin, Notre fidèle et bien-aimé, etc., Lieutenant-Gou-
verneur (ou administrateur du gouvernement) de Notre
Province de Québec, en Notre cité de Québec, le
jour d de la année de Notre Règne,
et en l'an de grâce 18...

(Par ordre),

Greffier de la Couronne
en Chancellerie, Québec.

Endos.

Reçu ce bref le _____ jour de _____ 18

(*Signature*) A. B.,

Shérif de (*ou selon le cas*),

Officier-rapporteur.

38 V., c. 7, céd. C.

CÉDULE D.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 246.

Serment de l'officier-rapporteur.

Je, soussigné, A. B., officier-rapporteur pour le district électoral d _____, jure solennellement (*ou, si c'est une de ces personnes à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement*) que je suis habile suivant la loi à agir en qualité d'officier-rapporteur pour le district électoral d _____ et que j'agirai en cette qualité, fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ou affection : Ainsi Dieu me soit en aide.

(*Signature*)

A. B.,

Officier-rapporteur.

38 V., c. 7, céd. D.

CÉDULE DD.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 246

Certificat de la prestation du serment de l'officier-rapporteur.

Je, soussigné, certifie par les présentes, que le _____ jour du mois de _____ 18 _____, A. B., officier-rapporteur pour le district électoral de _____ a signé devant moi le serment (*ou affirmation*) d'office requis en pareil cas d'un officier-rapporteur par la loi électorale de Québec, article 246 des Statuts refondus de la province de Québec.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

(*Signature*)

C. D.,

Juge de paix.

38 V., c. 7, céd. DD.

CÉDULE E.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 248.

*Commission d'un secrétaire d'élection.*A. A. F., (*faire mention de ses occupation et résidence.*)

Sachez, qu'en ma qualité d'officier-rapporteur pour le district électoral d _____, je vous ai nommé et vous nomme par les présentes mon secrétaire d'élection, pour agir en cette qualité, suivant la loi, à la prochaine élection du district électoral d _____ laquelle élection sera par moi ouverte le jour du mois de _____

Donné sous mon seing, à _____
jour du mois de _____

ce _____
en l'année _____

(Signature)

A. B.,

Officier-rapporteur.

38 V., c. 7, céd. E.

CÉDULE F.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 249.

Serment du secrétaire d'élection.

Je, soussigné, E. F., nommé secrétaire d'élection pour le district électoral d _____, jure solennellement (*ou, si c'est une des personnes à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement,*) que j'agirai en qualité de secrétaire d'élection, et aussi en qualité d'officier-rapporteur, le cas échéant, fidèlement et conformément à la loi, sans partialité, crainte, faveur, ou affection : Ainsi que Dieu me soit en aide.

(Signature)

E. F.,

Secrétaire d'élection.

38 V., c. 7, céd. F.

CÉDULE FF.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 249.

Certificat de la prestation du serment du secrétaire d'élection.

Je soussigné, certifie par les présentes que le
 jour du mois de 18 , E. F., secrétaire d'élection
 pour le district électoral d a prêté et signé
 devant moi le serment d'office (ou affirmation) requis en
 pareil cas d'un secrétaire d'élection, par la loi électorale de
 Québec, article 249 des Statuts refondus de la province de
 Québec.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le pré-
 sent certificat.

(Signature)

C. D.,

Juge de Paix,

ou A. B.,

Officier-rapporteur.

38 V., c. 7, céd. FF.

CÉDULE G.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 259.

*Proclamation de l'officier-rapporteur annonçant l'époque et le lieu
 fixés pour la présentation des candidats, ainsi que le jour de
 l'ouverture du scrutin, les bureaux de votation et les arrondis-
 sements de votation.*

PROCLAMATION.

District électoral de
 savoir :

Avis public est par le présent donné aux électeurs du
 district électoral de , qu'en
 obéissance au bref de Sa Majesté, à moi adressé et portant
 la date du jour du mois de 18 ,
 je requiers la présence des électeurs de ce district électoral,
 à (décrire l'endroit où la présentation des candidats doit avoir
 lieu,) dans le comté (ou canton, ou dans la cité, ou ville ou
 autre localité selon le cas,) de

le jour du mois d

en l'année mil huit cent

entre midi et une heure de l'après-midi, afin de nommer
 une personne pour les représenter dans l'assemblée légis-
 lative de la province de Québec, et dans le cas où le

scrutin deviendrait nécessaire et serait ouvert de la manière prescrite par la loi, ce scrutin sera ouvert le _____, jour du mois de _____ dans l'année _____ depuis neuf heures du matin jusqu'à cinq heures de l'après-midi, dans chacun des arrondissements de votation.

Et du contenu de la présente proclamation, toute personne est requise de prendre connaissance et de se gouverner en conséquence.

Donné sous mon seing, à _____, ce
jour du mois de _____ de l'année _____

(Signature,)

A. B.,

Officier-Rapporteur.

38 V., c. 7, céd. G, et 39 V., c. 13, s. 10.

CEDULE H.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 267.

Bulletin de présentation.

Nous soussignés, électeurs du district électoral de _____, nominons par les présentes (*noms, résidence et occupation de la personne mise en candidature*) comme candidat à l'élection qui doit avoir lieu d'un député pour représenter le dit district électoral dans l'assemblée législative de la province de Québec.

En foi de quoi nous avons signé à _____ dans le
dit district électoral, ce _____ jour de _____ 18 _____

(*Signatures ou marques avec résidence et occupation.*)

Signé par les dits électeurs en présence de _____ (*nom, occupation et résidence.*)

(Signature,)

Je, le dit _____, nommé comme candidat dans le bulletin de présentation ci-dessus, consens à cette présentation.

En foi de quoi j'ai signé à _____ ce
jour de _____ 18 _____

(Signature,)

Signé par le dit _____ en présence de _____

(Signature,)

38 V., c. 7, céd. H.

CÉDULE I.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 274.

Serment d'attestation du bulletin de présentation et du consentement du candidat.

Je, A. B., de (profession), jure solennellement (ou si c'est une personne à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement) que je connais (mentionner les noms des signataires qui lui sont connus) et qu'ils sont habiles, comme électeurs du district électoral de , à voter à une élection d'un député à l'assemblée législative de la province de Québec, et qu'ils ont respectivement signé le bulletin de présentation qui précède (ou ci-joint) de leurs signatures (ou marques, selon le cas) en ma présence ; et de plus (si tel est le cas) que je connais le dit qui y est nommé comme candidat, et qu'il a signé son consentement à la présentation en ma présence

(Signature,)

A. B.

Assermenté (ou affirmé) devant moi)
à ce }
jour d 18 }

(Signature,)

J. P.

Juge de Paix.

Cette formule peut être variée suivant les circonstances, pourvu que l'intention de la loi soit remplie.

38 V., c. 7, céd. I.

CÉDULE J.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 280.

Rapport à faire lorsqu'il n'y a qu'un seul candidat.

Je certifie par les présentes que le député élu pour le district électoral de en conformité du bref ci-joint, est , de dans

(comme dans le bulletin de présentation), aucun autre candidat n'ayant été mis en candidature (ou l'autre ou les autres candidats s'étant retirés, selon le cas).

(Signature)

A. B.,

Officier-rapporteur.

38 V., c. 7, céd. J.

CÉDULE K.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 288.

Avis de l'ouverture du scrutin et des candidats présentés ainsi que des listes des arrondissements de votation.

AVIS.

District électoral de _____, savoir :

Avis public est, par le présent, donné aux électeurs du district électoral susdit, que le scrutin est nécessaire pour l'élection maintenant pendante pour ce district électoral, et que ce scrutin sera ouvert en conséquence ; et de plus, que les personnes dûment présentées comme candidats à cette élection, et pour lesquelles seulement les votes seront admis, sont :

1. JEAN DUREAU, de la ville de Sorel, comté de Richelieu, marchand ;
2. JOSEPH MEUNIER, de la cité de Montréal, 10, rue Fontaine, médecin ;
3. ANTOINE RICHARD, de la paroisse de Saint-Henri, comté de Lévis, cultivateur ;
4. JOSEPH RICHARD, de la ville de Lévis, comté de Lévis, avocat.

(Comme dans les bulletins de présentation).

Et que les différents bureaux de votation établis par moi sont comme suit :

L'arrondissement de votation No. 1, (ou autre désignation) composé de (ou borné comme suit, ou autrement le décrire clairement) à (décrire le bureau de votation.)

(Et ainsi de suite tous les autres arrondissements et bureaux de votation dans le district électoral.)

Ce dont tous les intéressés sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Donné sous mon seing à ce jour de 18

(Signature) A. B.,
Officier-rapporteur.

38 V., c. 7, céd. K, et 39 V., c. 13, s. 14.

CÉDULE L.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 292.

Commission de sous-officier-rapporteur.

A. G. H. (*faire mention de ces occupations et résidence.*)

Sachez qu'en ma qualité d'officier-rapporteur pour le district électoral d , j'ai vous ai nommé et vous nomme par les présentes sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation d (*désignation de cet arrondissement*) dans le district électoral de pour y recevoir les votes des électeurs au scrutin, suivant la loi, au bureau de votation qui y sera par vous ouvert et tenu à cette fin, et vous êtes par les présentes autorisé et requis d'ouvrir et tenir la votation de cette élection, pour cet arrondissement de votation, le jour du mois d courant (*ou prochain,*) à neuf heures de l'avant-midi, à (*décrire spécialement l'endroit où la votation doit avoir lieu,*) et là, de tenir ce bureau de votation ouvert durant les heures fixés par la loi, et d'y recevoir au scrutin, tel que prescrit par la loi, les votes des électeurs qui voteront à ce bureau de votation, et, après avoir compté les votes donnés et accompli les autres devoirs que la loi vous impose, de me transmettre immédiatement la boîte du scrutin scellée de votre sceau et contenant les bulle-

tins de vote, listes des électeurs et autres documents requis par la loi, ainsi que la présente commission.

Donné sous mon seing, à _____ ce _____ jour du
mois d _____, en l'année 18 _____

(Signature) A. B.,
Officier-rapporteur.
38 V., c. 7, céd. L.

CÉDULE M.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 294.

Serment du sous-officier-rapporteur.

Je, soussigné, G. H., nommé sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation d
(*désignation de cet arrondissement*) dans le district électoral d
jure solennellement (*ou, si c'est une des personnes à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennelle-*
ment,) que j'agirai en qualité de sous-officier-rapporteur, fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ou affection : Ainsi, que Dieu me soit en aide.

(Signature) G. H.,
Sous-Officier-rapporteur.
38 V., c. 7, céd. M.

CÉDULE N.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 294

Certificat de la prestation du serment d'office d'un sous-officier-rapporteur.

Je, soussigné, certifie par les présentes, que le
jour du mois de 18 .
G. H., sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de vo-
tation d (désignation de l'arrondissement,
dans le district électoral d
a prêté et signé devant moi le serment (ou l'affirmation)
d'office requis en pareil cas d'un sous-officier-rapporteur
par la loi électorale de Québec, article 294 des statuts
refondus de la province de Québec.

En foi de quoi, je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat.

(Signature)

C. D.,
Juge de Paix.

ou A. B.,
Officier-rapporteur
38 V., c. 7, céd. N.

CÉDULE O.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 300.

Bulletin de vote.

18 Election pour le district électoral de	1	DUREAU, (Jean Dureau, ville de Sorel, comté de Richelieu, mar- chand.)	
	2	MEUNIER, (Joseph Meunier, cité de Montréal, 10, rue Fontaine, médecin.)	
	3	RICHARD, (Antoine Richard, pa- roisse de Saint- Henri, comté de Lé- vis, cultivateur.)	X
	4	RICHARD, (Joseph Richard, ville de Lévis, comté de Lévis, avocat.)	

ANNEXE.

Ici doit être mis le numéro du bulletin.

The number of the ballot paper should be entered here.

Ici doivent être mises les initiales du sous-officier-rapporteur.

The initials of the Deputy-returning-Officer, should be placed here.

Le papier au bulletin sera percé par une ligne de points, à l'endroit de la ligne des points noirs.

Les noms des candidats seront inscrits dans le bulletin comme dans le bulletin de présentation.

Il n'y aura pas de marge à la gauche du bulletin.

L'électeur est supposé avoir marqué son bulletin de vote en faveur d'Antoine Richard.

INSTRUCTIONS DEVANT SERVIR DE GUIDE AUX ÉLECTEURS,
SUR LA MANIÈRE DE VOTER.

L'électeur ne doit voter que pour un seul candidat.

Le votant entrera dans l'un des compartiments et fera une croix avec un crayon qui y sera déposé à cet usage, en regard du nom du candidat en faveur duquel il voudra donner son suffrage.

Le votant pliera ensuite le bulletin, de manière à n'en laisser voir que le dos et de manière aussi que l'annexe puisse être détachée sans déplier le bulletin ; puis il remettra le bulletin ainsi plié au sous-officier-rapporteur, qui le déposera dans la boîte du scrutin, après avoir détaché l'annexe. Le votant sortira ensuite immédiatement du bureau de votation.

Si un votant gâte par inadvertance un bulletin de vote, il pourra le remettre à l'officier autorisé qui, s'étant assuré du fait lui en donnera un autre.

Si l'électeur vote pour plus d'un candidat ou fait quelque marque sur le bulletin au moyen de laquelle il peut être reconnu, son vote sera nul et ne sera pas compté.

Si le votant emporte un bulletin de vote hors du bureau de votation, ou dépose frauduleusement dans la boîte du scrutin quelque papier autre que le bulletin de vote qui lui aura été remis par le sous-officier-rapporteur, il sera passible de punition par une amende de cinq cents piastres ou un emprisonnement de six mois. 38 V., c. 7, céd. O ; 39 Vict., c. 13, s. 16, et 46 V., c. 2, s. 4.

CÉDULE P.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 302.

Commission du greffier de bureau de votation.

A I. J., (faire mention de ses occupations et résidence.)

Sachez, qu'en ma qualité de sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation d (désignation de l'arrondissement) dans le district électoral d , je vous ai nommé et vous nomme par les présentes greffier de bureau de votation pour l'arrondissement de votation d (désignation de l'arrondissement) dans le district électoral d

Donné sous mon seing, à ce jour du mois de , en l'année

(Signature)

G. H.,

Sous-officier-rapporteur.

38 V., c. 7, céd. P.

CÉDULE Q.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 304.

Serment du greffier du bureau de votation.

Je, soussigné, I. J., nommé greffier du bureau de votation pour l'arrondissement de votation d (désignation de l'arrondissement) dans le district électoral d jure solennellement (ou si c'est une des personnes à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement que j'agirai en qualité de greffier du bureau de votation, et aussi en celle de sous-officier-rapporteur le cas échéant, suivant la loi, fidèlement, sans partialité, crainte, faveur ou affection : Ainsi, que Dieu me soit en aide.

(Signature)

I. J.,

Greffier du bureau de votation.

38 V., c. 7, céd. Q

CÉDULE R.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 304.

Certificat de la prestation du serment du greffier du bureau de votation.

Je, soussigné, certifie par les présentes, que le jour du mois de 18 , I. J., greffier du bureau de votation pour l'arrondissement de votation d (désignation de l'arrondissement) dans le district électoral d , a prêté et signé devant moi le serment d'office (ou affirmation) requis, en pareil cas d'un greffier de bureau de votation par la loi électorale de Québec, article 304 des Statuts refondus de la province de Québec.

En foi de quoi je lui ai délivré sous mon seing le présent certificat

(Signature),

C. D.,

Juge de Paix.

ou A. B.,

Officier-rapporteur.

ou G. H.,

Sous-officier-rapporteur.

38 V., c. 7, céd. R.

CÉDULE S.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 307.

Commission du greffier de bureau de votation par un greffier agissant comme sous-officier-rapporteur.

A de (insérez ici ses occupation et résidence.)

Sachez qu'en ma qualité de sous-officier-rapporteur intérimaire pour l'arrondissement de votation d , dans le district électoral d , en conséquence du décès (ou de l'incapacité d'agir, suivant le cas) du sous-officier-rapporteur pour cet arrondissement de votation, dont j'étais le greffier, je vous ai nommé et vous nomme par les présentes, greffier du bureau de votation de l'arrondissement de votation d dans le district électoral d

Donné sous mon seing à , ce jour de , en l'année 18 .

(Signature)

I. J.,

Greffier de bureau de votation agissant comme sous-officier-rapporteur.

Le serment et le certificat de sa prestation, seront les mêmes que dans le cas d'un greffier de bureau de votation nommé par le sous-officier-rapporteur.

38 V., c. 7, céd. S.

CÉDULE T.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 312.

Serment de l'agent d'un candidat ou de l'électeur représentant un candidat.

Je, soussigné, G. H., agent de (ou électeur représentant) J. K., l'un des candidats à l'élection maintenant pendante pour le district électoral d jure solennellement (ou si c'est une des personnes à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement) que je garderai le secret sur les noms des candidats pour lesquels tout votant au bureau de votation de l'arrondissement de votation d dans le district électoral d pourra avoir marqué son bulletin de vote en ma présence à cette élection : Ainsi que Dieu me soit en aide.

(Signature,)

G. H.

Assermenté (ou affirmé) devant moi à ce jour 18 .

(Signature)

A. B.,

Sous-officier-rapporteur

ou C. P.,

Juge de Paix.

38 V., c. 7, céd. T.

	Numéro des votants.
	NOMS DES VOTEURS.
	Leur profession.
	Leur résidence.
	Propriétaires.
	Locataires ou occupants.
	Objections.
	Assermenté ou qui a affirmé.
	Refus du votant de jurer ou affirmer.
	Votes donnés.
	Electeurs votant après que d'autres ont voté sous leurs noms.
	Bulletins préparés avec l'aide du sous-officier-rapporteur.
	Remarques générales.

CÉDULE U.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 316.

Cahier de votation.

CÉDULE W.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 347.

Serment du messager envoyé pour recueillir les boîtes de scrutin.

Je, J. B., de messager nommé par A. B., officier-rapporteur pour le district électoral d , dans la province de Québec, jure solennellement que les différentes boîtes au nombre de , maintenant remises par moi à tel officier-rapporteur, m'ont été remises par les différents sous-officiers-rapporteurs à l'élection actuelle pour ce district électoral (ou par—ici insérez les noms des sous-officiers-rapporteurs qui ont remis ces boîtes) ; qu'elles n'ont pas été ouvertes par moi, ni par qui que ce soit, et qu'elles sont dans le même état qu'elles étaient lorsqu'elles sont venues en ma possession. (S'il y a été fait quelque changement, le déposant variera sa déposition en exposant tous les faits.)

(Signature)

J. B.,

Attesté sous serment (ou affirmation) et signé devant moi
à ce jour de en l'année
18 ,

(Signature)

X. Y.,

Juge de paix.

ou A. B.,

Officier-rapporteur.

ou G. H.,

Sous-officier-rapporteur.

38 V., c. 7. céd. W.

CÉDULE X.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 348.

Serment du sous-officier-rapporteur après la clôture du scrutin.

Je, soussigné, sous-officier-rapporteur pour l'arrondissement de votation d dans le district électoral d , jure solennellement (ou si c'est une personne à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement) qu'au meilleur de ma connaissance et croyance, le cahier de votation tenu pour cet

arrondissement de votation, sous ma surveillance, a été ainsi tenu d'une manière exacte, et que le nombre total des votes inscrits dans le cahier de votation est de

; et qu'au meilleur de ma connaissance et croyance il contient un état vrai et exact des votes pris au bureau de votation de cet arrondissement de votation, tel que ces votes ont été reçus à ce bureau de votation ; que j'ai fidèlement compté les votes donnés pour chaque candidat, de la manière prescrite par la loi, et que j'ai rempli tous les devoirs que la loi m'impose et que le procès-verbal, les paquets de bulletins de votes et les autres documents que la loi m'oblige de transmettre à l'officier-rapporteur, ont été fidèlement et véridiquement préparés et déposés dans la boîte du scrutin, comme le sera ce serment (ou cette affirmation), afin que la dite boîte du scrutin préalablement scellée de mon sceau ; soit transmise à l'officier-rapporteur aux termes de la loi.

(Signature)

G. H.,

Sous-officier-rapporteur.

Assermenté devant moi, à

dans l

ce

jour d

18

(Signatures)

X. Y.,

Juge de Paix.

ou A. B.,

Officier-rapporteur.

ou I. J.,

Greffier du bureau de votation.

38 V., c. 7, céd. X.

CÉDULE XX.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 348.

Serment du greffier de bureau de votation après la clôture du scrutin.

Je, soussigné, greffier du bureau de votation pour l'arrondissement de votation d dans le district électoral d , jure solennellement (ou si c'est une des personnes à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement) que le cahier de

votation tenu pour cet arrondissement de votation sous la surveillance de G. H., qui a agi en qualité de sous-officier-rapporteur, a été ainsi tenu par moi, d'une manière exacte et au meilleur de ma capacité et de mon jugement; et que le nombre total des votes inscrits sur ce cahier de votation est de

; et qu'au meilleur de ma connaissance et croyance, il contient un état vrai et exact des votes pris au bureau de votation de cet arrondissement, tel que les votes ont été reçus à ce bureau de votation par le sous-officier-rapporteur.

(Signature)

I. J.,

Greffier du bureau de votation.

Attesté sous serment (ou affirmation) et signé devant moi, à ce jour du mois d en l'année 18

(Signatures)

X. Y.,

Juge de paix,

ou A. B.,

Officier-rapporteur,

ou G. H.,

Sous-officier-rapporteur.

38 V., c. 7, céd. XX.

CÉDULE Y.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 358.

Certificat d'élection.

Je certifie par le présent que le député élu pour le district électoral d , conformément au bref d'élection, comme ayant reçu la majorité des votes légalement donnés, est A. B., etc., (noms, etc., comme dans le bulletin de présentation.)

(Signature)

A. B.

Officier-rapporteur.

38 V., c. 7, céd. Y.

CÉDULE Z.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 450.

CANADA,	}	COUR
PROVINCE DE QUÉBEC,		
District d		

Demandeur ;

vs.

Défendeur.

Je, M. N., demandeur en cette cause, après serment prêté sur les saints évangiles, déclare que dans la présente poursuite je n'agis pas collusoirement avec le défendeur, et que je ne poursuis pas, en vue d'empêcher qu'une autre personne intente l'action, ni en vue de retarder ou faire échouer celle-ci, ou de soustraire le défendeur au paiement de l'amende en tout ou en partie ou de lui procurer quelque avantage,—mais que j'intente cette poursuite, ou action, de bonne foi et dans le but d'exiger et recouvrer le paiement de l'amende avec toute la diligence possible.

(Signature) . M. N.

Assermenté devant moi	}
à ce jour du	
mois d 18 .	
(Signature) P.S.,	
Juge de paix.	

38 V., c. 7, céd. Z.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DES DÉPUTÉS A L'ASSEMBLÉE
LÉGISLATIVE.

SECTION I.

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES.

Citation. **464.** La présente loi peut être désignée et citée sous le nom de " Loi des élections contestées de Québec " ou " Loi des élections contestées." 38 V., c. 8, s. 1.

Applications. **465.** Toutes les élections qui auront lieu après la mise en vigueur des présents statuts refondus seront sujettes aux dispositions de la présente loi et leur validité ne sera contestée qu'en conformité de ses dispositions. 38 V., c. 4, s. 3.

466. En interprétant la présente loi, à moins qu'il n'y soit autrement pourvu, ou qu'il n'y ait dans le contexte de ses dispositions quelque chose qui indique un sens différent ou demande une autre interprétation :

1. Le mot "juge" signifie tout juge de la cour supérieure de la province, ou cette cour supérieure présidée par un seul de ces juges ;

2. Le mot "député" désigne une personne élue pour servir comme un des députés à l'assemblée législative de la province ;

3. Le mot "élection" signifie l'élection d'un député à l'assemblée législative de la province ;

4. Le terme "district électoral" signifie tout comté ou autre lieu ou portion de cette province ayant le droit d'élire un député à l'assemblée législative ;

5. Le mot "candidat" comprend la personne élue comme député à une élection et toute personne mise en candidature à cette élection ;

6. Le terme "manœuvre frauduleuse" désigne tout acte déclaré tel par l'article 407, ou par tout autre loi de la législature de cette province ;

7. L'expression "règle" signifie toutes les règles qui peuvent être faites tel que prescrit par l'article 475 ;

8. Le mot "prescrit" signifie prescrit par la présente loi ou ordonné par quelque règle faite en vertu d'icelle ;

9. Le mot "protonotaire" comprend le député protonotaire. 38 V., c. 8, s. 4.

467. Pour les fins de cette loi, le mot "l'orateur" signifie l'orateur de l'assemblée législative.

Lorsque la charge d'orateur est vacante, ou que l'orateur est absent de la province, ou incapable d'agir, le greffier de l'assemblée législative ou tout autre officier remplissant alors les fonctions de greffier de l'assemblée législative, lui est substitué et est compris dans l'expression "l'orateur." 38 V., c. 8, s. 5.

468. Une "pétition d'élection" est une pétition se plaignant d'un rapport irrégulier, ou de l'élection irrégulière d'un député, ou de l'absence de rapport, ou d'un double rapport, ou de quelque acte illégal commis par un candidat non élu, par suite duquel son inhabilité à siéger à l'assemblée législative est alléguée, ou de la conduite d'un officier-rapporteur ou sous-officier-rapporteur. 38 V., c. 8, s. 6.

469. Si le délai fixé par cette loi pour l'institution d'une procédure, ou l'accomplissement d'un acte, expire

ou tombe un jour férié, ce délai est prolongé jusqu'au jour non férié suivant, et cet acte peut se faire tel jour suivant. 38 V., c. 8, s. 7.

SECTION II.

DE LA JURIDICTION DE LA COUR SUPÉRIEURE.

Juridiction de la cour sup. **470.** La connaissance des pétitions d'élection et les procédures à suivre à cet égard sont du ressort de la cour supérieure de cette province, sujet néanmoins aux dispositions de la présente loi. 38 V., c. 8, s. 9.

Lieux de présentation. **471.** La cause de la pétition est censée avoir surgi à l'endroit où l'élection a eu lieu.

Instruction et audition. La pétition d'élection doit être présentée et instruite dans le district judiciaire où se trouve situé cet endroit ; mais l'audition finale a lieu devant la cour supérieure siégeant en révision conformément aux articles 541 et suivants. 38 V., c. 8, s. 10.

Préséance. **472.** Les procédures faites sous l'autorité de cette loi, ont préséance sur toutes autres causes ou procédures.

Pouvoirs du juge. Dans ces procédures, le juge, en terme ou en vacance, a les mêmes pouvoirs, juridiction et autorité qu'aurait la cour supérieure siégeant en terme, sujet toutefois aux dispositions de la présente loi. 38 V., c. 8, ss. 11 et 12.

Devoirs des officiers du tribunal. **473.** Les différents officiers de la cour supérieure, en ce qui concerne une pétition d'élection, ont les mêmes pouvoirs et sont soumis aux mêmes obligations que si cette pétition était une cause ordinaire de la juridiction de la cour supérieure. 38 V., c. 8, s. 13.

Juge s'il n'y en a pas de résident. **474.** Quand une pétition est présentée dans un district où il n'y a pas de juge résident, le juge auquel le district est assigné doit être présent au palais de justice de ce district, sur avis du protonotaire lui faisant connaître le jour qu'il doit être présent, aussi souvent que sa présence est requise pour toute procédure sur une pétition d'élection ou s'y rapportant. 38 V., c. 8, s. 14.

Règles par les juges. **475.** Les juges de la cour supérieure où la majorité d'entre eux, peuvent, de temps à autre, faire, révoquer ou modifier des règles ou ordres généraux, pour l'exécution efficace de cette loi suivant son esprit et intention, pour la conduite de la pratique et des matières de procédure se rattachant aux pétitions d'élection et à leur décision, et pour le certificat et le rapport à faire sur ces pétitions. 38 V., c. 8, s. 15.

476. Toute règle faite en vertu de l'article précédent est, si elle n'est pas incompatible avec la présente loi, considérée comme faisant partie des pouvoirs conférés par les dispositions de cette loi et a, jusqu'à ce qu'elle soit révoquée, la même vigueur que ces dispositions. 38 V., c. 8, s. 16. Effet de ces règles.

477. Une copie des règles et des modifications, faites en vertu de l'article 475, doit être soumise à l'assemblée législative, dans les trois semaines après qu'elles ont été faites, si la législature est en session, sinon dans les trois premières semaines de sa session alors prochaine. Soumission des règles à l'assemblée législative.

Jusqu'à ce que des règles aient été faites conformément à la présente loi, et dans tous les cas non prévus par ces règles lorsqu'elles ont été faites, les principes, pratiques et règles qui régissent les pétitions relatives aux élections de la chambre des Communes du Canada, en tant que compatibles avec la présente loi, doivent être observés. 38 V., c. 8, ss. 17 et 18. Principe, etc. applicables dans les cas imprévus, etc.

SECTION III.

DE LA PROCÉDURE.

§ 1.—*De la présentation de la pétition d'élection.*

478. Une pétition d'élection peut être présentée :

1. Par un ou plusieurs électeurs qui étaient habiles à voter à l'élection à laquelle la pétition se rapporte ; ou dont le nom était inscrit sur la liste des électeurs qui a servi à cette élection ; ou

2. Par un ou plusieurs candidats à cette élection. 38 V., c. 8, s. 19. Présentation de la pétition.

479. La pétition peut être dressée d'après une forme prescrite ; mais s'il n'en est pas prescrit, ou à l'égard de ce qui n'est pas prescrit, il n'est pas nécessaire qu'elle soit dressée d'après une forme particulière. 38 V., c. 8, s. 20. Forme de la pétition.

480. La pétition doit, dans tous les cas, contenir une plainte contre l'élection irrégulière ou le rapport irrégulier d'un député, ou à raison de ce que aucun rapport n'a été fait, ou de ce qu'il a été fait un double rapport, ou de quelque matière contenue dans un rapport spécial, ou de quelque acte illégal commis par un candidat non élu par suite duquel il peut devenir inéligible, ou de la conduite illégale d'un officier-rapporteur ou sous-officier-rapporteur. 38 V., c. 8, s. 21. Allégations requises.

Signature de la pétition.

481. La pétition doit être signée par le pétitionnaire, ou, s'il y en a plus d'un, par tous les pétitionnaires. 38 V., c. 8, s. 22.

Délai pour la présenter.

482. La pétition doit être présentée dans les trente jours après celui de la publication, dans la gazette officielle de Québec, de l'avis de l'érection, par le greffier de la couronne en chancellerie, en vertu de l'article 372 et non plus tard. 38 V., c. 8, s. 23.

Exception dans certains cas.

483. Néanmoins, si la pétition conteste la validité du rapport ou de l'élection, sur une allégation spéciale d'une manœuvre frauduleuse commise depuis l'époque du rapport de l'élection, telle pétition peut être présentée dans les trente jours après la date de la commission de la manœuvre frauduleuse alléguée, pourvu que cette manœuvre frauduleuse tombe sous l'effet des articles 426 et 427. 38 V., c. 8, s. 24.

Mode de présentation.

484. La présentation d'une pétition se fait en la délivrant au bureau du protonotaire pendant les heures de bureau. 38 V., c. 8, s. 25.

Cautionnement pour les frais.

485. Lors de la présentation d'une pétition, le pétitionnaire doit donner un cautionnement pour le paiement des frais, charges et dépenses qui peuvent devenir dus par lui :

1. A toute personne assignée comme témoin en sa faveur ;
2. Au député dont l'élection ou le rapport d'élection est contesté ;
3. A l'officier-rapporteur ou au sous-officier-rapporteur, s'il est porté plainte contre l'un d'eux ;
4. Au candidat non élu, contre la conduite duquel il a été porté plainte. 38 V., c. 8, s. 26.

Montant du cautionnement et son dépôt.

486. Le cautionnement est de mille piastres, et consiste en un dépôt de cette somme entre les mains du protonotaire, qui le transmet au bureau du trésorier de la province, en la manière prescrite pour les dépôts judiciaires.

Mode de le faire.

Le dépôt est valide s'il est fait en or monnayé ou en billets de banque légalement constituée, ou en bons ou débentures de la Puissance.

Récépissé du dépôt.

Le protonotaire doit donner un récépissé de ce dépôt, lequel récépissé constitue une preuve de sa suffisance. 38 V., c. 8, s. 27.

487. Plusieurs personnes peuvent être constituées défenderesses sur la même pétition, et leurs causes peuvent, pour plus de rapidité, être instruites en même temps ;

Cas de plusieurs défendeurs.

Mais à l'égard du cautionnement exigé par les deux articles précédents, et pour toutes les autres fins de cette loi, cette pétition est censée être une pétition contre chaque défendeur. 38 V., c. 8, s. 28.

Proviso.

488. Lorsqu'une pétition d'élection se plaint de la conduite d'un officier-rapporteur ou d'un sous-officier-rapporteur, ces officiers sont considérés comme défendeurs pour les fins de cette loi, sauf en ce qui touche l'admission de défendeurs à leur place en vertu de l'article 571. 38 V., c. 8, s. 29.

Pétition contre officiers.

489. Une pétition d'élection peut être présentée, ou son instruction être continuée, nonobstant l'acceptation par le défendeur d'une charge lucrative sous la couronne ou l'abandon de son siège. 38 V., c. 8, s. 30.

Vacation du siège.

490. La procédure sur une pétition d'élection peut se continuer, nonobstant la prorogation de la législature ou la dissolution de l'assemblée législative. 38 V., c. 8, s. 31.

Continuation de la proc.

491. Si un ou plusieurs des pétitionnaires refusent ou négligent de continuer la contestation, les autres pétitionnaires peuvent continuer la procédure. 38 V., c. 8, s. 32.

Refus de continuer.

492. Le protonotaire tient un registre ou plumitif spécial de toutes les pétitions présentées en vertu de cette loi, et de plus, il en fait une liste, les mettant dans l'ordre où elles ont été présentées.

Plumitif spécial des pétitions.

Cette liste, est désignée sous le nom de " liste des élections contestées de Québec. " 38 V., c. 8, s. 33.

Liste à cette fin.

493. Le protonotaire garde, à son bureau, une copie de cette liste, ouverte à l'inspection de toute personne qui en fait la demande. 38 V., c. 8, s. 34.

Accès à la liste.

494. S'il est présenté plus d'une pétition au sujet de la même élection ou du même rapport, toutes ces pétitions sont réunies entre crochets dans la liste et sont traitées, autant que possible comme s'il n'y en avait qu'une. 38 V., c. 8, s. 35.

Cas de plusieurs pétitions.

§ 2.—De la signification de la pétition.

495. Le pétitionnaire fait signifier à chaque défendeur, une copie de la pétition, un avis de sa présentation et du

Signification.

cautionnement et une copie du récépissé du dépôt requis, dans les cinq jours après celui où la pétition a été présentée, ou dans le temps prescrit. 38 V., c. 8, s. 36.

Délai de signification.

496. Cette signification peut être faite dans un délai plus long que le juge a droit d'accorder, eu égard à la difficulté de la signification ou à des circonstances spéciales. 38 V., c. 8, s. 37.

Délai prolongé dans certains cas.

497. Si les défendeurs ne peuvent être notifiés personnellement ou à leur domicile dans le temps accordé par le juge, la signification peut être faite à toute autre personne ou de toute autre manière que le juge, sur demande du pétitionnaire, peut ordonner. 38 V., c. 8, s. 38.

Mode de signification.

498. Les significations requises par les trois articles précédents sont faites, autant que possible, de la même manière que celle d'un bref d'assignation en matière civile. 38 V., c. 8, s. 39.

§ 3.—Des objections préliminaires.

Production des objections préliminaires.

499. Dans les cinq jours après la signification de la pétition ainsi que prescrit précédemment, le défendeur peut produire, par écrit, toutes les objections préliminaires ou raisons d'insuffisance qu'il peut faire valoir contre le pétitionnaire, ou contre la pétition ou contre la continuation de la procédure sur la pétition.

Copie d'icelles.

Dans ce cas, il produit en même temps pour le pétitionnaire, une copie de ces objections ou raisons. 38 V., c. 8, s. 40.

Audition et décision sur les objections.

500. Le juge entend alors les parties et leurs témoins sur la valeur de ces objections et raisons, et en décide d'une manière sommaire.

Effet de la décision.

Ce jugement, s'il est favorable au pétitionnaire, n'est pas sujet à cassation avant l'audition au mérite devant la cour supérieure siégeant en révision ; mais s'il a l'effet de débouter le pétitionnaire, la cause peut être soumise à ce tribunal, sur inscription faite dans les huit jours qui suivent, en observant les formalités prescrites dans le cas d'inscription au mérite. 38 V., c. 8, s. 41.

§ 4.—De la contestation au mérite.

Réponse à la pétition.

501. Le défendeur peut produire une réponse par écrit à la pétition, avec une copie pour le pétitionnaire, dans les cinq jours après la décision donnée sur les objections préliminaires, si elles ont été rejetées, ou à l'expiration du délai fixé pour présenter ces objections, s'il n'en a pas été produit. 38 V., c. 8, s. 42.

502. Que cette réponse soit ou ne soit pas produite, la pétition est réputée en contestation liée, à l'expiration des délais mentionnés dans l'article précédent ; ensuite le juge peut, en tout temps, sur demande de quelqu'une des parties, fixer un jour et un endroit convenables pour l'instruction de la pétition. 38 V., c. 8, s. 43.

Contestation liée.

Jour d'instruction.

§ 5.—*De l'instruction.*

503. Les pétitions inscrites sur la liste des élections contestées sont, autant que la chose peut se faire convenablement, instruites dans l'ordre qu'elles occupent sur cette liste. 38 V., c. 8, s. 44.

Ordre des instructions.

504. Toute pétition d'élection est instruite devant un juge.

Juge d'instruction.

Le juge peut, lors de l'instruction, décider toute question soulevée sur l'admissibilité de la preuve offerte, ou recevoir cette preuve sous réserve. 38 V., c. 8, s. 45.

Ses pouvoirs.

505. L'instruction d'une pétition d'élection se fait dans le district électoral dont l'élection ou le rapport est contesté.

Lieu d'instruction.

Mais si, pour des circonstances spéciales, il paraît désirable que l'instruction se fasse ailleurs que dans ce district électoral, le juge peut désigner pour la faire, tel autre endroit qui lui paraît le plus convenable. 38 V., c. 8, s. 46.

506. Le juge peut se nommer un greffier pour l'instruction d'une pétition d'élection hors du chef-lieu.

Greffier spécial.

Ce greffier, après avoir été assermenté par le juge, a les mêmes pouvoirs et obligations qu'aurait le protonotaire s'il agissait lui-même.

Ses pouvoirs.

Les honoraires de ce greffier sont payables en argent. 38 V., c. 8, s. 47.

Ses honoraires.

507. Le juge peut, pendant l'instruction, ajourner les procédés d'un temps à un autre et d'un endroit à un autre, suivant qu'il le juge plus opportun. 38 V., c. 8, s. 48.

Ajournement des procédés.

508. Les témoins sont assignés et assermentés, en autant que les circonstances le permettent, de la même manière que dans les causes ordinaires de la juridiction de la cour supérieure. 38 V., c. 8, s. 49.

Témoins, leur assignation

509. Le juge a aussi le pouvoir, durant l'instruction d'une pétition d'élection, d'émettre de sa propre main un ordre pour forcer de comparaître, comme témoin, toute personne qu'il croit pouvoir donner quelques renseignements sur l'élection à laquelle se rapporte la pétition. 38 V., c. 8, s. 50.

Assignation par ordre du juge.

Sténographe. **510.** Le juge peut employer un sténographe pour prendre les dépositions données par les témoins à l'instruction de la pétition ; et les frais encourus à ce sujet sont considérés comme faisant partie des frais de la cause.

Frais d' celui.

Son serment. Ce sténographe est assermenté par le juge, et les notes transcrites qu'il donne des différents témoignages sont faites et certifiées par lui comme exactes, sous le serment qu'il a prêté. 38 V., c. 8, s. 51.

Obligation de répondre. **511.** Nulle personne n'est exempte de répondre à chaque question qui lui est posée, sous l'autorité de cette loi, concernant une élection, ou la conduite de toute personne à cette élection, ou s'y rattachant, parce que la réponse à cette question l'exposerait à quelque poursuite en vertu de la loi électorale de Québec ;

Protection des témoins. Mais nulle réponse faite par cette personne ne peut être alléguée contre elle dans telle poursuite, si le juge lui a donné un certificat constatant qu'elle a réclamé le droit d'être exemptée de répondre pour la raison ci-dessus mentionnée, et qu'elle a fait, à sa satisfaction, des réponses entières et véridiques. 38 V., c. 8, s. 52.

Frais des témoins. **512.** Les dépenses raisonnables encourues par toute personne pour comparaître et rendre témoignage dans l'instruction d'une pétition d'élection, lui sont allouées par un certificat signé du juge ou du protonotaire, selon le tarif des frais et honoraires des témoins dans les causes mues devant la cour supérieure. 38 V., c. 8, s. 53.

Preuve de manœuvres frauduleuses. **513.** A moins que le juge n'en ordonne autrement, l'instruction de l'accusation de manœuvres frauduleuses peut être commencée, et la preuve à cet égard, être reçue, avant qu'aucune preuve de la participation d'un candidat ou de ses agents dans ces manœuvres, ait été faite. 38 V., c. 8, s. 54.

Preuve contre un autre candidat. **514.** Lors de l'instruction d'une pétition, le défendeur est admis à prouver que toute autre candidat s'est rendu coupable de manœuvre frauduleuse, de la même manière et avec le même effet que s'il eût lui-même présenté une pétition se plaignant de cette élection, ou de la conduite de tel candidat ;

Avis à tel candidat. Mais, avant de faire cette preuve, le défendeur doit en donner avis à ce candidat s'il n'est pas déjà en cause, lequel peut transquestionner les témoins à charge et en faire entendre à décharge. 38 V., c. 8, s. 55.

Règles de la preuve. **515.** Les règles de la preuve sont celles du droit anglais, et l'article 275 du code de procédure civile est applicable.

2. Il n'est pas nécessaire de produire le bref d'élection, ni la proclamation, ni la commission de l'officier-rapporteur, mais la preuve verbale de ces faits constitue une preuve suffisante que l'élection a eu lieu. Preuve verbale, suffisante.

3. Les archives, registres, journaux et documents des divers départements de la législature, et tous ceux d'un caractère public dont la loi requiert la tenue, ainsi que les copies et extraits officiels de ces papiers ou écrits font preuve *primâ facie* de leur contenu. 38 V., c. 8, s. 56, et 39 V., c. 14, s. 1. Archives, etc., font preuve.

516. Toute procédure relative à l'instruction d'une pétition d'élection est, sur simple demande du membre siégeant, suspendue pendant les sessions de la législature et durant les huit jours qui précèdent et les trois jours qui suivent ces sessions. 39 V., c. 14, s. 2. Suspension des procédures durant la session.

§ 6.—*De l'examen spécial des parties et autres personnes.*

517. Toute partie à une pétition d'élection, qu'elle soit pétitionnaire ou défenderesse peut, en tout temps après la contestation liée, avant ou pendant l'instruction, être interrogée en la manière ci-après prescrite, par une partie adverse, au sujet de toute matière ou question soulevée par la pétition. Examen des parties.

La partie interrogée peut alors, en outre, être examinée dans son propre intérêt au sujet de toute matière sur laquelle elle a été interrogée en premier lieu. 38 V., c. 8, s. 57

518. Lorsque quelqu'un de plusieurs pétitionnaires ou défendeurs a été examiné, tout autre pétitionnaire ou défendeur ayant un intérêt commun avec lui, peut être interrogé dans son propre intérêt ou dans celui des parties avec lesquelles il a communauté d'intérêts, aussi amplement que la partie interrogée en premier lieu. Examen des personnes, ayant des intérêts communs.

Cet examen explicatif se fait immédiatement après les interrogatoires mentionnés dans l'article précédent et non plus tard, sauf sur permission d'un juge. 38 V., c. 8, s. 58. Quand il se fait.

519. Si, par une pétition d'élection, le siège est réclamé pour un candidat qui n'est pas partie à la pétition, ce candidat peut être interrogé comme s'il était pétitionnaire. 38 V., c. 8, s. 59. Examen d'un candidat non partie à la pétition.

520. Au cas d'un examen préliminaire, l'interrogatoire ou l'examen, fait en vertu de cette loi, est fait par le juge ou par un avocat nommé par le juge comme instructeur spécial. Devant qui a lieu l'examen.

2. Tout interrogatoire ou examen a lieu, les parties ou leurs conseils, agents ou procureurs présents ou appelés. 38 V., c. 8, ss. 60 et 61. Parties appelées.

- Réexamen.** **521.** La personne ainsi interrogée peut être transquestionnée et réexaminée.
- Mode de le faire.** Ces interrogatoires, transquestions et réexamens sont conduits, autant que possible, en la manière suivie dans les causes à la cour supérieure, sauf cependant les dispositions de la présente loi. 38 V., c. 8, s. 62.
- Assignation devant l'instructeur.** **522.** Toute partie ou autre personne, peut être assignée à comparaître pour être interrogée devant l'instructeur par bref de *subpœnâ ad testificandum* ou *duces tecum*, de la même manière qu'elle pourrait l'être lors de l'instruction de la pétition.
- Obligation de comparaître.** Toute partie ou autre personne à laquelle un bref de cette nature est signifié, est tenue de se présenter devant l'instructeur, et a droit d'être taxée pour sa comparution et ses dépenses, comme si elle eût été assignée à comparaître lors de l'instruction. 38 V., c. 8, ss. 63 et 64.
- Taxe.**
- Examen des prisonniers.** **523.** Tout shérif, geôlier ou autre officier, ayant un prisonnier sous sa garde, doit, s'il en est requis par un juge, conduire ce prisonnier devant l'instructeur pour être examiné. 38 V., c. 8, s. 65.
- Avis des examens.** **524.** Il est ordonné aux parties en cause, ou à leurs procureurs, agents ou conseils, un avis de quarante-huit heures, de ces examens ou transquestions. 38 V., c. 8, s. 66.
- Mépris de cour.** **525.** Toute partie ou autre personne, qui refuse ou néglige de comparaître aux temps et au lieu fixés pour son examen en chef ou en transquestion, ou qui refuse de prêter serment ou de répondre à quelque question légitime à elle posée par l'instructeur, ou par l'une des parties ayant le droit de le faire, ou par son conseil, agent ou procureur, peut être punie par le juge comme pour mépris de cour, sauf l'application de l'article 511. 38 V., c. 8, s. 67.
- Proviso.**
- Objection du déposant.** **526.** Si un déposant objecte à quelque question qui lui est posée, la question ainsi que l'objection sont mises par écrit par l'instructeur et par lui transmises au bureau du protonotaire pour y être déposées.
- Décision et frais.** Le juge décide de la validité de l'objection ; et les frais occasionnés par cette objection sont à sa discrétion. 38 V., c. 8, s. 68.
- Mode de prendre les dépositions.** **527.** Les dépositions rendues sur l'interrogatoire sont prises par écrit par l'instructeur, non pas généralement par interrogatoires et réponses, mais sous forme de narration.
- Lecture d'elles.** Lorsqu'elles sont terminées, elles sont lues au déposant et par lui signées en présence des parties ou de celles qui jugent à propos d'être présentes. 38 V., c. 8, s. 69.

528. Si le déposant refuse ou est incapable de signer, il en fait mention à la fin de sa déposition et l'instructeur doit la signer. 38 V., c. 8, s. 69.

Signature du
déposant.

529. L'instructeur peut, sur chaque examen, faire rapport de tout fait spécial qu'il juge convenable. 38 V., c. 8, s. 70.

Faits spé-
ciaux.

530. L'instructeur peut, à sa discrétion, mettre par écrit toute question ou réponse particulière, lorsqu'il a quelque raison spéciale de le faire. 38 V., c. 8, s. 71.

Questions ou
réponses par-
ticulières

531. S'il est objecté à quelques questions par l'une des parties, l'instructeur note l'objection sur la déposition, sans toutefois la décider. 38 V., c. 8, s. 72.

Notation des
objections.

532. Lorsque l'interrogatoire fait devant l'instructeur est terminé, les dépositions sont, après avoir été authentiquées par sa signature, transmises par l'instructeur au bureau du protonotaire pour y être déposées.

Dépositions
déposées chez
protonotaire.

Toute partie à la pétition peut obtenir copie de ses dépositions, sur paiement de la somme requise. 38 V., c. 8, s. 73.

Livraison de
copies.

533. En commençant l'instruction, toute partie à une pétition peut déclarer par écrit se servir des dépositions reçues par ou devant l'instructeur. 38 V., c. 8, s. 74.

Usage des dé-
positions.

§ 7.—*De la demande de documents.*

534. Toute partie à une pétition d'élection, qu'elle soit pétitionnaire ou défenderesse peut, en tout temps après la contestation liée, avant ou pendant l'instruction, obtenir d'un juge, un ordre enjoignant à une partie adverse de produire sous serment, au bureau du protonotaire, dans un délai de dix jours après la signification de l'ordre, tous les documents dont elle peut être dépositaire ou qu'elle peut avoir en son pouvoir, concernant les matières en litige, sauf les exceptions légitimes. 38 V., c. 8, s. 75.

Ordre de pro-
duire des do-
cuments.

535. L'ordre mentionné dans l'article précédent est de la nature des ordres rendus de plein droit. 38 V., c. 8, s. 76.

Nature de
l'ordre.

536. Il n'est pas nécessaire que cette ordre soit signifié à la partie en personne; la signification faite au conseil, agent ou procureur de la partie, est suffisante. 38 V., c. 8, s. 77.

Signification
d'icelui.

537. Le serment qui doit être prêté, par la partie produisant les documents, peut être fait suivant la formule de cette loi, ou en termes équivalents suivant que les faits l'exigent. 38 V., c. 8, s. 78.

Serment de
celui qui pro-
duit docu-
ments.

Refus d'obéir
à l'ordre.

538. Toute partie qui refuse ou néglige d'obéir à un ordre de production de documents, peut être punie comme pour mépris de cour. 38 V., c. 8, s. 79.

Usage des do-
cuments.

539. Lorsque les documents demandés ont été déposés au bureau du protonotaire, la partie qui en a requis la production, ou son conseil, agent ou procureur, peut les examiner et en obtenir des copies certifiées. 48 V., c. 8, s. 80.

Exception.

540. Si la partie à qui on demande ces documents désire se prévaloir de quelque exception légitime, elle doit, en les produisant, donner des raisons suffisantes, qu'elle appuie de son serment, pour établir qu'elle ne doit pas être tenue de les produire. 38 V., c. 8, s. 81.

§ 8.—De l'inscription et du jugement.

Inscription
pour audition.

541. Toute partie à une pétition d'élection peut, immédiatement après l'instruction terminée, produire au bureau du protonotaire du district où la pétition a été présentée, une inscription pour audition devant la cour supérieure siégeant en révision.

Ce qui l'ac-
compagne.

Cette inscription est accompagnée, si la pétition a été présentée ailleurs qu'à Québec ou Montréal, du paiement au protonotaire d'une somme de dix piastres, pour préparer et transmettre le dossier. 38 V., c. 8, s. 82.

Avis d'ins-
cription.

542. Avis de l'inscription doit être donné à chaque partie adverse. 38 V., c. 8, s. 83.

Composition
de la cour.

543. La cour supérieure, siégeant en révision, est, pour l'audition de chaque cause, entendue en vertu de la présente loi, composée, autant que possible, du juge qui a présidé à l'instruction et de deux autres juges. 38 V., c. 8, s. 84.

Lieu de l'au-
dition à Qué-
bec, etc.

544. L'audition des contestations, instruites en vertu de cette loi, dans les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Saguenay, Chicoutimi, Gaspé, Rimouski, Kamouraska, Monimagny, Beauce et Arthabaska, a lieu dans la cité de Québec.

Lieu de l'au-
dition à Mont-
réal, etc.

Celle des contestations, instruites dans les districts judiciaires de Montréal, Ottawa, Terrebonne, Joliette, Richelieu, Saint-François, Bedford, Saint-Hyacinthe, Iberville et Beauharnois, a lieu dans la cité de Montréal. 38 V., c. 8, s. 85.

Transmission
du dossier.

545. Si l'instruction a eu lieu dans un district autre que ceux de Québec et Montréal, le dossier, avec copie de tous les ordres rendus dans la cause, est transmis par

la malle sous enregistrement, au protonotaire de la cour supérieure à Québec ou à Montréal, selon le cas, lequel en fait l'entrée dans un registre ou plunitif spécial.

Le dossier et les ordres, ainsi transmis, restent de record au bureau du protonotaire qui les a reçus. 38 V., c. 8, s. 86.

546. Toute la procédure est conduite comme dans une Procédure. cause ordinaire en révision. 38 V., c. 8, s. 87.

547. La cour supérieure, siégeant en révision, peut Jours additionnels pour audition. fixer, pour l'audition des pétitions d'élections, autant de jours additionnels qu'elle juge à propos. 38 V., c. 8, s. 88.

548. La cour supérieure, siégeant en révision, décide : Jugement.

1. Si le député dont l'élection ou le rapport est contesté, a été dûment élu ou déclaré élu ; ou,

2. Si quelque autre personne, et laquelle, a été dûment élue ; ou,

3. Si l'élection est nulle ; et

4. Toutes autres questions surgissant de la pétition ou exigeant la décision du tribunal. 38 V., c. 8, s. 89.

549. Ce jugement n'est pas sujet à appel. 38 V., c. 8, Pas d'appel. s. 90.

550. Une copie certifiée de ce jugement est transmise Transmission du jugement. sans retard à l'orateur, et une autre au protonotaire du district où la pétition a été présentée. 38 V., c. 8, s. 91.

551. Lorsque, dans une pétition d'élection, il est allé- Rapport du tribunal. gué que quelque manœuvre frauduleuse a été pratiquée à l'élection, le tribunal transmet, en outre, à l'orateur, en même temps que sa décision, un rapport écrit, constatant :

1. S'il a été prouvé ou non que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées par quelque candidat à cette élection, ou à sa connaissance et de son consentement, mentionnant le nom de ce candidat et la nature de ces manœuvres frauduleuses ;

2. Les noms de toutes les personnes contre lesquelles on a, durant l'instruction de la pétition, prouvé la commission de quelque manœuvre frauduleuse ;

3. Si des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, ou s'il y a raison de croire que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une large mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition. 38 V., c. 8, s. 92.

Rapport spécial.

552. Il est transmis, en même temps, à l'orateur un rapport spécial sur toutes les questions et matières qui ont pu surgir dans la procédure sur la pétition, et qui, dans l'opinion du tribunal, doivent être soumises à l'assemblée législative. 38 V., c. 8, s. 93.

Cas spécial.

553. Si, sur demande de toutes les parties à une pétition, il apparaît au juge que la question soulevée par la pétition peut être convenablement considérée comme cas spécial, le juge peut ordonner qu'elle soit ainsi traitée.

Inscription d'icelui.

Chaque tel cas spécial est inscrit et débattu devant la cour supérieure, siégeant en révision, laquelle rend tel jugement que requiert la justice.

Rapport à l'orateur si la décision est finale.

Si la décision est finale, une copie certifiée du jugement, sur ce cas spécial, est transmise à l'orateur; mais si la décision n'est pas finale, le dossier est remis pour qu'il soit procédé ultérieurement sur la pétition. 38 V., c. 8, s. 94.

§ 9.— *Du désistement, de l'annulation de la pétition, et de la discontinuation des procédés de la part du défendeur.*

Autorisation requise.

554. Nulle pétition d'élection ne peut être discontinuée sans autre autorisation donnée, sur demande à cet effet, par le juge ou le tribunal alors saisi de la cause. 38 V., c. 8, s. 95.

Avis de discontinuation.

555. Nulle telle demande n'est faite avant que le pétitionnaire n'ait donné, dans le district électoral dont l'élection ou le rapport est contesté, un avis de son intention de discontinuer sa pétition, et ce, en la manière, dans les délais et au lieu, prescrits par les règles.

sa publication.

Cet avis est aussi publié dans la gazette officielle de Québec. 38 V., c. 8, s. 96.

Substitution de pétitionnaire.

556. A l'audition de cette demande, toute personne qui aurait pu faire une pétition contre l'élection, peut demander au juge ou au tribunal saisi de la cause, d'être substitué au pétitionnaire qui désire discontinuer sa pétition. 38 V., c. 8, s. 97.

Ordre quant au cautionnement dans ce cas.

557. Le juge ou le tribunal saisi de la cause peut, si la chose paraît à propos, substituer ce requérant au pétitionnaire, et, de plus, si le désistement est dans son opinion amené par quelque marché ou considération entaché de corruption, ordonner que le cautionnement fourni, au nom du pétitionnaire primitif, reste comme garantie des frais à encourir par le substitué, et que le pétitionnaire primitif soit responsable des frais de ce substitué, jusqu'à concurrence du montant du cautionnement. 38 V., c. 8, s. 98.

558. Si pareil ordre n'est pas donné à l'égard du cautionnement fourni, au nom du pétitionnaire primitif, les pétitionnaires substitués, avant de procéder sur la pétition, et dans le délai fixé par le juge ou le tribunal saisi de la cause, doit donner un cautionnement de la nature de celui fourni lors de la présentation d'une pétition, et sujet aux mêmes conditions.

Cautionnement si tel ordre n'est pas donné.

Toutefois le montant du cautionnement peut être réduit selon les exigences du cas. 38 V., c. 8, s. 99.

Réduction du cautionnement.

559. Le pétitionnaire substitué occupe, autant que possible, la même position et est sujet aux mêmes obligations et responsabilités que le pétitionnaire primitif, sujet néanmoins aux conditions énoncées précédemment. 38 V., c. 8, s. 101.

Position du substitué.

560. Le pétitionnaire, s'il discontinue sa pétition, est tenu de payer les frais du défendeur, à moins que le juge ou le tribunal saisi de la cause, n'en ordonne autrement. 38 V., c. 8, s. 101.

Frais de discontinuation.

561. S'il y a plus d'un pétitionnaire, la demande de discontinuer la pétition doit être faite du consentement de tous les pétitionnaires. 38 V., c. 8, s. 102.

Consentement requis s'il y a plus d'un pétitionnaire.

562. Chaque fois qu'une pétition a été discontinuée, le juge ou le tribunal saisi de la cause, si, dans son opinion, le désistement est le résultat de quelque arrangement entaché de corruption, ou a lieu en considération de la discontinuation d'une autre pétition, doit communiquer cette opinion à l'orateur, ainsi que les circonstances qui ont accompagné la discontinuation de la pétition. 38 V., c. 8, s. 103.

Rapport à l'orateur dans le cas de désistement par corruption.

563. Si le pétitionnaire néglige ou refuse de procéder, le juge ou le tribunal saisi de la cause, peut permettre à une ou à plusieurs personnes d'être substituées comme pétitionnaires, d'après les principes et les règles énoncées ci-haut. 38 V., c. 8, s. 104.

Substitution sur refus de procéder.

564. Une pétition d'élection est annulée par le décès d'un pétitionnaire unique, ou par celui du survivant de plusieurs pétitionnaires. 38 V., c. 8, s. 105.

Décès du pétitionnaire.

565. L'annulation d'une pétition ne modifie pas la responsabilité du pétitionnaire pour le paiement des frais encourus antérieurement. 38 V., c. 8, s. 106.

Frais antérieurs.

Avis d'annulation.

566. Après l'annulation d'une pétition en vertu de l'article 564, il en est, de la manière, dans les délais et au lieu prescrits par les règles, donné avis dans le district électoral dont l'élection ou le rapport est contesté.

Publication d'icelui.

Cet avis est aussi publié dans la gazette officielle de Québec. 38 V., c. 8, s. 107.

Substitution de pétitionnaire.

567. Dans le délai prescrit, toute personne qui aurait pu faire une pétition contre l'élection, peut demander au juge ou au tribunal alors saisi de la cause, à être substituée comme pétitionnaire. 38 V., c. 8, s. 108.

Pouvoir du juge à ce sujet.

568. Le juge ou le tribunal saisi de la cause, peut, si la chose lui paraît à propos, substituer ce requérant au pétitionnaire primitif.

Cautionnement du substitué.

Le substitué est tenu de leur fournir un cautionnement de la nature de celui fourni lors de la présentation d'une pétition d'élection; mais le montant peut en être réduit suivant les exigences du cas. 38 V., c. 8, s. 109.

Avis à donner dans certains cas.

569. Si, pendant l'instance d'une pétition d'élection, il arrive :

1. Que le défendeur meure; ou
2. Que l'assemblée législative ait déclaré son siège vacant; ou
3. Qu'il donne avis qu'il n'a pas l'intention de s'opposer ou de continuer à s'opposer à la pétition; ou
4. Qu'il soit appelé à la législature comme conseiller législatif.

Il est donné avis de chaque tel fait.

Mode de le donner.

Cet avis, ainsi que celui mentionné au paragraphe trois de cet article, sont donnés de la même manière que ceux requis pour la discontinuation d'une pétition d'élection. 38 V., c. 8, s. 110.

Demande de substitution de défendeur.

570. Dans le délai prescrit, toute personne qui aurait pu faire la pétition contre l'élection, peut demander au juge ou au tribunal alors saisi de la cause, d'être admise comme défendeur à s'opposer à la pétition ou à la partie de la pétition qui n'est pas encore jugée. 38 V., c. 8, s. 111.

Substitués.

571. Telle personne est en conséquence admise à s'opposer à la pétition ou à la partie non jugée de la pétition, soit aux lieu et place du défendeur, soit avec tout autre défendeur, s'il y en a encore.

Pas plus de trois personnes ne peuvent être ainsi admises. 38 V., c. 8, s. 102.

572. Les personnes ainsi admises sont responsables pour les frais encourus après leur admission, suivant le résultat de la cause. 38 V., c. 8, s. 113.

Frais dans ce cas.

573. Si quelqu'un des faits mentionnés dans l'article 569, arrive durant l'instance d'une pétition d'élection, le juge ou le tribunal, alors saisi de la cause, doit ajourner la procédure pour permettre que l'avis requis, comme ci-dessus mentionné, soit donné. 38 V., c. 8, s. 114.

Ajournement de la procédure.

574. Chaque fois qu'un défendeur a donné l'avis prescrit à cet effet, qu'il n'a pas l'intention de s'opposer ou de continuer à s'opposer à la pétition, le juge ou le tribunal, saisi de la cause, doit en faire rapport immédiatement à l'orateur. 38 V., c. 8, s. 115.

Rapport à l'orateur s'il y a désistement du déf.

575. Le défendeur ne peut, après avoir donné cet avis, comparaître ou agir dans aucune procédure comme partie intéressée contre la pétition, ni, jusqu'à ce que l'assemblée législative ait reçu le rapport final sur la pétition, siéger ou voter à l'assemblée législative. 38 V., c. 8, s. 116.

Inhabilité du défendeur après l'avis de désistement.

576. Lorsque, sur une pétition se plaignant d'un double rapport, le défendeur a donné avis qu'il n'a pas l'intention de s'opposer à la pétition, et que personne n'a été admis à s'opposer à la pétition, le pétitionnaire peut discontinuer sa pétition par avis adressé au protonotaire, pourvu qu'il n'y ait pas de pétition contre l'autre député déclaré élu dans le double rapport.

Cas d'un double rapport en désistement du défendeur.

Le juge ou le tribunal, saisi de la cause, fait immédiatement rapport de ce fait à l'orateur. 38 V., c. 8, s. 117.

Rapport à l'orateur.

§ 10.—*Des devoirs de l'orateur après la réception des jugements et des rapports.*

577. Le plus tôt possible, après avoir reçu les jugements et les rapports, l'orateur prend toutes les mesures nécessaires pour la confirmation ou la modification du rapport de l'officier-rapporteur, ou pour l'émission d'un nouveau bref pour une autre élection dans les trente jours, ou pour faire autrement exécuter le jugement final, selon que les circonstances l'exigent.

Devoirs de l'orateur en recevant jugement et rapports.

Il peut, pour l'émission de ce bref d'élection, adresser son mandat, sous ses seing et sceau, au greffier de la couronne en chancellerie. 38 V., c. 8, s. 118.

Bref d'élection.

578. L'orateur doit communiquer, sans délai à l'assemblée législative les jugements et les rapports reçus, ainsi que ses propres procédures à leur égard. 38 V., c. 8, s. 119.

Soumission des jugements à l'assemblée.

Cas de rapports spéciaux.

579. Lorsqu'un rapport spécial a été reçu, l'assemblée législative peut donner l'ordre qu'elle juge convenable à l'égard de ce rapport spécial. 38 V., c. 8, s. 120.

§ 11.— *Du tarif des honoraires, au sujet des procédures sur pétition d'élection.*

Tarif des honoraires des avocats.

580. Les juges de la cour supérieure ou la majorité d'entre eux peuvent, de temps à autre, faire, révoquer ou modifier un tarif des honoraires payables aux avocats et conseils sur les procédés à faire au sujet des pétitions d'élection.

Soumission d'icelui à l'ass. lég.

Une copie de chaque tel tarif doit être transmise à l'assemblée législative de la même manière que les règles. 38 V., c. 8, s. 121.

Frais des protonotaires et taxes.

581. Les frais et honoraires des protonotaires et les autres taxes imposées sur les procédures, dans une action de première classe à la cour supérieure, sont exigibles sur les procédures d'une pétition d'élection en autant que ces dernières ressemblent à ceux mentionnés en premier lieu. 38 V., c. 8, s. 122.

§ 12.— *Des frais.*

Décision sur les frais.

582. Les frais, charges et dépens, résultant de la présentation d'une pétition d'élection et des procédures qui s'y rapportent sont payés par le pétitionnaire ou les parties adverses, de la manière et dans la proportion que le juge ou le tribunal saisi de la cause, décide. 38 V., c. 8, s. 123.

Faux frais.

583. Le juge ou le tribunal, saisi de la cause, n'alloue pas les frais, charges et dépens, qui, dans son opinion, ont été occasionnés par une conduite vexatoire ou par des allégations ou objections sans fondement de la part du pétitionnaire ou du défendeur, et dans le but d'empêcher les dépenses inutiles, il les met à la charge de toute partie qui les a causés, quel que soit l'issue de la contestation. 38 V., c. 8 s. 124.

Taxation d'iceux.

584. Les frais sont taxés en la manière ordinaire suivie dans les causes civiles, par le juge ou l'un des juges du district où se trouve le dossier. 38 V., c. 8, s. 125.

Frais contre le pétitionnaire, état d'iceux au proton.

585. Si les frais ont été adjugés contre le pétitionnaire, un état des frais, dus à ses témoins et à chaque partie, avec un certificat de taxation, est produit au bureau du protonotaire où se trouve le dossier, dans les trente jours après le prononcé du jugement.

A l'expiration du délai, si le montant des frais ainsi constatés n'excède pas le dépôt, le pétitionnaire peut recevoir la balance. 38 V., c. 8, s. 126.

Balance du
dépôt.

586. Ces personnes, à l'expiration de ce délai de trente jours, ont droit de recevoir du trésorier de la province, sur le montant déposé comme cautionnement, la somme taxée en leur faveur, si le total établi par les divers certificats n'excède pas le montant du dépôt.

Paiement des
frais à même
le dépôt.

Si le montant excède celui du dépôt, chaque telle personne n'en reçoit que sa proportion ; et elle peut ensuite faire émettre un bref de saisie-exécution contre les biens du pétitionnaire pour le résidu de ses frais, en la manière ordinaire suivie dans les causes civiles 38 V., c. 8, s. 127

Si les frais ex-
cèdent le dé-
pôt.

587. Si le défendeur est condamné aux frais, ces frais sont taxés et peuvent, à l'expiration des trente jours du prononcé du jugement, être perçus par voie de saisie-exécution, en la manière ordinaire suivie dans les causes civiles. 38 V., c. 8, s. 128.

Frais contre le
défendeur—
leur recouvre-
ment.

588. Si l'élection est annulée, à raison de quelque manœuvre frauduleuse pratiquée par un ou plusieurs agents, hors de la connaissance et sans le consentement du candidat, ces agents peuvent être condamnés, solidairement avec le défendeur, à payer en tout ou en partie, les frais adjugés en faveur du pétitionnaire. 39 V., c. 14, s. 3.

Manœuvres
frauduleuses
par agents.

589. Le juge ou le tribunal ordonne que ces agents soient assignés à comparaître dans un délai déterminé pour être entendus.

Assignation
des agents.

S'ils ne comparaissent pas, ils sont condamnés, sur la preuve déjà faite, à payer les frais en tout ou en partie, selon qu'il est prouvé juste.

Jugement par
défaut.

S'ils comparaissent, le juge ou le tribunal après avoir entendu les parties et la preuve produite, rend le jugement que le droit et la justice exigent. 39 V., c. 14, s. 3.

Jugement
après audition
des parties.

590. Le pétitionnaire peut faire exécuter le jugement pour les frais contre tout agent ainsi condamné, de la même manière que contre le défendeur. 39 V., c. 14, s. 3.

Exécution
contre les
agents

591. L'agent ainsi condamné peut être emprisonné pour un terme n'excédant pas deux mois, à défaut du paiement du montant du jugement. 39 V., c. 14, s. 3.

Emprisonne-
ment à défaut
de paiement.

APPENDICE.

FORMULE MENTIONNÉE DANS L'ARTICLE 537.

CANADA, Province de Québec, District de	}	COUR SUPÉRIEURE
---	---	-----------------

Election pour tenue le jour d

Je de prête serment et dis :

1. Que j'ai en ma possession ou en mon pouvoir, les documents se rattachant aux matières en question, énoncées dans les premières et secondes parties de la première cédule ci-annexée.

2. Je m'objecte à produire les dits documents énoncés dans la seconde partie de la dite première cédule.

3. (*Dites pour quels motifs l'objection est faite, et vérifiez les faits autant que possible*)

4. J'ai eu, mais je n'ai plus maintenant en ma possession ou en mon pouvoir, les documents se rattachant aux matières en question, énoncées dans la seconde cédule ci-annexée.

5. Les documents en dernier lieu mentionnés ont été en ma possession ou en mon pouvoir, pour la dernière fois le (*dites quand*.)

6. (*Dites ce qui est advenu des documents en dernier lieu mentionnés, à qui ils ont été remis, ou en possession de qui ils sont maintenant*)

7. Au meilleur de ma connaissance, de mon souvenir, de mon information et croyance, je n'ai pas maintenant et n'ai jamais eu en ma propre possession, garde ou pouvoir, ou en la possession, garde ou pouvoir de mes agents ou procureurs, agent ou procureur, ou en la possession, garde ou pouvoir de qui que ce soit, en mon nom et pour moi, aucun acte, compte, livre de comptes, procès-verbal, pièce justificative, reçu, lettre, mémoire, papier ou écrit, ou aucune copie ou extrait d'aucun document de ce genre ou autre documents quelconque se rattachant aux matières en question ou à aucune d'entre elles, ou dans lequel aucune inscription ou entrée a été faite au sujet de ces matières, ou aucune d'elles, autres que les documents énoncés dans les premières et seconde cédules ci-annexées.

Assermenté, etc.

(*Annexer les cédules mentionnant les documents en question.*)

38 V., c. 8. append.